Office des ressources humaines

Rapport annuel 1984-1985

Québec

Le contenu* de cette publication a été rédigé
par l'Office des ressources humaines

Cette édition a été produite par
la Direction générale des publications
gouvernementales.

* Dans ce document, la forme masculine désigne, lorsqu'il y a lieu, aussi bien les femmes que les hommes

Dépôt légal — 4e trimestre 1985
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN: 2-551-09385-6
ISSN: 0827-1747

© Gouvernement du Québec

Monsieur Richard Guay
Président
Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec
G1A 1A4

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport d'activités de l'Office des ressources humaines pour l'année financière 1984-1985.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre responsable de
l'Office des ressources humaines

François Gendron

Québec, octobre 1985

Monsieur François Gendron
Ministre responsable de l'Office
des ressources humaines
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le premier rapport annuel d'activités de l'Office des ressources humaines portant sur l'exercice financier se terminant le 31 mars 1985.

Ce rapport vous est transmis pour dépôt à l'Assemblée nationale suivant les dispositions de l'article 97 de la Loi sur la fonction publique.

Le président,

Claude Bélanger

Québec, octobre 1985.

L'Office des ressources humaines

Claude Bélanger
Président

Pierre-E. Coulombe
Vice-président et directeur général du personnel d'encadrement

Jean Mercier
Vice-président et directeur général du personnel professionnel et fonctionnaire

Lyne McKenty-Fournier
Vice-présidente à l'égalité en emploi

Jean Larochelle
Directeur général de la recherche et du développement

Jean Laliberté
Directeur général de la gestion de l'information

Serge Métivier
Directeur du Bureau de consultation en gestion par intérim

Jean-Paul Roberge
Directeur des services juridiques

François Giroux
Directeur de la gestion des ressources

Léo Martin
Directeur des communications par intérim

Jacques Piette
Directeur de l'évaluation de gestion

Table des matières

Avant-propos 13

1. Mandats et organisation de l'Office 15

1.1 Organigramme 46

1.2 Mandats des unités administratives 15

1.2.1 Bureau de consultation en gestion 15

1.2.2 Vice-présidence et direction générale du personnel d'encadrement 15

1.2.3 Vice-présidence et direction générale du personnel professionnel et fonctionnaire 16

1.2.4 Vice-présidence, bureau de l'égalité en emploi 16

1.2.5 Direction générale de la recherche et du développement 16

1.2.6 Direction générale de la gestion de l'information 16

1.2.7 Direction de la gestion des ressources 16

1.2.8 Direction des services juridiques 16

1.2.9 Direction de l'évaluation de gestion 16

1.2.10 Direction des communications 16

1.3 Effectifs et budget 16

2. Revue des activités de l'année 19

2.1 Évaluation de gestion 19

2.2 Réglementation 19

2.3 Délégations de pouvoirs 19

2.4 Programmes d'égalité en emploi 19

2.4.1 Secteur femmes 20

2.4.2 Secteur personnes handicapées 20

2.4.3 Secteur communautés culturelles 21

2.5 Dotation 21

2.5.1 Demandes de personnel 21

2.5.2 Concours publiés 22

2.5.3 Concours de recrutement terminés 22

2.5.4 Concours de promotion terminés 22

2.5.5 Candidatures 22

2.5.6 Personnes déclarées aptes 22

2.5.7 Personnes présentées aux ministères et organismes 22

2.5.8 Entrées en fonction et promotions 23

2.6 Promotion sans concours 23

2.7 Mutation du personnel 23

2.8 Changement de grade 23

2.9 Gestion du personnel en disponibilité 23

2.10 Gestion du personnel de cabinets ministériels 24

2.11 Reclassement du personnel 24

2.12 Appels 24

2.13 Services et activités reliés au personnel d'encadrement 24

2.13.1 Accueil du nouveau personnel 24

2.13.2 Identification des besoins en perfectionnement et évaluation 24

2.13.3 Renouvellement de carrière 24

2.13.4 Départs volontaires 24

2.13.5 Autres services et activités 25

2.14 Développement de moyens de sélection aux fins de concours 25

2.15 Recherches 26

2.15.1 Recherches en sélection du personnel 26

2.15.2 Recherches sur les interventions du Centre d'évaluation 27

2.15.3 Autres recherches 27

2.16 Formation 27

2.16.1 Formacadres 27

2.16.2 Formation à la réglementation, à la tenue de concours et à la sélection 28

2.16.3 Formation au Centre d'évaluation 28

2.16.4 Autres activités de formation 28

2.17 Système intégré d'information pour la gestion des ressources humaines 28

2.18 Consultation en matière de gestion et d'organisation 29

Annexe 1

Décret 2658-84 du 5 décembre 1984. Règlement sur le regroupement par niveau des personnes déclarées aptes à un concours 87

Annexe 2

Décret 2659-84 du 5 décembre 1984. Règlement sur la promotion sans concours 89

Liste des tableaux

Tableau I

Concours terminés **30**

Tableau II

Candidatures aux concours **30**

Tableau III

Personnes admises aux concours **30**

Tableau IV

Personnes déclarées aptes à la suite des concours **31**

Tableau V

Entrées en fonction et promotions **31**

Tableau VI

Mutation du personnel **31**

Tableau VII

Examens de changement de grade du personnel professionnel **32**

Tableau VIII

Personnel en disponibilité **32**

Tableau IX

Personnel de cabinets ministériels **32**

Tableau X

Reclassement **32**

Tableau XI

Appels logés suite à des concours de promotion et des examens de changement de grade **33**

Tableau XII

Participation des hommes et des femmes et résultats obtenus aux concours de cadres supérieurs **33**

Tableau XIII

Personnes ayant un handicap **33**

Statistiques sur les effectifs de la fonction publique **35**

Effectifs réguliers **35**

Tableau 1

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le sexe, 1980-1985 **37**

Tableau 2

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1980-1985 **37**

Tableau 3

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme, 1980-1985 **38**

Tableau 4

Évolution des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985 **41**

Tableau 5

Évolution des effectifs réguliers « professionnels » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985 **50**

Tableau 6

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le traitement et le sexe, 1980-1985 **55**

Tableau 7

Évolution des entrées en fonction selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1980-1985 **56**

Tableau 8

Répartition des départs des effectifs réguliers selon la catégorie d'emploi, le sexe et la raison du départ 1984-1985 **57**

Tableau 9

Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, la région administrative et le sexe, au 31 mars 1985 **58**

Tableau 10

Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme et selon la région administrative, au 31 mars 1985 **60**

Tableau 11

Répartition des effectifs selon l'unité syndicale et le statut au 31 mars 1985 (syndiqués, non-syndiqués) **66**

Tableau 12

Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, l'âge et le sexe, au 31 mars 1985 **67**

Tableau 13

Répartition des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi, le nombre d'années de service et le sexe, au 31 mars 1985 **68**

Tableau 14

Répartition des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1985 **68**

Tableau 15

Répartition des effectifs réguliers « professionnels » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1985 **69**

Tableau 16

Répartition des effectifs réguliers « professionnels » selon le grade et le sexe, au 31 mars 1985 **70**

Tableau 17

Répartition des effectifs réguliers « techniciens et assimilés » selon le corps d'emploi et le sexe, au 31 mars 1985 **70**

Tableau 18

Répartition des effectifs réguliers « techniciens et assimilés » selon la classe d'emploi et le sexe, au 31 mars 1985 **71**

Tableau 19

Répartition des effectifs réguliers autorisés au 1er avril 1984 et au 31 mars 1985, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1985, selon le ministère ou l'organisme **72**

Tableau 20

Répartition des départs des effectifs réguliers selon le ministère ou l'organisme, le sexe et la raison du départ 1984-1985 **74**

Tableau 21

Distribution des mouvements des effectifs réguliers selon le ministère ou l'organisme et le sexe 1984-1985 **77**

Tableau 22

Distribution des mouvements des effectifs réguliers selon la catégorie d'emploi et le sexe 1984-1985 **81**

Effectifs occasionnels **82**

Tableau 23

Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel avec ou sans droit de rappel selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1984-1985 **82**

Tableau 24

Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel avec ou sans droit de rappel selon le ministère ou l'organisme, 1984-1985 **82**

Tableau 25

Utilisation du personnel occasionnel selon le ministère ou l'organisme, 1984-1985 **84**

Effectifs saisonniers **85**

Tableau 26

Répartition des effectifs saisonniers selon le ministère ou l'organisme et selon la catégorie d'emploi, au 31 mars 1985 **85**

Avant-propos

Ce rapport annuel est le premier soumis par l'Office des ressources humaines. En effet, l'Office qui a été créé le 25 janvier 1984 à la suite de l'adoption de la nouvelle loi sur la fonction publique (loi 51), a débuté son mandat le 1er avril 1984.

En plus d'assumer l'ensemble des responsabilités qui appartenaient à l'Office du recrutement et de la sélection du personnel, responsabilités qui se situaient principalement dans le domaine du recrutement et de la promotion du personnel, l'Office s'est vu attribuer une partie significative des responsabilités de support et de conseil de l'ex-ministère de la Fonction publique. Au cours de l'année, en plus de répondre aux besoins exprimés par les ministères, organismes et par le personnel de la fonction publique, l'Office a utilisé une bonne partie de ses ressources à l'implantation de la nouvelle Loi sur la fonction publique.

Dans le domaine de l'égalité en emploi, l'année 1984-1985 a été une année de transition, eu égard aux nouvelles responsabilités dévolues au Conseil du trésor et à l'Office. Ce dernier a assuré le maintien et la continuité des dossiers d'égalité en emploi et a également préparé et adopté un plan d'action triennal (1985-1988) en tant qu'organisme central.

Durant cette même période, les activités de recrutement et de promotion ont subi une augmentation sensible. En effet, les besoins en personnel signifiés à l'Office ont augmenté de 36 % par rapport à l'année 1983-1984 tandis que la quantité de concours publiés augmentait de près de 18 %.

Le nombre de candidatures aux concours de recrutement et de promotion a également augmenté de façon considérable; cette hausse s'est fait sentir particulièrement dans les concours de niveau professionnel.

Suite aux concours de recrutement et de promotion, 5 240 personnes ont été déclarées aptes, soit une augmentation de 250 % par rapport à 1983-1984; de ce nombre, 1 240 personnes ont été nommées dans les ministères et organismes.

En ce qui concerne les examens de changement de grade du personnel professionnel, des 1 740 personnes qui se sont inscrites, 1 639 ont été reconnues aptes à accéder à un grade supérieur.

Le volume d'activités de l'Office en matière de vérification d'aptitudes dans le cadre du placement du personnel en disponibilité, du personnel de cabinets ministériels et du reclassement des fonctionnaires a été comparable à l'année 1983-1984.

Les offres de mutation publiées par l'Office ont augmenté, passant de 686 en 1983-1984 à 1 003 en 1984-1985; le nombre de fonctionnaires inscrits à la banque de mutation s'est élevé à 4 294.

L'Office a assuré la relève du ministère de la Fonction publique pour l'administration d'un certain nombre de programmes gouvernementaux tels les programmes Formacadres et Renouvellement de carrière et a terminé l'implantation de la phase III de SAGIP.

Enfin, l'Office a poursuivi la réalisation d'études et de recherches et a organisé diverses sessions de formation concernant entre autres la réglementation, la gestion des concours et la sélection du personnel.

1. Mandats et organisation de l'Office des ressources humaines

L'Office des ressources humaines a été institué par décret gouvernemental le 25 janvier 1984 et a débuté son mandat le 1er avril suivant. Après l'adoption par le Conseil du trésor d'un plan d'organisation provisoire visant l'intégration du personnel de l'Office du recrutement et de la sélection du personnel et d'une partie du ministère de la Fonction publique, le Comité de direction approuvait une démarche de planification générale répartie en trois étapes: la planification stratégique, la planification organisationnelle et la planification opérationnelle.

La planification stratégique qui avait pour but de guider les activités de l'Office pour les trois prochaines années, a permis au Comité de direction de dégager les sept objectifs suivants:

— connaître les besoins et développer les services de façon à y répondre à 75 % d'ici deux ans;

— faire disparaître d'ici 18 mois toute normalisation qui n'est pas indispensable à l'équité ou à l'efficacité;

— initier des programmes de recherche débouchant sur des activités de formation et d'information centrées sur la rentabilité de la gestion des ressources humaines;

— faire en sorte que l'Office des ressources humaines se donne un mode « avant-gardiste » de gestion des ressources humaines;

— développer, promouvoir et rendre disponible une haute compétence dans les divers domaines reliés à la gestion des ressources humaines;

— développer, d'ici un an, une philosophie et des mécanismes de consultation et de concertation;

— intégrer l'égalité en emploi dans la poursuite de chacun des objectifs stratégiques.

La deuxième phase du cycle de planification générale a servi à dégager des consensus et des paramètres qui ont été communiqués aux vice-présidents et directeurs généraux afin de leur permettre d'établir leur micro-organisation. Cette étape a permis l'élaboration d'un nouveau plan d'organisation administrative supérieure qui a été approuvé le 5 février 1985.

La nouvelle structure qui ramène au niveau du président les activités ou fonctions considérées comme support à l'organisation, compte six directions générales.

1.2 Mandats des unités administratives

1.2.1 Bureau de consultation en gestion

Le Bureau de consultation de gestion a pour mandat d'agir à titre de conseiller en gestion et en organisation administrative auprès de l'ensemble des ministères et organismes.

Il effectue ou fait effectuer des études ou recherches en gestion et en organisation administrative permettant d'établir des bilans et de faire les recommandations appropriées.

Ce bureau offre également les services d'un centre d'expertise de qualité dans des domaines particuliers.

1.2.2 Vice-présidence et direction générale du personnel d'encadrement

Cette direction générale assure, en collaboration avec les ministères et organismes, les fonctions de dotation des emplois d'encadrement en procédant à la tenue des concours, au placement du personnel d'encadrement en surplus, à la vérification des aptitudes des candidats soit à la promotion sans concours ou pour ceux qui exercent un droit de retour dans la fonction publique. De plus, elle gère les programmes de mobilité et d'échanges de fonctionnaires et assure aide et conseils aux ministères et organismes clients.

Elle voit à l'application des programmes d'aide à la carrière: conseils et assistance auprès du personnel d'encadrement; départs volontaires des cadres; renouvellement de carrière. Elle est également responsable de l'administration du programme Formacadres, de la préparation et de la gestion des programmes de développement et agit à titre de conseiller auprès des ministères et organismes clients en matière de développement des ressources d'encadrement. C'est également cette direction générale qui instaure et maintient, en collaboration avec les ministères et organismes et conformément aux politiques établies par le Conseil du trésor, un système de planification et de développement de la carrière du personnel d'encadrement et qui effectue ou fait effectuer des recherches, études et enquêtes d'intérêt pour ce même public.

1.2.3 Vice-présidence et direction générale du personnel professionnel et fonctionnaire

La Direction générale du personnel professionnel et fonctionnaire assure l'organisation et la tenue des concours visant à combler les emplois de toutes catégories sauf le personnel d'encadrement. Elle assure la tenue des examens de changement de grade des professionnels; fournit aux délégataires l'expertise conseil dont ils ont besoin et assure l'application du programme d'aide à la carrière pour toutes les catégories de personnel dont elle assume la responsabilité; elle est également chargée de l'administration de programmes de gestion des ressources humaines, notamment ceux de perfectionnement. En plus de susciter des programmes de recherche, elle effectue des études visant à améliorer la dotation, la gestion et le développement du personnel professionnel, fonctionnaire, enseignant, ouvriers et agents de la paix.

1.2.4 Vice-présidence bureau de l'égalité en emploi

L'équipe du bureau de l'égalité en emploi agit à titre de conseillère auprès de l'Office, des gestionnaires ainsi que pour le réseau des responsables ministériels, sur toute question favorisant l'égalité en emploi pour les membres des groupes-cibles.

Ce bureau représente l'Office sur tout ce qui touche l'égalité en emploi et, en son nom, consulte les organismes gouvernementaux et les associations voués à la défense des intérêts des membres de groupes cibles. Il assure également une liaison avec les intervenants gouvernementaux impliqués dans le domaine de l'égalité en emploi.

1.2.5 Direction générale de la recherche et du développement

La Direction générale de la recherche et du développement effectue des recherches, études et enquêtes en matière de gestion des ressources humaines. Elle assure la conception, le développement et l'implantation des moyens de vérification d'aptitudes et voit au développement et à la diffusion des programmes de formation de courte durée. Elle fournit l'expertise et conseille en matière de consultation individuelle et d'évaluation, en plus de proposer des projets d'orientation, de règlements et de modalités d'application en gestion des ressources humaines.

1.2.6 Direction générale de la gestion de l'information

La Direction générale de la gestion de l'information assure le développement, l'implantation et l'opération des systèmes automatisés d'information et fournit des services de systèmes et méthodes aux gestionnaires de l'Office. Elle voit également à la gestion des banques de données sur le personnel de la fonction publique.

1.2.7 Direction de la gestion des ressources

La Direction de la gestion des ressources conseille les gestionnaires en matière de gestion des ressources humaines, financières et matérielles ainsi que l'ensemble du personnel en matière d'organisation de carrière et d'avantages sociaux. C'est cette direction qui coordonne les activités reliées à la gestion des ressources humaines, financières et matérielles.

1.2.8 Direction des services juridiques

Cette direction donne des avis et des conseils de nature juridique et représente l'Office et ses délégataires à titre de procureur. Elle rédige et négocie également les protocoles de délégations et de subdélégations.

1.2.9 Direction de l'évaluation de gestion

La Direction de l'évaluation de gestion effectue les évaluations de gestion dans le cadre de la politique établie, recommande les correctifs appropriés et participe au suivi des décisions.

1.2.10 Direction des communications

La Direction des communications joue un rôle de conseiller et de support en matière de communication. Elle élabore et réalise des programmes d'information reliés à la mission et aux activités de l'Office, conçoit, produit et diffuse des documents d'information et plus particulièrement des avis de concours. La Direction des communications répond aux demandes de renseignements généraux.

1.3 Effectifs et budget

1.3.1 Effectifs

Lors de l'approbation de l'organisation supérieure de l'Office le 27 mars 1984, le Conseil du trésor approuvait une enveloppe d'effectifs correspondant à 362 postes réguliers dont 40 d'encadrement supérieur. S'ajoutait à ce total les effectifs des programmes Formacadres et Renouvellement de la carrière dont la gestion est confiée à l'Office.

Le 5 février 1985, l'enveloppe des effectifs, au moment de l'implantation de la nouvelle structure administrative supérieure, comptait 356 postes réguliers dont 35 d'encadrement supérieur.

On trouvera ci-dessous la répartition des employés par catégorie de personnel, au 31 mars 1985.

Catégories	31 mars 1985			
	Hommes	Femmes	Vacants	Total
Cadres supérieurs	31	2	2	35
Professionnels	71	39	30	140
Agents de maîtrise	1	1	—	2
Techniciens	22	42	3	67
Personnel de bureau	7	101	3	111
Ouvriers	1	—	—	1
Total	**133**	**185**	**38**	**356**

1.3.2 Budget

L'Office des ressources humaines pour l'année 1984-1985 a reçu des crédits de l'ordre de 166 234 millions $ répartis dans deux programmes: le premier concerne l'administration de l'Office et est de l'ordre de 19 500 millions $.

Le deuxième vise le paiement des bénéfices marginaux et autres contributions du Gouvernement à titre d'employeur pour l'ensemble des employés des ministères et organismes qui sont nommés et rémunérés conformément à la Loi sur la fonction publique. Le budget alloué fut de 141,6 millions $ auquel on a ajouté en cours d'année un montant supplémentaire de 5,1 millions $.

2. Revue des activités de l'année

2.1 Évaluation de gestion

La création de l'Office des ressources humaines a nécessité la révision de la politique d'évaluation de gestion et le développement d'un nouveau plan cyclique d'évaluation.

En 1984-1985, l'Office a effectué 6 évaluations dans les ministères et organismes et 8 autres à l'intérieur de l'Office. Au niveau des opérations de concours, les évaluations ont permis de constater une amélioration continuelle; la principale recommandation visait à poursuivre les efforts pour perfectionner la correction des examens écrits.

2.2 Réglementation

L'entrée en vigueur de la Loi sur la fonction publique a amené l'Office à assumer de nouveaux pouvoirs de réglementation et à réviser son Règlement sur la tenue de concours en vue du recrutement et de la promotion dans la fonction publique afin de l'adapter aux nouveaux objectifs et aux exigences de la loi.

Ainsi, deux courts règlements sont entrés en vigueur le 1er février 1985: l'un a trait au regroupement par niveau des candidats déclarés aptes à un concours et l'autre à la promotion sans concours. (Voir Annexe I)

De plus, l'Office s'apprête à compléter son programme de réglementation en faisant publier un projet de règlement sur la tenue de concours dans la Gazette officielle du Québec. Ce projet a été préparé en prenant en considération les commentaires formulés par les groupes les plus concernés par cette réglementation.

Par ailleurs, l'Office a approuvé les modalités d'application relatives aux règlements sur le regroupement par niveau et la promotion sans concours, ainsi qu'une politique sur l'application des articles de la Loi sur la fonction publique qui concernent les fonctionnaires élus à une élection provinciale ou à une autre charge publique élective ou qui sont employés comme membre du personnel d'un cabinet, d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124,1 de la Loi sur l'Assemblée nationale ou comme membre du personnel d'un député.

2.3 Délégations de pouvoirs

Avec l'entrée en vigueur de la Loi sur la fonction publique (1983, c. 55), l'Office a dû revoir l'ensemble des délégations de pouvoirs qu'il avait accordées.

Cette révision a, dans un premier temps, amené l'Office à réajuster les délégations internes qu'il avait accordées à certains de ses fonctionnaires soit pour les élargir, notamment au niveau des pouvoirs de gestion, soit pour les rendre concordantes avec les nouveaux mandats qui lui ont été confiés par le législateur.

Au niveau de la délégation auprès des ministères et organismes, l'Office a reconduit l'ensemble des délégations existantes et a continué d'exercer son rôle d'assistance, de conseil et de formateur.

De plus, l'Office a consulté certains ministères ou organismes pour faire le point sur leur vécu à titre de délégataire et tenter de dégager les différents points à améliorer, le cas échéant. Cette consultation a amené la création d'un groupe de travail chargé de revoir les fondements de l'actuelle politique de délégation pour, d'une part, répondre aux objectifs fixés par la Loi sur la fonction publique et, d'autre part, satisfaire dans la mesure du possible les besoins exprimés par les délégataires. Une politique de délégation refondue devrait bientôt être acceptée par l'Office.

Enfin, la consultation et le programme d'évaluation de gestion des opérations déléguées amènent l'Office à faire un bilan très positif de la délégation de pouvoirs et confirment que les fonctions déléguées sont exercées conformément aux normes édictées par la loi et les règlements.

2.4 Programmes d'égalité en emploi

Eu égard aux nouvelles responsabilités dévolues au Conseil du trésor et à l'Office des ressources humaines en matière d'accès à l'égalité, l'équipe de l'Office des ressources humaines a consacré beaucoup de temps et d'énergie pour assurer le maintien et la continuité des dossiers durant toute cette année de transition.

Au cours de la dernière année, l'Office des ressources humaines a préparé et adopté un plan triennal (1985-1988) pour l'égalité en emploi dans la fonction publique. Ce plan directeur englobe les politiques concernant les femmes, les personnes handicapées et les membres de communautés culturelles.

L'Office prépare pour l'automne 1985 une vaste opération de recensement auprès de tous les employés afin d'identifier les membres de communautés culturelles et les personnes handicapées parmi le personnel de la fonction publique.

Afin de souligner la décennie des femmes d'une façon toute particulière, l'Office des ressources humaines s'est engagée à élaborer et à mettre à la disposition des ministères et organismes une session sur le partage des responsabilités familiales à l'intention de tous les employés de la fonction publique. Cette session sera disponible à l'automne 1985.

2.4.1 Secteur femmes

L'Office a diffusé cette année à 347 participantes, le programme d'information à l'intention des femmes professionnelles admissibles à des postes de cadres.

Dans le but d'assurer une meilleure sélection et une égalité véritable dans l'accès aux postes de la fonction publique, le programme de formation « Opération Sélection plus » se poursuit. Cette année, 52 participantes ont reçu cette formation sur un nombre total de 125 personnes. La présence de femmes sur les comités de sélection a été assurée dans la majorité des concours tenus par l'Office. (71 % pour les emplois supérieurs, 76,9 % pour les emplois de techniciens et 56 % pour des emplois professionnels).

D'autre part, sur le nombre total de nominations à des postes de direction, le pourcentage de femmes nommées représente 9,7 %.

Un nouveau formulaire d'offre de service est disponible à l'Office depuis avril 1984. Il est maintenant possible de mentionner lors de l'inscription aux concours de recrutement et de promotion, tous les emplois occupés, qu'ils aient été rémunérés ou non.

Dans le cadre des programmes ministériels de relève féminine de gestion, l'Office des ressources humaines offre également un service de dépistage de potentiel de gestion aux ministères et organismes concernés.

Durant l'exercice financier 1984-1985, 67 participantes ont été rencontrées par le Centre de consultation individuelle. De ce nombre, plus de 40 % de candidatures ont été recommandées positivement pour le programme de relève féminine de gestion de leur ministère et organisme.

En 1984, 12 femmes ont été sélectionnées pour le programme de Formacadres sur un total de 14 candidatures.

En accord avec son mandat d'égalité en emploi tel que mentionné dans la nouvelle Loi sur la fonction publique, l'Office des ressources humaines a assuré des fonctions de conseil et de support auprès des ministères et organismes. Ainsi, pour aider les responsables ministériels à préparer et gérer leur programme d'action et d'intervention d'égalité en emploi pour l'exercice financier 1985-1986, un document synthèse faisant état de l'ensemble des mesures contenues dans les 38 plans d'action de 1984-1985 a été produit et distribué.

Un outil de travail a été élaboré en vue de répondre au besoin souvent formulé par les responsables ministériels. Dans le but de mieux décrire son expérience professionnelle, la brochure « Mon expérience » propose, au personnel de bureau, une analyse détaillée des tâches les plus courantes qui sont effectuées dans ces corps d'emploi. « Mon expérience » est maintenant entre les mains de plus de la moitié des effectifs féminins de la fonction publique.

En 1984, l'Office des ressources humaines a réalisé la sixième édition du volume « Présence des femmes et des hommes dans la fonction publique du Québec ». Ce document fait état de la répartition des effectifs de l'ensemble de la fonction publique ainsi que de ceux de chaque ministère et organisme.

2.4.2 Secteur personnes handicapées

L'Office des ressources humaines a procédé, au cours du premier trimestre à la préparation du plan d'embauche gouvernemental à partir de la compilation, de l'analyse et de la synthèse des plans d'embauche des 51 ministères et organismes. Il a aussi été appelé à agir à titre de conseiller technique auprès du Conseil du trésor préalablement à la tenue de la conférence nationale « À part égale ».

Dans le cadre du dossier égalité en emploi pour les personnes handicapées, l'Office a émis des propositions au Conseil du trésor, lesquelles ont permis le 29 janvier 1985, l'adoption de CT relativement aux sujets suivants:

— recrutement des personnes handicapées sur des postes occasionnels;

— postes d'intégration à l'intention des personnes handicapées.

Tout au long de l'année, des contacts fréquents ont été maintenus avec les ressources externes spécialisées pour s'assurer de leur collaboration relativement à l'intégration et/ou la réintégration de personnes handicapées dans la fonction pubilque.

L'Office a continué de diffuser tous les avis de concours de recrutement aux organismes oeuvrant auprès de personnes handicapées tant pour les rendre accessibles que pour en augmenter le nombre de candidatures. Au cours de l'année 1984-1985, 378 avis de concours de recrutement ont été envoyés à 16 de ces organismes qui se chargent de les redistribuer à leurs membres: 400 points de chute ont été identifiés.

En outre, des dépliants d'information sur le recrutement et l'adaptation des moyens de sélection sont distribués sur demande ainsi que les bandes magnétiques qui reproduisent ces documents.

En matière de sélection, le programme « Opération Sélection plus » qui permet notamment aux participants de se familiariser avec tout ce qui touche à l'égalité en emploi pour les personnes handicapées, a continué à être diffusé. 125 personnes ont participé à ce programme au cours de l'année. Par ailleurs, une étude sur l'adaptation des moyens de sélection pour les personnes handicapées a été conduite en vue d'identifier les améliorations à effectuer dans ce domaine.

Enfin, l'Office a poursuivi l'adaptation des conditions d'administration et des moyens de sélection pour les personnes handicapées afin de s'assurer qu'elles aient des chances égales aux autres candidats de faire valoir leur compétence au cours du processus de sélection.

Participation des personnes handicapées aux concours de recrutement 1984-1985

Nombre total d'inscriptions: 49 952

Nombre total d'inscriptions de personnes handicapées: 318

Nombre total de personnes handicapées titularisées: 8

2.4.3 Secteur communautés culturelles

La politique d'égalité en emploi pour les membres de communautés culturelles, lancée en septembre 1982, est en application au niveau des ministères et organismes depuis un peu plus de deux ans. Tel que prévu dans l'échéancier, le programme est maintenant rendu à la phase du bilan global d'évaluation. Cette opération est assurée par l'Office.

Au cours des deux dernières années, 2 085 personnes, soit 3,5 % des personnes inscrites aux concours de recrutement, se sont dites des membres de communautés culturelles. Toutefois, en analysant les données sur les nominations, nous remarquons qu'au moins 4,5 % des personnes nommées étaient issues des communautés culturelles. On constate donc depuis l'entrée en vigueur de la politique, que le taux de nomination de membres de communautés culturelles est supérieur à leur taux de participation aux concours de recrutement.

L'examen des données sur la participation des membres de communautés culturelles aux concours de recrutement a amené l'Office à faire de l'attraction un élément majeur de son plan d'action d'égalité en emploi pour les membres de ces groupes. De fait, ce plan introduit, comme objectif spécifique pour cette année, l'élaboration et la mise en oeuvre d'une stratégie d'attraction des membres des communautés culturelles aux concours de recrutement. Cette stratégie vise à la fois les médias et les moyens de diffusion d'avis de concours tout en tenant compte de la volonté gouvernementale d'augmenter la participation des membres des communautés culturelles aux différents concours.

Signalons en outre, dans le cadre de l'attraction, que l'Office met à la disposition du public des dépliants d'information en six langues, sur le processus de sélection. Des brochures sur la politique d'égalité en emploi pour les membres de communautés culturelles sont également disponibles en langue d'origine (anglais, français, italien, grec, espagnol et portugais). Pour répondre à des invitations, l'Office a participé à des colloques, des séminaires et des rencontres d'information avec des associations, des institutions d'enseignement et des groupes appartenant aux communautés culturelles.

Sur le plan de la sélection, lors des examens, l'Office offre la possibilité de choisir de répondre en anglais, à des questions posées en français.

Par ailleurs, dans le but d'assurer que les mécanismes de sélection garantissent l'accès égal à l'emploi aux candidats issus des communautés culturelles, l'Office a préparé un document d'information et de référence sur les communautés culturelles intitulé « Un monde à découvrir: les communautés culturelles au Québec ». Ce document sert actuellement de base à la préparation de sessions de formation et de sensibilisation pour les responsables de concours et les responsables ministériels dans le dossier.

La politique d'égalité en emploi présente les stages de coopération pour institutions d'enseignement non-francophones comme un moyen inusité de mieux faire connaître l'emploi dans la fonction publique auprès d'étudiants de ces établissements (l'Université Concordia, Collège Dawson). Au cours de 1984-1985, dix stagiaires provenant de ces programmes d'institutions anglophones ont été embauchés.

2.5 Dotation

2.5.1 Demandes de personnel

Au cours de l'année, l'Office a finalisé 1 331 demandes de personnel dont 1 240 se sont conclues par la nomination d'un candidat, ce qui représente une augmentation de près de 43 % par rapport à l'année 1983-1984. De plus, 42 % de ces demandes concernaient le personnel de bureau, techniciens et assimilés, 17 % le personnel des cadres supérieurs et 37 % le personnel professionnel et enseignant.

L'Office a traité 1 643 demandes de personnel dont 303, soit près de 18 %, ont été annulées avant

ou après la présentation de candidats. Au 31 mars 1985, 379 demandes de personnel étaient encore en traitement.

2.5.2 Concours publiés

Au total 846 concours ont été publiés au cours de l'année, comparativement à 719 en 1983-1984; il s'agit donc d'une augmentation de près de 18 % dans le nombre de concours publiés. De ces 846 concours, 376 étaient des concours de recrutement et 470 des concours de promotion.

La proportion des concours publiés directement par l'Office par rapport à ceux publiés par ses délégataires (ministères/organismes) est restée sensiblement la même et elle se situe à près de 63 %.

2.5.3 Concours de recrutement terminés (Tableau I)

Des 799 concours terminés en 1984-1985, 368 étaient des concours de recrutement; il s'agit d'une augmentation appréciable du nombre de concours de recrutement puisqu'en 1983-1984, 240 concours de recrutement avaient été complétés.

La proportion du nombre de concours tenus par les délégataires a pratiquement doublée puisqu'elle est passée de 26 à 43 %. Le nombre de concours de recrutement terminés en vue de recruter du personnel professionnel ou enseignant est passé de 111 en 1983-1984 à 210 en 1984-1985 soit une augmentation de près de 90 % et représente près de 57 % de tous les concours de recrutement terminés.

Signalons à ce propos que 29 concours n'ont mené à la déclaration d'aptitudes d'aucun candidat; il s'agissait principalement de concours destinés à recruter du personnel professionnel ou enseignant.

2.5.4 Concours de promotion terminés (Tableau I)

Près de 54 %, soit 431 des 799 concours terminés en 1984-1985 étaient des concours de promotion, ce qui représente 43 concours de plus qu'en 1983-1984.

Un peu plus de 46 % des concours (200) visaient à combler des postes de cadres supérieurs alors que 31 % (135) touchaient ceux de la catégorie du personnel de bureau, techniciens et assimilés.

Tous les concours de la catégorie des cadres supérieurs ont été tenus directement par l'Office tandis que dans les autres catégories 64 % (148) des concours l'ont été par les délégataires.

2.5.5 Candidatures (Tableau II)

Au total, 55 940 personnes se sont inscrites aux concours terminés au cours de l'année, comparativement à 19 293 en 1983-1984 soit une augmentation de 290 %.

Cette augmentation dans le nombre de candidatures est surtout significative pour les emplois de professionnel ou d'enseignant puisque le nombre d'inscriptions est passé de 6 828 en 1983-1984 à 29 327 en 1984-1985.

Aux divers concours de recrutement terminés au cours de l'année, 49 952 personnes se sont inscrites, ce qui représente une augmentation de 335 % par rapport aux inscriptions de l'année antérieure. Près de 56 % de ces personnes se sont inscrites aux concours tenus par les délégataires alors que ce pourcentage n'était que de 25 % en 1983-1984.

C'est pour les concours de la catégorie du personnel de bureau, techniciens et assimilés que la participation des femmes est la plus importante puisqu'elle compte pour 58 % des candidatures; elle se situe à 13 % pour les emplois de cadre supérieur et 31 % pour les emplois de professionnel ou enseignant.

Un total de 5 988 personnes se sont inscrites, aux divers concours de promotion terminés en 1984-1985, soit une augmentation de 37 % des candidats par rapport à l'an passé. Pour l'ensemble des concours de promotion, la participation des femmes a été de 40 %, soit 46 % pour le personnel professionnel et enseignant et 64 % pour le personnel de bureau, techniciens et assimilés.

2.5.6 Personnes déclarées aptes (Tableau IV)

Suite à la tenue des 799 concours de recrutement et de promotion, l'Office a procédé à la déclaration d'aptitudes de 5 240 personnes; il s'agit d'une augmentation de près de 250 % par rapport à l'année 1983-1984.

Près de 42 % des personnes déclarées aptes sont des femmes, ce qui représente une proportion comparable à celle de l'année 1983-1984.

2.5.7 Personnes présentées aux ministères et organismes

En réponse aux demandes de personnel des ministères et organismes, l'Office a présenté 1 240 personnes déclarées aptes en 1984-1985; il s'agit d'une augmentation de 43 % par rapport à l'année 1983-1984.

Cette augmentation dans le nombre de personnes présentées aux ministères et organismes s'explique par une hausse significative des demandes de personnes en vue de combler des emplois de professionnel ou d'enseignant; 460 personnes ont été présentées pour cette catégorie d'emplois alors

qu'en 1983-1984, cette donnée se situait à 261. Dans 27 % des cas, les personnes présentées ont été déclarées aptes à la suite de concours de promotion.

2.5.8 Entrées en fonction et promotions (Tableau V)

Au cours de l'année 1984-1985, 1 038 nouveaux employés sont entrés en fonction. De ce nombre, 620 étaient des hommes (60 %) et 418 des femmes (40 %). Près de 50 % des personnes nouvellement recrutées l'ont été dans la catégorie du personnel de bureau, techniciens et assimilés et 41 % dans la catégorie du personnel professionnel.

D'autre part, un total de 509 personnes ont été promues au cours de la même année, soit 32 % dans la catégorie du personnel de bureau, techniciens et assimilés et 28 % dans celle du personnel professionnel.

2.6 Promotion sans concours

Le règlement de l'Office concernant la promotion sans concours prévue à l'article 42 de la Loi sur la fonction publique est entré en vigueur le 1er février 1985.

Au 31 mars 1985, l'Office avait reçu 65 demandes de promotion sans concours. De ces demandes, 32 concernaient la catégorie des cadres supérieurs, 6 celle du personnel professionnel, 26 celle du personnel de bureau, techniciens et assimilés et 1 celle du personnel ouvrier.

L'émission de déclarations d'aptitudes en vue de permettre la nomination de fonctionnaires à la catégorie des cadres supérieurs a permis de régler 10 des demandes reçues.

2.7 Mutation du personnel (Tableau VI)

Au cours de l'année 1984-1985, l'Office a publié 1 203 offres de mutation à la demande des ministères et organismes. De ce nombre, 530 visaient la catégorie du personnel professionnel et enseignant, 131 celle des techniciens et 311 celle du personnel de bureau.

De plus, 4 294 fonctionnaires se sont inscrits au cours de l'année à la banque de mutation gérée par l'Office. Du total des personnes inscrites, 13 % appartenaient à la catégorie du personnel professionnel, 25 % à celle des techniciens et 53 % à celle du personnel de bureau.

Au cours de l'année écoulée, 280 fonctionnaires ont été mutés par l'entremise de la banque de mutation. Les données par catégorie d'emploi pour les 3 premiers mois de l'année 1985 indiquent que 33 des 46 personnes mutées appartenaient à la catégorie du personnel de bureau, 9 à celle du personnel professionnel, 3 à celle des techniciens et 1 à celle des ouvriers.

2.8 Changement de grade (Tableau VII)

Au cours de l'année, l'Office a procédé à la tenue des examens de changement de grade pour les sessions 1982, 1983 et 1984.

Pour ces sessions, 1 740 personnes appartenant à la catégorie des professionnels ont soumis leur candidature et 1 639 d'entre elles ont été reconnues aptes à changer de grade. Un total de 55 demandes de changement de grade sont encore à l'étude.

Après avoir effectué un bilan des opérations de changement de grade des dernières années, l'Office a apporté des modifications à la procédure des examens de changement de grade. Dans le but de favoriser une implication plus grande des supérieurs du candidat et d'alléger la procédure des examens, l'Office demande maintenant que le supérieur immédiat et le supérieur hiérarchique d'un candidat lui formulent, à partir du dossier professionnel, une recommandation sur l'aptitude de ce candidat à accéder à un grade supérieur. Ce changement devrait permettre à l'Office, dans la grande majorité des cas, de statuer sur la compétence des candidats en se basant sur la recommandation des supérieurs immédiats et hiérarchiques.

2.9 Gestion du personnel en disponibilité (Tableau VIII)

Pour une troisième année, des fonctionnaires ont été mis en disponibilité auprès de l'Office et ce, en vue d'être placés dans un emploi correspondant à leur classement. Au cours de l'année 1984-1985, les 531 employés qui ont été mis en disponibilité auprès de l'Office ont été ajoutés aux 437 employés mis en disponibilité en 1983-1984. 968 dossiers ont donc été reçus par l'Office depuis 2 ans. 53 des 531 dossiers soumis à l'Office au cours de l'année concernaient des cadres supérieurs, soit 9,8 % alors que 225 (41 %) touchaient des techniciens, 134 (24,5 %) des agents de la paix et 18 (3,1 %) des professionnels.

Au 31 mars 1985, 495 des 968 employés mis en disponibilité depuis 2 ans avaient été relocalisés; 268 d'entre eux l'ont été au cours de l'année 1984-1985. 41 de ces employés placés au cours de l'année étaient des cadres supérieurs, 22 des professionnels, 91 des techniciens, 58 du personnel de bureau et 32 des ouvriers.

Au 31 mars 1985, 488 fonctionnaires en disponibilité sont à placer, dont 71 cadres supérieurs, 30 professionnels, 168 techniciens et 129 agents de la paix.

2.10 Gestion du personnel de cabinets ministériels (Tableau IX)

Dans le cadre de l'application de l'article 30 de la Loi sur la fonction publique, l'Office a reçu au cours de 1984-1985, 75 dossiers dont 20 touchaient du personnel professionnel. Le nombre de dossiers traités au cours de l'année est comparable à celui de 1983-1984 où 77 cas avaient été étudiés. Au cours de l'année, 65 personnes ont été placées dans les différents ministères et organismes.

Au 31 mars, 10 personnes qui étaient en phase d'évaluation à l'Office et 20 autres, en attente d'une affectation ou mutation, se sont vues confier temporairement des fonctions dans leur ministère ou organisme d'origine ou dans un autre ministère ou organisme.

2.11 Reclassement du personnel (Tableau X)

Au cours de l'année 1984-1985, l'Office a reçu 469 demandes de vérification d'aptitudes en vue de permettre le reclassement de fonctionnaires; au 31 mars 1985, 437 de ces demandes avaient été traitées.

L'activité en ce domaine est comparable à celle de l'année 1983-1984 puisque pour cette dernière période, l'Office avait reçu 464 demandes.

Comme en 1983-1984, la plupart des demandes touchaient deux catégories d'emploi dont celle du personnel professionnel avec 201 demandes (42,9 %).

2.12 Les appels (Tableau XI)

Le tableau XI fait état de certaines données pertinentes aux appels reçus et traités au cours de l'année. On constate qu'au total 171 appels ont été inscrits au rôle d'audition de la Commission de la fonction publique comparativement à 103 l'année précédente.

Parmi ces appels inscrits, 134 portaient sur des concours de promotion tandis que 37 portaient sur des examens de changement de grade du personnel professionnel. L'augmentation des appels au niveau des concours de promotion provient du personnel professionnel, leur nombre passant de 4 à 55.

La proportion d'appelants qui se sont désistés de leur appel a augmenté légèrement par rapport à l'année précédente alors que pour la même période, l'Office a produit plus de confessions de jugement surtout au niveau des concours de promotion chez les professionnels. Quant aux décisions rendues par la Commission de la fonction publique, elles se répartissent comme suit: 17 appelants ont vu leur appel accueilli, tandis que 49 autres voyaient le leur rejeté.

L'analyse des résultats obtenus en matière d'appels démontre que sur 178 dossiers traités, 47 ont nécessité la reprise d'une partie ou de la totalité de la procédure contestée alors que dans 131 dossiers, la procédure s'est avérée conforme.

2.13 Services et activités reliés au personnel d'encadrement

2.13.1 Accueil du nouveau personnel d'encadrement

Le programme d'accueil qui vise à faciliter l'intégration du nouveau personnel d'encadrement, en les sensibilisant notamment aux exigences et avantages de leur nouveau statut et aux dispositions qui régissent leur carrière, a été offert à six reprises et a permis l'accueil de 109 personnes.

2.13.2 Identification des besoins en perfectionnement et évaluation

Les cadres formés à l'évaluation par simulation prêtent leur concours à des sessions d'évaluation visant à aider les cadres récemment nommés à identifier leurs forces et faiblesses en management et ainsi orienter leurs efforts de perfectionnement. Un total de 25 nouveaux cadres ont participé à ces sessions d'une durée de 2 jours durant l'année écoulée.

Un service d'évaluation confidentiel et personnalisé est offert aux cadres qui veulent faire le point sur leur carrière. La cueillette des données dure une journée et l'entrevue de transmission des résultats, une demi-journée. Au total, 52 cadres se sont prévalus de ce service en 1984-1985.

2.13.3 Renouvellement de carrière

Au 31 mars 1985, 32 cadres participaient au programme de renouvellement de carrière, alors que ce nombre était de 36 au 31 mars 1984.

Au cours de l'année, 9 cadres se sont joints au programme alors que 13 le quittaient. De plus, 70 % de ceux qui ont quitté le programme ont été replacés dans des emplois de cadres supérieurs.

2.13.4 Départs volontaires

Au cours de l'année 1984-1985, le comité de résorption des effectifs cadres excédentaires a approuvé 42 des 44 demandes de départ volontaire qui ont été soumises par les sous-ministres et dirigeants d'organisme. Par ailleurs, 29 de ces cadres ont reçu une prime de séparation alors que les 13 autres ont opté pour une retraite anticipée.

Depuis l'entrée en vigueur de ce programme, soit le 1er septembre 1983, le comité a approuvé 81 demandes.

2.13.5 Autres services et activités

Les répertoires commentés

Pour le bénéfice de la direction des ministères et organismes et le personnel d'encadrement, l'Office a maintenu à jour ses répertoires commentés des ressources et des programmes de formation et de perfectionnement destinés au personnel d'encadrement. Ceux-ci ont pour objectif de faciliter et de documenter la prise de décisions en matière de formation et de perfectionnement.

La communication

L'Office a maintenu un système de communication par et pour les cadres ainsi qu'une communication directe avec ces derniers.

a) Le Bulletin Échange par et pour les cadres :

Quatre numéros du Bulletin Échange ont paru au cours de l'année 1984-1985. Les thèmes abordés sont les suivants :

— la bureautique ;
— la régionalisation ;
— la mobilité ;
— l'imputabilité.

b) Conférences :

Deux conférences ont été publiées et diffusées à tous les cadres.

— « Productivité et responsabilités des gestionnaires ». Allocution de M. Michel Clair, président du Conseil du trésor et ministre délégué à l'administration.
— « Le défi du changement technologique ». Allocution de M. André Fournier, vice-président à la Régie de l'assurance automobile du Québec.

c) Dossiers :

Un dossier a été publié et diffusé à tous les cadres :

— « Les cadres supérieurs de la fonction publique du Québec » (portrait statistique)

d) Bibliographie en management :

Deux parutions de la bibliographie en management portant sur des ouvrages pertinents ont été expédiées à tous les cadres de la fonction publique.

2.14 Développement de moyens de sélection aux fins de concours

Durant l'année, l'Office a approuvé 176 examens écrits ou pratiques. Cette augmentation de 76 % sur l'année précédente, s'explique en partie, par l'augmentation du nombre de concours.

Présentement, l'Office maintient à jour plus de 269 examens servant à la tenue de concours généraux et sectoriels. En outre, certaines banques de questions ont permis la préparation de 31 examens écrits pour la sélection d'agents de maîtrise et de chefs d'équipe du personnel de bureau, techniciens et assimilés. Ces banques ont été enrichies de 30 nouvelles questions servant à l'évaluation des habiletés administratives.

Les comités de sélection des agents de maîtrise et du personnel de direction ont manifesté un intérêt renouvelé pour des examens de simulation : 7 examens de type exercice du courrier et 3 examens pratiques de type discussion de groupe ont été préparés à leur demande.

En plus de nombreuses adaptations d'examens réalisées pour les personnes handicapées, l'Office a développé une version en braille d'un test d'habiletés langagières.

On note également une diminution importante des activités liées à l'élaboration des examens de type exercice du courrier pour les concours visant à combler des postes de cadres supérieurs, malgré le fait que la demande des comités de sélection pour ce moyen d'évaluation soit demeurée sensiblement constante. La rationalisation des activités liées à l'élaboration de ce type d'examen a pu être réalisée grâce aux résultats d'une recherche ; celle-ci a donné lieu à la mise sur pied d'un système permettant une élaboration beaucoup plus rapide de ce type d'examen. Ce système, enregistré sur unité de traitement de texte, a été confié aux responsables de dotation. Ces derniers peuvent maintenant, dans le cadre des opérations de concours, préparer eux-mêmes la majorité des examens de type exercice du courrier requis pour la sélection des cadres supérieurs.

Le temps libéré grâce à ce mode de fonctionnement a pu être consacré à d'autres activités de développement visant l'amélioration des exercices du courrier. À ce chapitre, mentionnons l'élaboration d'une vingtaine de nouveaux items, la mise à jour de plusieurs guides de correction, de même que la conception et l'implantation d'un système de suivi pour ce type d'examen. Par ailleurs, de nouveaux thèmes pour l'examen pratique de discussion de groupe ont été élaborés au cours de l'année.

2.15 Recherches

2.15.1 Recherches en sélection de personnel

L'Office, dans le but d'accroître la qualité de l'évaluation et de la sélection du personnel, a poursuivi au cours de l'année la réalisation d'études et de recherches tant sur les pratiques que sur les moyens de sélection. Certaines d'entre elles ont débuté l'an dernier et se sont terminées en 1984-1985; d'autres, entreprises cette année, se termineront l'an prochain.

L'évaluation de l'expérience des candidats aux fins de sélection du personnel de la fonction publique du Québec

Cette recherche visait un double but: premièrement, déterminer s'il est fondé de retenir l'expérience pour évaluer la compétence des candidats aux fins de sélection du personnel; deuxièmement, vérifier si les méthodes actuellement en usage pour évaluer l'expérience sont efficaces. Une revue de la documentation ainsi que l'analyse des données d'un échantillon de 390 concours complétés entre le 1er avril 1981 et le 30 septembre 1982 ont permis de formuler des recommandations sur la pertinence de l'évaluation de l'expérience en matière de sélection du personnel. Le rapport de cette étude sera bientôt étudié par le Comité de direction de l'Office.

Recherche sur le développement d'un test d'habiletés langagières

Cette recherche consistait à mettre au point un test destiné à mesurer les habiletés langagières dans les concours de la catégorie des professionnels et celle des cadres supérieurs. L'étude s'est déroulée en deux étapes distinctes. La première étape accomplie l'an dernier a permis de concevoir un test objectif destiné à mesurer notamment la connaissance du vocabulaire, de l'orthographe et de la syntaxe ainsi que la compréhension de textes; la deuxième étape réalisée cette année a permis d'établir qu'il existe une relation étroite entre les résultats de ce test et ceux provenant d'un exercice traditionnel de rédaction de textes. La conclusion de cette recherche indique que dorénavant il sera plus avantageux, voire même plus valide, d'utiliser ce test objectif au lieu de la rédaction traditionnelle pour évaluer le français écrit à l'occasion des concours de catégories de professionnels et de cadres supérieurs.

Recherche sur l'examen pratique de type discussion de groupe

L'examen pratique est un moyen de sélection qui permet, dans le cadre d'une discussion de groupe, en simulant un contexte de travail comparable à celui de l'emploi à combler, de mesurer certaines habiletés personnelles telles que le leadership, les relations interpersonnelles, la communication orale, etc. Jusqu'à ce jour, ce type d'examen a surtout été utilisé dans les concours de cadres supérieurs où le travail des membres de comité de sélection consistait à noter, de façon exhaustive, les faits et gestes des candidats pour s'en servir ultérieurement lors de la période d'évaluation. La présente étude poursuivait deux objectifs: premièrement, développer et expérimenter une grille d'observation en vue d'alléger, lors de l'administration de l'examen, le travail des membres de comité de sélection et deuxièmement, évaluer la similitude des cotes attribuées aux candidats par les membres de comité de sélection. Les résultats de cette recherche démontrent que l'utilisation d'une grille d'observation diminue sensiblement le travail des membres de comité de sélection tout en maintenant un haut niveau de fidélité pour ce type de moyen de sélection. Cette étude a permis aussi l'éclosion de nouveaux thèmes d'évaluation et la mise à jour de la session de formation reliée spécifiquement à l'examen pratique de type discussion de groupe.

Recherche sur le programme de formation Sélection Plus

Cette étude entreprise en collaboration avec l'Université Laval envisage d'évaluer le niveau des connaissances acquises en sélection du personnel par les personnes formées dans le cadre du programme de formation Sélection Plus. Rappelons que ce programme destiné aux membres de comité de sélection est dispensé au personnel de la fonction publique québécoise depuis 1978. Le rapport de cette étude sera présenté pendant l'année en cours.

Recherche sur les conditions d'admission (exigences physiques) aux corps d'agents de la paix et aux corps policiers municipaux ou provinciaux

Cette étude entreprise en collaboration avec la Commission de police a pour objectif de développer des tests permettant d'évaluer les habiletés physiques et perceptuelles requises pour occuper un emploi d'agent de la paix. Dans ce contexte, des rencontres ont eu lieu avec des groupes d'agents de la paix afin de connaître la nature des activités physiques effectuées dans le cadre de leur travail. À l'aide de ces informations, le questionnaire élaboré a permis de recueillir auprès de 500 agents de la paix des données sur la fréquence et l'importance de leurs activités physiques. À partir des résultats obtenus, une équipe de chercheurs de l'Université Laval, spécialisés en mesure de la performance motrice humaine, développera un ensemble de tests permettant d'évaluer les habiletés physiques et percep-

tuelles requises pour occuper un emploi d'agent de la paix.

Les analyses statistiques

Les analyses statistiques ayant pour objectif d'assurer la validité des instruments de sélection ont porté cette année sur 19 examens écrits. De plus, 235 analyses statistiques concernant 14 408 candidats ont été réalisées afin de permettre l'établissement des cotes de passage des examens écrits, pratiques et oraux. Il est à noter que 68 % des analyses visaient des concours tenus par les ministères délégataires.

2.15.2 Recherches sur les interventions du Centre d'évaluation

Trois recherches ont été réalisées pour évaluer les interventions du Centre d'évaluation de la Direction de l'évaluation et de la consultation individuelle.

— La première avait pour but d'évaluer la qualité de la formation donnée aux examinateurs en 1984-1985 (46 répondants).

— La seconde consistait en un sondage auprès des femmes ayant participé aux sessions de dépistage du potentiel de gestion, en vue d'apprécier l'impact de ces sessions sur leur cheminement de carrière (169 répondants).

— La troisième s'adressait à tous les cadres ayant participé aux sessions d'évaluation de leurs besoins en perfectionnement. Elle avait pour objectif de connaître l'impact de l'intervention du Centre sur leur développement (56 répondants).

2.15.3 Autres recherches

Étude du phénomène de la mutation chez les analystes en informatique

Cette recherche a été entreprise à la demande du Comité des responsables de l'informatique du secteur public (CRISP). Elle visait d'une part, à évaluer, par l'entremise d'un questionnaire, le taux de mutation des analystes en informatique comparativement à d'autres corps d'emplois professionnels du secteur public et, d'autre part, à connaître les motifs sous-jacents à la décision de muter. Les conclusions de l'étude révèlent premièrement, que contrairement aux perceptions véhiculées, les analystes en informatique ne changent pas plus souvent d'emploi que ne le font les autres professionnels de la fonction publique du Québec. Deuxièmement, les motifs qui incitent généralement les analystes en informatique à muter sont liés au style de gestion qui prévaut dans l'unité administrative, à la structure organisationnelle du ministère ou organisme et au défi professionnel que comporte un nouvel emploi.

Recherche sur les comportements privilégiés par les hommes et les femmes dans un contexte simulé de gestion

Cette recherche, réalisée en collaboration avec l'Université Laval, vise à déterminer si des hommes et des femmes, gestionnaires de la fonction publique, privilégient les mêmes comportements pour faire face à des situations qui présentent des problèmes de gestion. Un nombre égal de 78 femmes cadres ayant un classement d'administrateur III et IV et 78 hommes de même classement ont été invités à participer à cette recherche. Des personnes sollicitées, 40 % ont répondu positivement à l'invitation. La cueillette des données est maintenant terminée et un rapport de recherche sera produit sous peu.

2.16 Formation

2.16.1 Formacadres

Rappelons que l'Office vise par le programme Formacadres à préparer d'une façon structurée une partie de la relève des cadres supérieurs des divers ministères et organismes gouvernementaux.

En 1984-1985, 89 personnes dont 69 hommes et 20 femmes ont posé leur candidature au programme lors de la campagne de recrutement.

On prévoit qu'une quinzaine de candidatures seront retenues à la fin du présent processus de sélection, ce qui portera à environ 55 le nombre des participants au programme, soit environ 26 hommes et 29 femmes.

Mentionnons en outre que 10 hommes et 2 femmes ont reçu leur statut de finissant au cours de l'année financière, ce qui porte à 44 le nombre total de finissants depuis le début du programme (11 femmes et 33 hommes). De ce nombre, 23 occupent présentement des postes de cadre supérieur.

Les stages de formation ont été tenus grâce à la collaboration des organismes publics (60 %), parapublics (14 %) et des corporations à but non lucratif, villes et municipalités (26 %). Neuf participants étaient en stage d'étude au cours de l'année à l'ENAP (7) et à l'Université Laval (2). Douze stages de formation ont été faits en région et 3 dans un organisme central. Par ailleurs, 30 stages comportaient des responsabilités de gestion de ressources humaines, matérielles et financières, alors que 11 stages étaient de nature conseil.

Le jury maintient une évaluation trimestrielle et un examen oral annuel pour chaque participant afin d'assurer un contrôle sur leur développement personnalisé.

2.16.2 Formation à la réglementation, à la tenue de concours et à la sélection

Dans le but de maintenir à jour et de développer les connaissances de son propre personnel, de ses délégataires et des autres personnes, qu'il utilise principalement à titre de membres de comités de sélection, l'Office a continué d'encourager la diffusion de programmes de formation existants et le développement de nouveaux programmes.

C'est ainsi que près de 900 personnes ont participé à des sessions de formation portant, entre autres, sur l'analyse d'emploi, la gestion de concours, les règlements de l'Office, les examens pratiques et les examens de changement de grade.

2.16.3 Formation au Centre d'évaluation

Formation de cadres à la méthode d'évaluation par simulations

Sur les 113 cadres qui ont été recrutés, 63 ont reçu la formation à la méthode d'évaluation par simulations. Quarante-huit d'entre eux ont participé à une session de 4½ jours, tandis que 15 autres, déjà formés à la méthode, se sont initiés à l'utilisation de nouveaux instruments pendant une période de 2 jours.

Évaluation des fonctionnaires désirant entreprendre la maîtrise en administration publique de l'ENAP

Depuis avril 1984, 5 candidats ont bénéficié de ce service d'évaluation sollicité par le ministère ou l'organisme auquel ils appartenaient.

Formation de comédiens et de répondants ministériels

L'une des simulations de gestion utilisée au Centre d'évaluation requiert la participation de comédiens qui donnent la réplique aux candidats évalués. Au total, 9 professionnels de divers ministères et organismes ont été formés à jouer ce rôle. Par ailleurs, 11 répondants ministériels ont reçu une formation les habilitant à transmettre les résultats d'évaluation à leurs candidates (programme de relève féminine).

2.16.4 Autres activités de formation

Préparation à la retraite

Au cours de 1984-1985, des sessions de préparation à la retraite ont été offertes à 22 reprises différentes. Elles s'adressaient à 60 groupes, regroupant 1 671 participants.

Admissibilité des femmes aux concours

L'Office a diffusé cette année le programme d'information à l'intention des femmes professionnelles admissibles à des postes de cadres. Cette activité répondait sans doute à un besoin important puisque 347 personnes ont participé à ce programme.

Formation linguistique

Des sessions de formation linguistique ont été offertes et 53 fonctionnaires en ont bénéficié.

Québec-Nordique

Au cours de l'année, 2 sessions regroupant 47 participants ont été administrées. Elles visaient à renseigner ceux qui ont à travailler dans le nord québécois ou qui sont en contact avec les groupes ethniques qui y vivent.

Accès à l'information gouvernementale

Un programme d'information a été diffusé à 22 reprises permettant ainsi à 244 personnes d'être sensibilisées à la Loi sur l'accès à l'information gouvernementale.

2.17 Système intégré d'information pour la gestion des ressources humaines

Durant l'année 1984-1985, l'Office a terminé l'implantation de la phase III de SAGIP. Cette dernière opération fait de ce système d'information non seulement un outil pour l'administration de la paie des employés de la fonction publique, mais aussi un instrument pour la gestion des ressources humaines. SAGIP comprend maintenant 7 sous-systèmes :

— dossier de l'employé ;
— paie ;
— gains déclaratoires ;
— absences (avec effet sur la paie) ;
— assiduité (sans effet sur la paie) ;
— emplois ;
— effectifs.

Une évaluation de la phase III de SAGIP a été effectuée sous la direction d'un consultant externe et a démontré que les objectifs du système ont été rencontrés en très grande partie et que les usagers sont en général satisfaits de SAGIP.

En avril 1984, l'Office a mis en oeuvre le système de virement automatique qui permet de

déposer le traitement des employés directement dans leur compte de banque ou de caisse populaire. Au 31 mars 1985, approximativement 55 % du personnel avait choisi le système de virement automatique.

La régionalisation de SAGIP a permis aux ministères de relier au système leurs bureaux situés en dehors de Québec et de Montréal. Les bureaux locaux et régionaux des ministères peuvent ainsi effectuer directement leurs transactions et interroger SAGIP en ce qui concerne le personnel dont ils sont responsables. Des mesures de sécurité ont été établies, pour limiter l'accès à SAGIP aux personnes autorisées et aux seules données touchant le personnel des bureaux concernés.

Au cours de l'année 1984-1985, un des cinq organismes non-budgétaires dont les employés sont nommés et rémunérés selon la Loi sur la fonction publique et qui possédaient un système de paie distinct est devenu un client de SAGIP. Des démarches ont été entreprises afin d'intégrer à SAGIP d'autres organismes qui ont leur propre système de paie.

2.18 Consultation en matière de gestion et d'organisation

Au cours de l'exercice financier 1984-1985, le Bureau de consultation en gestion a réalisé des interventions auprès de 11 ministères et organismes. Les mandats ont porté notamment sur de la planification stratégique, du diagnostic organisationnel, de la réorganisation administrative et de la gestion de projets et d'études de systèmes informatisés.

Le Bureau de consultation en gestion fonctionne dans le cadre d'une politique de facturation des services professionnels rendus et de récupération des coûts d'opération. Au cours de l'exercice 1984-1985, la récupération des coûts d'opération atteignait les 62 %.

Tableau I '

Concours terminés

Catégorie de personnel	Office		Délégataires		Total			
	Recrutement	Promotion	Recrutement	Promotion	Recrutement Sans* liste	Recrutement Avec liste	Promotion Sans liste	Promotion Avec liste
Cadres supérieurs	28	200			3	25	37	163
Professionnels et enseignants	119	7	91	2	29	181	2	7
Techniciens et assimilés	21	25	41	68	7	55	9	84
Personnel de bureau	38	32	5	10	4	39	8	34
Agents de la paix			3			3		
Ouvriers	2	11	17	37		19	24	24
Autres		8	3	31		3	8	31
Total	**208**	**283**	**160**	**148**	**43**	**325**	**88**	**343**
Grand total	**491**		**308**		**368**		**431**	

* Concours terminés sans l'émission d'une liste de déclaration d'aptitudes

Tableau II

Candidatures aux concours

Catégorie de personnel	Recrutement					Promotion					Total				
	Hommes N	%	Femmes N	%	Total N	Hommes N	%	Femmes N	%	Total N	Hommes N	%	Femmes N	%	Total N
Cadres supérieurs	815	86,5	127	13,5	942	1 408	92,5	114	7,5	1 522	2 223	90,2	241	9,8	2 464
Professionnels et enseignants	19 557	69,0	8 765	31,0	28 322	545	54,2	460	45,8	1 005	20 102	68,5	9 225	31,5	29 327
Techniciens et assimilés	6 851	53,3	5 985	46,7	12 836	914	41,0	1 315	59,0	2 229	7 765	51,5	7 300	48,5	15 065
Personnel de bureau	928	17,2	4 454	82,8	5 382	81	15,6	435	84,4	516	1 009	17,1	4 889	82,9	5 898
Agents de la paix	329	93,2	24	6,8	353	—	—	—	—	—	329	93,2	24	6,8	353
Ouvriers	877	99,0	8	1,0	885	174	100	—	—	174	1 051	99,2	8	0,8	1 059
Autres	718	58,2	514	41,8	1 232	490	90,4	52	9,6	542	1 200	67,9	566	32,1	1 766
Total	**30 075**	**60,2**	**19 877**	**39,8**	**49 952**	**3 612**	**60,3**	**2 376**	**39,7**	**5 988**	**33 687**	**60,2**	**22 253**	**39,8**	**55 940**

Tableau III

Personnes admises aux concours

Catégorie de personnel	Recrutement					Promotion					Total				
	Hommes N	%	Femmes N	%	Total N	Hommes N	%	Femmes N	%	Total N	Hommes N	%	Femmes N	%	Total N
Cadres supérieurs	355	93,4	25	6,6	380	801	92,2	67	7,8	868	1 156	92,6	92	7,4	1 248
Professionnels et enseignants	10 645	72,3	4 076	27,7	14 721	358	55,5	286	44,5	644	11 000	71,6	4 362	28,4	15 365
Techniciens et assimilés	3 745	49,2	3 853	50,8	7 598	639	42,2	872	57,8	1 511	4 384	48,1	4 725	51,9	9 109
Personnel de bureau	417	10,1	3 709	89,9	4 126	45	12	330	88	375	462	11,4	4 039	88,6	4 501
Agents de la paix	24	96	1	4	25	—	—	—	—	—	24	96	1	4	25
Ouvriers	461	99,1	4	0,9	465	133	100	—	—	133	594	99,3	4	0,7	598
Autres	584	58,3	417	41,7	1 001	410	91,1	40	8,9	450	994	68,5	457	31,5	1 451
Total	**16 231**	**57,3**	**12 085**	**42,7**	**28 316**	**2 386**	**59,9**	**1 595**	**40,1**	**3 981**	**18 617**	**57,6**	**13 680**	**42,4**	**32 297**

Tableau IV

Personnes déclarées aptes à la suite des concours

Catégorie de personnel	Recrutement					Promotion					Total				
	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N	N	%	N	%	N	N	%	N	%	N
Cadres supérieurs	55	90,1	6	9,9	61	319	90,3	34	9,7	353	374	90,3	40	9,7	414
Professionnels et enseignants	1 212	69,6	527	30,4	1 739	56	53,8	48	46,2	104	1 268	68,8	575	31,2	1 843
Techniciens et assimilés	630	53,3	551	46,7	1 181	261	45,2	316	54,8	577	891	50,6	867	49,4	1 758
Personnel de bureau	67	12,2	478	87,8	545	28	17,3	133	82,7	161	95	13,4	611	86,6	706
Agents de la paix	14	93,3	1	6,7	15	—	—	—	—	—	14	93,3	1	6,7	15
Ouvriers	95	98,9	1	1,1	96	49	100	—	—	49	144	99,3	1	0,7	145
Autres	155	67,9	73	32,1	228	122	93,1	9	6,9	131	277	77,1	82	22,9	359
Total	**2 228**	**57,6**	**1 637**	**42,4**	**3 865**	**835**	**60,7**	**540**	**39,3**	**1 375**	**3 063**	**58,4**	**2 177**	**41,6**	**5 240**

Tableau V

Entrées en fonction et promotions

Catégorie de personnel	Recrutement					Promotion					Total				
	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total	Hommes		Femmes		Total
	N	%	N	%	N	N	%	N	%	N	N	%	N	%	N
Personnel hors-cadres	15	83,3	3	16,7	18	9	90,0	1	10,0	5	24	85,7	4	14,3	28
Cadres supérieurs	11	84,6	2	15,4	13	127	91,4	12	8,6	139	138	90,7	14	9,3	152
Personnel de maîtrise	1	100	—	—	1	29	87,9	4	12,1	33	30	88,2	4	11,8	34
Professionnels	318	74,0	112	26,0	430	96	67,6	46	32,4	142	414	72,3	158	27,7	572
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	216	42,9	287	57,1	503	46	28,6	115	71,4	161	262	39,4	402	60,6	664
Agents de la paix	13	61,9	8	38,1	21	—	—	—	—	—	13	61,9	8	38,1	21
Ouvriers	28	96,6	1	3,4	29	24	100	—	—	24	52	98,1	1	1,9	53
Autres	18	78,3	5	21,7	23	—	—	—	—	—	18	78,2	5	21,8	23
Total	**620**	**59,7**	**418**	**40,3**	**1 038**	**331**	**65,0**	**178**	**35,0**	**509**	**951**	**61,4**	**596**	**38,6**	**1 547**

Tableau VI

Mutation du personnel

Catégorie de personnel	Offres de mutation publiées
Cadres supérieurs	200
Professionnels et enseignants	530
Techniciens et assimilés	131
Personnel de bureau	311
Agents de la paix	0
Ouvriers	19
Autres	12
Total	**1 203**

Tableau VII

Examen de changement de grade du personnel professionnel

	Candidats				Pourcentages recommandés	
Session	**Inscrits**	**Désistés**	**Évalués**	**Recommandés**	**Évalués**	**Inscrits**
1982						
Grade III à II	287	7	277	275	99,3 %	96,8 %
Grade II à I	956	133	809	773	95,6 %	82,1 %
1983						
Grade III à II	65	3	53	52	98,1 %	92,9 %
Grade II à I	294	67	177	167	94,4 %	68,4 %

Tableau VIII

Personnel en disponibilité

Catégorie de personnel	À placer au 84-04-01	Reçus en 1984-1985	Placés en 1984-1985	À placer au 85-03-31
Cadres supérieurs	78	34	41	71
Professionnels et enseignants	34	18	22	30
Techniciens et assimilés	34	225	91	168
Personnel de bureau	31	69	58	42
Agents de la paix	0	134	5	129
Ouvriers	31	33	32	32
Autres	17	18	19	16
Total	**225**	**531**	**268**	**488**

Tableau IX

Personnel de cabinets

Catégorie de personnel	Inventaire au 84-04-01	Dossiers reçus	Grand total	Placés	Inventaire au 31 mars 1985								
						Dossiers évalués				En phase d'évaluation			
					Totr	Qué.	Mtl.	Rég.	Tot.	Qué.	Mtl.	Rég.	Tot.
Cadres supérieurs	1	5	6	2[1]*	?	—	—	—	0	3	—	—	3
Professionnels	11	20	31	22	9	5	2	—	7	1	1	—	2
Autres catégories	11	50	61	41[2]*	18	9	3	1	13	5	—	—	5
Total	**23**	**75**	**98**	**65[3]***	**30**	**14**	**5**	**1**	**20**	**9**	**1**	**—**	**10**

* Retraits

Tableau X

Reclassement

Catégorie de personnel	1982-1983		1983-1984		1984-1985	
	N	%	N	%	N	%
Professionnels et enseignants	137	38,5	238	51,3	201	42,9
Personnel de bureau, techniciens et assimilés, agents de la paix ou ouvriers	212	60,5	226	48,7	268	57,1
Total	**349**	**100**	**464**	**100**	**469**	**100**

Tableau XI

Appels logés suite à des concours de promotion et des examens de changement de grade

Catégorie de personnel	Appels inscrits		Désistements		Confessions de jugement		Règlements hors cour		Appels accueillis		Appels rejetés	
	1983-1984	1984-1985	1983-1984	1984-1985	1983-1984	1984-1985	1983-1984	1984-1985	1983-1984	1984-1985	1983-1984	1984-1985
Cadres supérieurs	11	8	7	4		1					7	3
Professionnels	4	55	2	33		13					3	9
Personnel de bureau, techniciens et assimilés et personnel de maîtrise	49	62	37	17	5	5	3	4	10	4	3	23
Ouvriers et personnel de maîtrise	3	3	4	3								
Agents de la paix et personnel de direction	6	6	7	5								
Changement de grade professionnel	30	37	36	20	3	7	8		12	13	38	14
Total	**103**	**171**	**93**	**82**	**8**	**26**	**11**	**4**	**22**	**17**	**51**	**49**

Tableau XII

Participation des hommes et des femmes et résultats obtenus aux concours de cadres supérieurs

	Recrutement				Promotion				Total			
	Hommes		Femmes		Hommes		Femmes		Hommes		Femmes	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Inscrits(es)	815	86,6	127	13,4	1 408	92,6	114	7,4	2 223	90,3	241	9,7
Soumis(es) à l'admissibilité	798		125		1 196		104		1 994		229	
Admis(es)	335	44,4	25	20	801	66,9	67	64,4	1 156	57,9	92	40,1
Présents(es) à l'écrit	104		10		107		8		211		18	
Succès à l'écrit	34	32,6	7	70,0	58	54,2	6	75	92	43,6	13	72,2
Présents(es) à l'oral	181		17		658		60		839		77	
Succès à l'oral	55	30,3	6	35,2	319	48,4	34	56,6	374	44,5	40	51,9
Déclarés(es) aptes	55		6		319		34		374		40	
Nommés(es) ou promus(es)	17	30,9	2	33,3	113	35,4	11	32,3	130	34,7	13	32,5

Tableau XIII

Personnes handicapées*

	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983	1983-1984	1984-1985	Total
Admises aux concours	21	126	142	225	398	115	95	170	1 188
Nature du handicap	visuel		auditif	moteur	mental	mineur		total	
Admises en 1984-1985	67 (39 %)		24 (14 %)	60 (35 %)	1 (1 %)	18 (11 %)		170	
Déclarées aptes								25	

* Personne limitée par son handicap, de façon significative et persistante, dans l'accomplissement d'activités normales.

Statistiques sur les effectifs de la fonction publique

Guide d'utilisation

Définitions générales

Les tableaux qui suivent regroupent des données sur les effectifs réguliers (tableaux 1 à 22) et saisonniers (tableau 26) et sur le personnel occasionnel (tableaux 23, 24 et 25) des ministères et des organismes régis par la Loi sur la fonction publique.

Les effectifs réguliers sont nommés et rémunérés selon la Loi sur la fonction publique et occupent un emploi régulier à plein temps. Ils incluent les présidents et les membres d'organisme mais excluent le personnel des cabinets, les policiers et les juges.

Les effectifs saisonniers sont ceux qui ont acquis ce statut avant le 28 mars 1978 et qui reviennent à chaque année occuper un emploi de nature cyclique. La fonction publique ne recrute plus d'employés à ce titre, depuis 1978.

Le personnel occasionnel est celui reconnu comme ayant un statut d'occasionnel avec ou sans droit de rappel, qu'il soit nommé pour six mois ou moins, ou pour une plus longue période conformément à une entente. Ce personnel est régi par le règlement concernant les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires, approuvé par le C.T. 89300 du 19 mars 1975 et ses amendements. L'occasionnel avec droit de rappel est celui qui, après un premier engagement dans un emploi de nature cyclique de trois mois ou plus, est inscrit sur une liste de rappel et est susceptible d'être embauché l'année suivante pour le même emploi et ce, selon un ordre déterminé par la durée de service antérieur.

Provenance des données

Les données statistiques sont produites en date du 31 mars ou de la dernière période de paie de mars de chaque année. Elles proviennent du système de paie de la Direction générale de la gestion de l'information (DGGI) de l'Office des ressources humaines (ORH).

Les données statistiques incluent les organismes dont le système de paie est décentralisé.[1]

1. Commission des normes du travail, Régie de l'assurance-automobile du Québec, Régie de l'assurance-maladie du Québec, Régie des rentes du Québec, Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec. À compter de 1984-1985, la Régie des rentes est incluse dans les ministères et organismes desservis par le système de paie de l'Office des ressources humaines.

Catégorie d'emploi

Afin de simplifier la présentation des tableaux qui portent sur la catégorie d'emploi et d'en faciliter la compréhension, les données sont regroupées comme suit:

— personnel hors-cadres (sous-ministres, sous-ministres adjoints et associés, présidents et membres d'organisme);

— cadres supérieurs (classes V, IV, III, II, I);

— personnel de maîtrise (agents de maîtrise du personnel de bureau, techniciens et assimilés, personnel de direction des greffes et des bureaux d'enregistrement, personnel de direction des agents de la paix et personnel de maîtrise des ouvriers);

— professionnels (personnel professionnel et enseignants);

— personnel de bureau, techniciens et assimilés;

— agents de la paix;

— ouvriers;

— autres (personnel que l'on ne peut inclure dans les catégories d'emploi déjà mentionnées: chauffeurs de ministre, employés à la résidence officielle du lieutenant-gouverneur, etc.).

Divers

Les pourcentages ont été arrondis au dixième, ce qui implique que l'addition des pourcentages ne donne pas nécessairement 100 % dans tous les cas.

La répartition en pourcentage des effectifs selon le sexe est calculée par rapport au nombre total d'effectifs masculins et féminins de la catégorie d'emploi ou du ministère ou organisme à l'exception des tableaux 14, 15, 16, 17, 18, 20 ou le pourcentage est par rapport aux effectifs féminins ou masculins.

De même, le pourcentage du total des effectifs de chaque catégorie d'emploi ou ministère est fonction de l'ensemble des effectifs indiqués à la fin de chaque tableau (total vertical).

D'autre part, pour chaque catégorie d'emploi ou ministère et organisme, le pourcentage total selon la raison du départ, la région, le corps d'emploi, la classe d'emploi, le grade, le mouvement, les entrées en fonction, le personnel occasionnel et le personnel saisonnier est fonction du nombre total des effectifs indiqués à la fin de chaque colonne des

tableaux (total vertical) à l'exception des tableaux 11, 12, 13 où le pourcentage est calculé par rapport aux effectifs de la catégorie ou de l'unité syndicale (total horizontal).

Tableau 1

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le sexe, 1980-1985.

Sexe	1980-1981		1981-1982		1982-1983		1983-1984		1984-1985	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
F	20 330	35,0	20 500	35,5	20 399	35,8	20 192	36,0	19 880	36,8
H	37 685	65,0	37 268	64,5	36 614	64,2	35 968	64,0	34 212	63,2
T	**58 015**	**100,0**	**57 768**	**100,0**	**57 013**	**100,0**	**56 160**	**100,0**	**54 092**	**100,0**

Tableau 2

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1980-1985

	Sexe	1980-1981		1981-1982		1982-1983		1983-1984		1984-1985	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
	F	39	10,5	39	10,8	44	12,0	41	11,7	51	13,6
Personnel hors-cadres	H	334	89,5	321	89,2	323	88,0	310	88,3	323	86,4
	T	**373**	**0,6**	**360**	**0,6**	**367**	**0,6**	**351**	**0,6**	**374**	**0,7**
	F	64	2,6	82	3,2	120	4,5	133	5,0	139	5,4
Cadres supérieurs	H	2 431	97,4	2 448	96,8	2 553	95,5	2 548	95,0	2 417	94,6
	T	**2 495**	**4,3**	**2 530**	**4,4**	**2 673**	**4,7**	**2 681**	**4,8**	**2 556**	**4,7**
	F	409	14,6	409	14,5	405	14,5	384	14,2	356	14,1
Personnel de maîtrise	H	2 401	85,4	2 420	85,5	2 393	85,5	2 324	85,8	2 161	85,9
	T	**2 810**	**4,8**	**2 829**	**4,9**	**2 798**	**4,9**	**2 708**	**4,8**	**2 517**	**4,7**
	F	1 825	15,9	1 989	16,8	2 063	17,4	2 092	17,5	2 209	18,3
Professionnels	H	9 687	84,1	9 879	83,2	9 827	82,6	9 833	82,5	9 881	81,7
	T	**11 512**	**19,8**	**11 868**	**20,5**	**11 890**	**20,9**	**11 925**	**21,2**	**12 090**	**22,4**
Personnel de bureau,	F	17 749	56,5	17 744	56,9	17 534	57,3	17 313	57,4	16 933	58,1
techniciens et assimilés	H	13 647	43,5	13 416	43,1	13 064	42,7	12 825	42,6	12 216	41,9
	T	**31 396**	**54,1**	**31 160**	**53,9**	**30 598**	**53,7**	**30 138**	**53,7**	**29 149**	**53,9**
	F	96	3,6	104	4,0	107	4,2	108	4,2	110	4,6
Agents de la paix	H	2 570	96,4	2 489	96,0	2 451	95,8	2 443	95,8	2 279	95,4
	T	**2 666**	**4,6**	**2 593**	**4,5**	**2 558**	**4,5**	**2 551**	**4,5**	**2 389**	**4,4**
	F	125	1,9	111	1,8	99	1,7	90	1,6	47	1,0
Ouvriers	H	6 432	98,1	6 112	98,2	5 830	98,3	5 510	98,4	4 749	99,0
	T	**6 557**	**11,3**	**6 223**	**10,8**	**5 929**	**10,4**	**5 600**	**10,0**	**4 796**	**8,9**
	F	23	11,2	22	10,7	27	13,5	31	15,0	35	15,8
Autres	H	183	88,8	183	89,3	173	86,5	175	85,0	186	84,2
	T	**206**	**0,4**	**205**	**0,4**	**200**	**0,4**	**206**	**0,4**	**221**	**0,4**
	F	**20 330**	**35,0**	**20 500**	**35,5**	**20 399**	**35,8**	**20 192**	**36,0**	**19 880**	**36,8**
Ensemble des effectifs	**H**	**37 685**	**65,0**	**37 268**	**64,5**	**36 614**	**64,2**	**35 968**	**64,0**	**34 212**	**63,2**
	T	**58 015**	**100,0**	**57 768**	**100,0**	**57 013**	**100,0**	**56 160**	**100,0**	**54 092**	**100,0**

Tableau 3

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme, 1980-1985

Ministère ou organisme	1980-1981		1981-1982		1982-1983		1983-1984		1984-1985	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Affaires culturelles	917	1,6	907	1,6	889	1,6	885	1,6	852	1,6
Affaires municipales	563	1,0	565	1,0	554	1,0	544	1,0	527	1,0
Affaires sociales	3 433	5,9	1 564	2,7	1 269	2,2	1 217	2,2	1 152	2,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	3 114	5,4	2 889	5,0	2 804	4,9	2 728	4,9	2 633	4,9
Assemblée nationale	713	1,2	708	1,2	575	1,0	523	0,9	442	0,8
Bureau du vérificateur du Québec					162	0,3	162	0,3	171	0,3
Commerce extérieur					129	0,2	197	0,4	198	0,4
Commission administrative des régimes de retraite	421	0,7	404	0,7	399	0,7	384	0,7	372	0,7
Commission d'accès à l'information							13	0,0	22	0,0
Commission d'appel de francisation des entreprises	3	0,0	3	0,0	3	0,0	3	0,0	2	0,0
Commission de la fonction publique	43	0,1	43	0,1	39	0,1	39	0,1	35	0,1
Commission de la représentation électorale			19	0,0						
Commission de la santé et de la sécurité du travail	2 233	3,8	2 451	4,2	2 589	4,5	2 550	4,5	2 592	4,8
Commission de protection du territoire agricole du Québec			67	0,1	79	0,1	85	0,2	87	0,2
Commission de surveillance de la langue française	33	0,1	29	0,1	32	0,1	33	0,1	32	0,1
Commission des affaires sociales									91	0,2
Commission des normes du travail	350	0,6	369	0,6	390	0,7	391	0,7	376	0,7
Commission des transports	294	0,5	294	0,5	285	0,5	278	0,5	265	0,5
Commission des valeurs mobilières du Québec					77	0,1	83	0,1	88	0,2
Communautés culturelles et Immigration	424	0,7	418	0,7	409	0,7	407	0,7	413	0,8
Communications	1 195	2,1	1 191	2,1	1 144	2,0	1 101	2,0	1 267	2,3
Conseil de la langue française	33	0,1	37	0,1	34	0,1	33	0,1	34	0,1
Conseil du statut de la femme	60	0,1	61	0,1	69	0,1	68	0,1	66	0,1
Conseil du trésor	177	0,3	196	0,3	184	0,3	172	0,3	265	0,5
Conseil exécutif	300	0,5	551	1,0	584	1,0	311	0,6	315	0,6

Tableau 3 (suite)

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme, 1980-1985

Ministère ou organisme	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Curatelle publique du Québec							129	0,2	124	0,2
Directeur général des élections	91	0,2	69	0,1	92	0,2	138	0,2	147	0,3
Éducation	2 176	3,8	2 156	3,7	2 142	3,8	2 079	3,7	1 954	3,6
Énergie et Ressources	2 569	4,4	2 539	4,4	2 499	4,4	2 446	4,4	2 416	4,5
Environnement	1 090	1,9	1 099	1,9	1 099	1,9	1 090	1,9	1 056	2,0
Financement forestier O.C.A.Q.	24	0,0	24	0,0	24	0,0	24	0,0	24	0,0
Finances	1 169	2,0	1 098	1,9	1 075	1,9	1 210	2,2	1 170	2,2
Fonction publique	384	0,7	377	0,7	380	0,7	343	0,6		
Habitation et protection du consommateur			8	0,0	18	0,0	777	1,4	759	1,4
Industrie, Commerce et Tourisme	1 401	2,4	1 171	2,0	1 018	1,8	1 029	1,8	1 153	2,1
Inspecteur général des institutions financières	708	1,2	512	0,9	424	0,7	397	0,7	405	0,7
Justice	7 188	12,4	7 099	12,3	6 941	12,2	6 812	12,1	7 013	13,0
Loisir, Chasse et Pêche	2 254	3,9	2 202	3,8	2 228	3,9	2 230	4,0	2 207	4,1
Main-d'oeuvre et sécurité du revenu							3 089	5,5	3 069	5,7
Office de la langue française	405	0,7	395	0,7	373	0,7	352	0,6	333	0,6
Office de la protection du consommateur			203	0,4	220	0,4	205	0,4	213	0,4
Office de planification et de développement du Québec	183	0,3	183	0,3	154	0,3	144	0,3	129	0,2
Office des autoroutes du Québec	500	0,9	493	0,9						
Office des personnes handicapées du Québec	40	0,1	50	0,1	74	0,1	76	0,1	95	0,2
Office des professions du Québec	43	0,1	40	0,1	45	0,1	44	0,1	46	0,1
Office des ressources humaines	250	0,4	247	0,4	201	0,4	178	0,3	395	0,7
Office des services de garde à l'enfance			23	0,0	33	0,1	38	0,1	49	0,1
Office du crédit agricole du Québec	295	0,5	310	0,5	299	0,5	290	0,5	306	0,6
Régie de l'assurance automobile du Québec	1 635	2,8	1 729	3,0	1 758	3,1	1 763	3,1	1 768	3,3
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 287	2,2	1 297	2,2	1 311	2,3	1 275	2,3	1 235	2,3

Tableau 3 (suite)

Évolution des effectifs réguliers de la fonction publique selon le ministère ou l'organisme, 1980-1985

Ministère ou organisme	1980-1981		1981-1982		1982-1983		1983-1984		1984-1985	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Régie des assurances agricoles du Québec	64	0,1	86	0,1	85	0,1	91	0,2	94	0,2
Régie des entreprises de construction du Québec			112	0,2	109	0,2	103	0,2	106	0,2
Régie des grains							24	0,0	22	0,0
Régie des rentes du Québec	653	1,1	670	1,2	675	1,2	692	1,2	680	1,3
Régie des services publics	60	0,1	58	0,1	59	0,1	57	0,1	40	0,1
Régie du logement	311	0,5	300	0,5	290	0,5	265	0,5	259	0,5
Relations internationales	431	0,7	425	0,7	413	0,7	404	0,7	439	0,8
Revenu	4 266	7,4	4 254	7,4	4 176	7,3	4 165	7,4	4 228	7,8
Science et Technologie							44	0,1	72	0,1
Service des achats du gouvernement									166	0,3
Société d'habitation du Québec	364	0,6	374	0,6	376	0,7	382	0,7	380	0,7
Sûreté du Québec	994	1,7	975	1,7	953	1,7	943	1,7	1 122	2,1
Transports	8 365	14,4	8 193	14,2	8 468	14,9	8 229	14,7	7 795	14,4
Travail							291	0,5	305	0,6
Travail et Main-d'oeuvre	2 100	3,6	3 863	6,7	4 039	7,1	—	—	—	—
Travaux publics et Approvisionnement	2 409	4,2	2 368	4,1	2 263	4,0	2 105	3,7	21	0,0
Total	**58 015**	**100,0**	**57 768**	**100,0**	**57 013**	**100,0**	**56 160**	**100,0**	**54 092**	**100,0**

Tableau 4

Évolution des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Affaires culturelles	F	8	11,6	10	14,7	8	11,9	12	15,2	13	17,6
	H	61	88,4	58	85,3	59	88,1	67	84,8	61	82,4
	T	**69**	**2,2**	**68**	**2,4**	**67**	**2,2**	**79**	**2,6**	**74**	**2,5**
Affaires intergouvernementales	F	1	1,3	1	1,3	4	5,4	4	6,1	—	—
	H	78	98,7	74	98,7	70	94,6	62	93,9	—	—
	T	**79**	**2,8**	**75**	**2,6**	**74**	**2,4**	**66**	**2,2**	**—**	**—**
Affaires municipales	F	6	7,2	9	9,7	12	13,0	13	13,7	12	13,2
	H	77	92,8	84	90,3	80	87,0	82	86,3	79	86,8
	T	**83**	**2,9**	**93**	**3,2**	**92**	**3,0**	**95**	**3,1**	**91**	**3,1**
Affaires sociales	F	21	11,6	8	6,5	10	8,3	13	11,0	11	9,8
	H	160	88,4	116	93,5	111	91,7	105	89,0	101	90,2
	T	**181**	**6,3**	**124**	**4,3**	**121**	**4,0**	**118**	**3,9**	**112**	**3,8**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	2	1,4	1	0,8	1	0,9	1	0,9	2	1,6
	H	142	98,6	118	99,2	116	99,1	111	99,1	120	98,4
	T	**144**	**5,0**	**119**	**4,1**	**117**	**3,8**	**112**	**3,7**	**112**	**4,2**
Assemblée nationale	F	1	1,8	1	1,9	—	—	1	2,7	2	5,9
	H	54	98,2	52	98,1	29	100,0	36	97,3	32	94,1
	T	**55**	**1,9**	**53**	**1,8**	**29**	**1,0**	**37**	**1,2**	**34**	**1,2**
Bureau du vérificateur général du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	26	100,0	25	100,0	23	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**26**	**0,9**	**25**	**0,8**	**23**	**0,8**
Commerce extérieur	F	—	—	—	—	—	—	1	4,5	1	4,3
	H	—	—	—	—	14	100,0	21	95,5	22	95,7
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**14**	**0,5**	**22**	**0,7**	**23**	**0,8**
Commission administrative des régimes de retraite	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	17	100,0	18	100,0	19	100,0	19	100,0	22	100,0
	T	**17**	**0,6**	**18**	**0,6**	**19**	**0,6**	**19**	**0,6**	**22**	**0,8**
Commission d'accès à l'information	F	—	—	—	—	—	—	1	50,0	1	33,3
	H	—	—	—	—	—	—	1	50,0	2	66,7
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**2**	**0,1**	**3**	**0,1**
Commission d'appel de francisation des entreprises	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	1	0,0	1	100,0	1	100,0	1	100,0	—	—
	T	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**—**	**—**
Commission de la fonction publique	F	1	7,7	1	8,3	1	9,1	1	10,0	1	10,0
	H	12	92,3	11	91,7	10	90,9	9	90,0	9	90,0
	T	**13**	**0,5**	**12**	**0,4**	**11**	**0,4**	**10**	**0,3**	**10**	**0,3**
Commission de la représentation électorale	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	1	100,0	—	—	—	—	—	—
	T	**—**	**—**	**1**	**0,0**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Commission de la santé et de la sécurité du travail	F	3	2,9	3	2,6	8	5,9	10	7,5	11	8,9
	H	100	97,1	111	97,4	127	94,1	123	92,5	113	91,1
	T	**103**	**3,6**	**114**	**3,9**	**135**	**4,4**	**133**	**4,4**	**124**	**4,2**
Commission de protection du territoire agricole	F	—	—	1	11,1	1	10,0	—	—	—	—
	H	—	—	8	88,9	9	90,0	5	100,0	6	100,0
	T	**—**	**—**	**9**	**0,3**	**10**	**0,3**	**5**	**0,2**	**6**	**0,2**

Tableau 4 (suite)

Évolution des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Commission de surveillance de la langue française	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	3	100,0	2	100,0	3	100,0	3	100,0	3	100,0
	T	**3**	**0,1**	**2**	**0,1**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**
Commission des affaires sociales	F	—	—	—	—	—	—	—	—	10	25,0
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	30	75,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**40**	**1,4**
Commission des normes du travail	F	—	—	—	—	—	—	—	—	1	5,9
	H	17	100,0	21	100,0	20	100,0	17	100,0	16	94,1
	T	**17**	**0,6**	**21**	**0,7**	**20**	**0,7**	**17**	**0,6**	**17**	**0,6**
Commission des transports	F	—	—	2	6,5	2	6,7	2	6,9	2	7,1
	H	31	100,0	29	93,5	28	93,3	27	93,1	26	92,9
	T	**31**	**1,1**	**31**	**1,1**	**30**	**1,0**	**29**	**1,0**	**28**	**1,0**
Commission des valeurs mobilières du Québec	F	—	—	—	—	1	7,1	1	7,7	1	7,1
	H	—	—	—	—	13	92,9	12	92,3	13	92,9
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**14**	**0,5**	**13**	**0,4**	**14**	**0,5**
Communautés culturelles et Immigration	F	—	—	—	—	—	—	2	8,3	3	12,5
	H	—	—	—	—	—	—	22	91,7	21	87,5
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**24**	**0,8**	**24**	**0,8**
Communications	F	2	3,2	8	11,9	7	11,5	5	8,5	4	6,5
	H	61	96,8	59	88,1	54	88,5	54	91,5	58	93,5
	T	**63**	**2,2**	**67**	**2,3**	**61**	**2,0**	**59**	**1,9**	**62**	**2,1**
Conseil de la langue française	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	4	100,0	6	100,0	5	100,0	5	100,0	5	100,0
	T	**4**	**0,1**	**6**	**0,2**	**5**	**0,2**	**5**	**0,2**	**5**	**0,2**
Conseil du statut de la femme	F	6	100,0	5	100,0	6	100,0	4	100,0	5	100,0
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**6**	**0,2**	**5**	**0,2**	**6**	**0,2**	**4**	**0,1**	**5**	**0,2**
Conseil du trésor	F	3	9,1	3	7,9	3	7,0	3	7,3	4	7,7
	H	30	90,9	35	92,1	40	93,0	38	92,7	48	92,3
	T	**33**	**1,2**	**38**	**1,3**	**43**	**1,4**	**41**	**1,4**	**52**	**1,8**
Conseil exécutif	F	2	2,7	3	3,1	2	1,8	6	7,6	9	11,3
	H	71	97,3	94	96,9	111	98,2	73	92,4	71	88,8
	T	**73**	**2,5**	**97**	**3,4**	**113**	**3,7**	**79**	**2,6**	**80**	**2,7**
Consommateur, Coopératives et Institutions financières	F	3	4,3	1	2,0	—	—	—	—	—	—
	H	66	95,7	49	98,0	33	100,0	—	—	—	—
	T	**69**	**2,4**	**50**	**1,7**	**33**	**1,1**	**—**	**—**	**—**	**—**
Curatelle publique du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	5	100,0	7	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**5**	**0,2**	**7**	**0,2**
Directeur général des élections	F	2	22,2	2	25,0	2	22,2	3	23,1	2	15,4
	H	7	77,8	6	75,0	7	77,8	10	76,9	11	84,6
	T	**9**	**0,3**	**8**	**0,3**	**9**	**0,3**	**13**	**0,4**	**13**	**0,4**
Éducation	F	5	2,7	5	2,6	12	6,0	14	7,2	12	6,6
	H	179	97,3	184	97,4	187	94,0	181	92,8	169	93,4
	T	**184**	**6,4**	**189**	**6,5**	**199**	**6,5**	**195**	**6,4**	**181**	**6,2**

Tableau 4 (suite)

Évolution des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

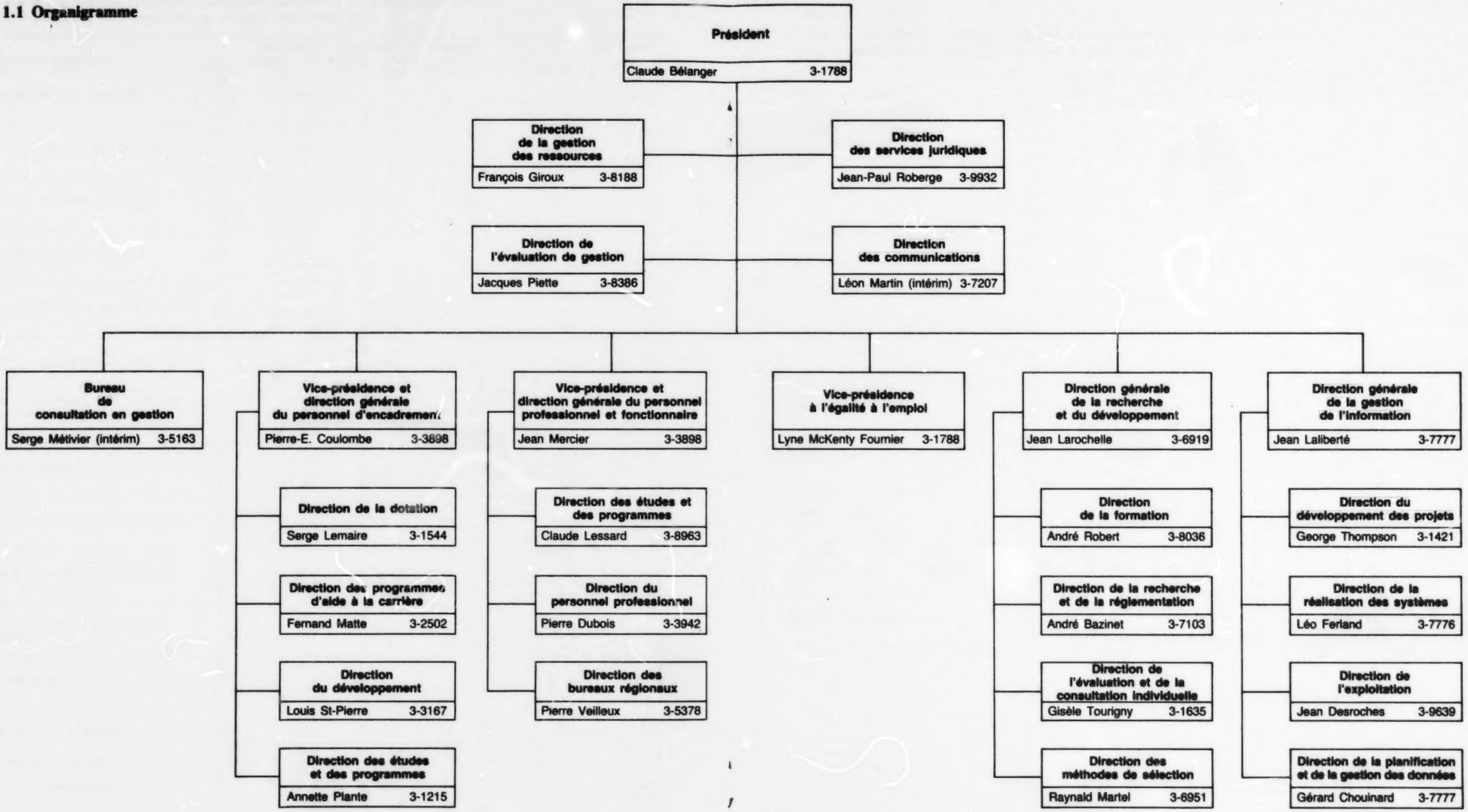
Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Énergie et Ressources	F	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1,4
	H	128	100,0	132	100,0	145	100,0	149	100,0	137	98,6
	T	**128**	**4,5**	**132**	**4,6**	**145**	**4,8**	**149**	**4,9**	**139**	**4,7**
Environnement	F	2	3,6	1	1,6	1	1,5	2	2,9	3	4,5
	H	53	96,4	62	98,4	64	98,5	68	97,1	63	95,5
	T	**55**	**1,9**	**63**	**2,2**	**65**	**2,1**	**70**	**2,3**	**66**	**2,3**
Financement forestier O.C.A.Q.	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	3	100,0	3	100,0	3	100,0	3	100,0	3	100,0
	T	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**
Finances	F	—	—	—	—	2	2,6	2	1,9	2	2,0
	H	78	100,0	68	100,0	74	97,4	101	98,1	99	98,0
	T	**78**	**2,7**	**68**	**2,4**	**76**	**2,5**	**103**	**3,4**	**101**	**3,4**
Fonction publique	F	2	2,2	2	2,3	3	3,3	3	3,5	—	—
	H	89	97,8	86	97,7	87	96,7	82	96,5	—	—
	T	**91**	**3,2**	**88**	**3,0**	**90**	**3,0**	**85**	**2,8**	**—**	**—**
Habitation et Protection du consommateur	F	—	—	—	—	—	—	1	3,6	1	3,7
	H	—	—	1	100,0	4	100,0	27	96,4	26	96,3
	T	**—**	**—**	**1**	**0,0**	**4**	**0,1**	**28**	**0,9**	**27**	**0,9**
Immigration	F	2	7,7	2	7,7	2	8,0	—	—	—	—
	H	24	92,3	24	92,3	23	92,0	—	—	—	—
	T	**26**	**0,9**	**26**	**0,9**	**25**	**0,8**	**—**	**—**	**—**	**—**
Industrie, Commerce et Tourisme	F	1	1,0	—	—	2	2,3	2	2,2	7	6,9
	H	103	99,0	89	100,0	86	97,7	90	97,8	95	93,1
	T	**104**	**3,6**	**89**	**3,1**	**88**	**2,9**	**92**	**3,0**	**102**	**3,5**
Inspecteur général des institutions financières	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	32	100,0	30	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**32**	**1,1**	**30**	**1,0**
Justice	F	10	5,7	14	8,0	20	10,1	21	10,5	16	8,6
	H	166	94,3	161	92,0	178	89,9	179	89,5	169	91,4
	T	**176**	**6,1**	**175**	**6,1**	**198**	**6,5**	**200**	**6,6**	**185**	**6,3**
Loisir, Chasse et Pêche	F	—	—	—	—	2	2,9	4	5,3	4	5,2
	H	70	100,0	69	100,0	66	97,1	71	94,7	73	94,8
	T	**70**	**2,4**	**69**	**2,4**	**68**	**2,2**	**75**	**2,5**	**77**	**2,6**
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	F	—	—	—	—	—	—	9	10,2	11	13,6
	H	—	—	—	—	—	—	79	89,8	70	86,4
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**88**	**2,9**	**81**	**2,8**
Office de la langue française	F	2	6,7	2	6,3	3	9,7	2	7,4	2	7,7
	H	28	93,3	30	93,7	28	90,3	25	92,6	24	92,3
	T	**30**	**1,0**	**32**	**1,1**	**31**	**1,0**	**27**	**0,9**	**26**	**0,9**
Office de la protection du consommateur	F	—	—	3	27,3	4	30,8	4	30,8	3	23,1
	H	—	—	8	72,7	9	69,2	9	69,2	10	76,9
	T	**—**	**—**	**11**	**0,4**	**13**	**0,4**	**13**	**0,4**	**13**	**0,4**
Office de planification et de développement	F	1	2,3	1	2,3	1	2,7	1	2,9	—	—
	H	42	97,7	42	97,7	36	97,3	34	97,1	29	100,0
	T	**43**	**1,5**	**43**	**1,5**	**37**	**1,2**	**35**	**1,2**	**29**	**1,0**

Tableau 4 (suite)

Évolution des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Office des autoroutes du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	8	100,0	8	100,0	—	—	—	—	—	—
	T	**8**	**0,3**	**8**	**0,3**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Office des personnes handicapées du Québec	F	1	25,0	1	25,0	2	40,0	2	50,0	1	20,0
	H	3	75,0	3	75,0	3	60,0	2	50,0	4	80,0
	T	**4**	**0,1**	**4**	**0,1**	**5**	**0,2**	**4**	**0,1**	**5**	**0,2**
Office des professions du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	7	100,0	7	100,0	6	100,0	6	100,0	6	100,0
	T	**7**	**0,2**	**7**	**0,2**	**6**	**0,2**	**6**	**0,2**	**6**	**0,2**
Office des ressources humaines	F	—	—	—	—	—	—	—	—	2	3,1
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	63	96,9
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**65**	**2,2**
Office des services de garde à l'enfance	F	—	—	2	66,7	2	66,7	3	75,0	3	75,0
	H	—	—	1	33,3	1	33,3	1	25,0	1	25,0
	T	**—**	**—**	**3**	**0,1**	**3**	**0,1**	**4**	**0,1**	**4**	**0,1**
Office du crédit agricole du Québec	F	1	3,6	1	3,4	1	3,6	1	3,6	1	3,8
	H	27	96,4	28	96,6	27	96,4	27	96,4	25	96,2
	T	**28**	**1,0**	**29**	**1,0**	**28**	**0,9**	**28**	**0,9**	**26**	**0,9**
Office du recrutement et de la sélection du personnel	F	2	9,1	4	17,4	4	16,7	2	10,5	—	—
	H	20	90,9	19	82,6	20	83,3	17	89,5	—	—
	T	**22**	**0,8**	**23**	**0,8**	**24**	**0,8**	**19**	**0,6**	**—**	**—**
Régie de l'assurance automobile du Québec	F	1	3,8	5	13,9	8	17,0	7	13,5	6	10,7
	H	25	96,2	31	86,1	39	83,0	45	86,5	50	89,3
	T	**26**	**0,9**	**36**	**1,2**	**47**	**1,5**	**52**	**1,7**	**56**	**1,9**
Régie de l'assurance-maladie du Québec	F	2	3,8	2	4,3	4	7,5	3	5,6	3	6,0
	H	51	96,2	45	95,7	49	92,5	51	94,4	47	94,0
	T	**53**	**1,8**	**47**	**1,6**	**53**	**1,7**	**54**	**1,8**	**50**	**1,7**
Régie des assurances agricoles du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	10	100,0	11	100,0	9	100,0	14	100,0	16	100,0
	T	**10**	**0,3**	**11**	**0,4**	**9**	**0,3**	**14**	**0,5**	**16**	**0,5**
Régie des entreprises de construction du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	10	100,0	10	100,0	8	100,0	9	100,0
	T	**—**	**—**	**10**	**0,3**	**10**	**0,3**	**8**	**0,3**	**9**	**0,3**
Régie des grains	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	4	100,0	4	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**4**	**0,1**	**4**	**0,1**
Régie des rentes du Québec	F	—	—	—	—	1	3,1	2	6,1	3	10,0
	H	24	100,0	27	100,0	31	96,9	31	93,9	27	90,0
	T	**24**	**0,8**	**27**	**0,9**	**32**	**1,1**	**33**	**1,1**	**30**	**1,0**
Régie des services publics	F	1	6,7	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	14	93,3	14	100,0	15	100,0	14	100,0	12	100,0
	T	**15**	**0,5**	**14**	**0,5**	**15**	**0,5**	**14**	**0,5**	**12**	**0,4**
Régie du logement	F	7	21,2	2	18,2	2	15,4	2	18,2	1	10,0
	H	26	78,8	9	81,8	11	84,6	9	81,8	9	90,0
	T	**33**	**1,2**	**11**	**0,4**	**13**	**0,4**	**11**	**0,4**	**10**	**0,3**
Relations internationales	F	—	—	—	—	—	—	—	—	4	5,1
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	75	94,9
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**79**	**2,7**

1.1 Organigramme



CT 154707
MAI 85

Tableau 4 (suite)

Évolution des effectifs réguliers « personnel hors-cadres et cadres supérieurs » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Revenu	F	—	—	1	0,7	2	1,2	2	1,2	4	2,5
	H	141	100,0	148	99,3	168	98,8	163	98,8	154	97,5
	T	**141**	**4,9**	**149**	**5,2**	**170**	**5,6**	**165**	**5,4**	**158**	**5,4**
Science et Technologie	F	—	—	—	—	—	—	—	—	2	12,5
	H	—	—	—	—	—	—	12	100,0	14	87,5
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**12**	**0,4**	**16**	**0,5**
Service des achats du gouvernement	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	14	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**14**	**0,5**
Société d'habitation du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	25	100,0	24	100,0	30	100,0	32	100,0	33	100,0
	T	**25**	**0,9**	**24**	**0,8**	**30**	**1,0**	**32**	**1,1**	**33**	**1,1**
Sûreté du Québec	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	12	100,0	11	100,0	14	100,0	14	100,0	16	100,0
	T	**12**	**0,4**	**11**	**0,4**	**14**	**0,5**	**14**	**0,5**	**16**	**0,5**
Transports	F	—	—	1	0,4	1	0,4	1	0,4	2	0,8
	H	244	100,0	249	99,6	255	99,6	247	99,6	238	99,2
	T	**244**	**8,5**	**250**	**8,7**	**256**	**8,4**	**248**	**8,2**	**240**	**8,2**
Travail	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	—	—	—	—	25	100,0	27	100,0
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**25**	**0,8**	**27**	**0,9**
Travail et Main-d'oeuvre	F	2	2,0	13	9,2	16	10,6	—	—	—	—
	H	96	98,0	129	90,8	135	89,4	—	—	—	—
	T	**98**	**3,4**	**142**	**4,9**	**151**	**5,0**	**—**	**—**	**—**	**—**
Travaux publics et Approvisionnement	F	—	—	—	—	1	1,3	1	1,4	—	—
	H	77	100,0	83	100,0	78	98,7	73	98,6	—	—
	T	**77**	**2,7**	**83**	**2,9**	**79**	**2,6**	**74**	**2,4**	**—**	**—**
Ensemble des effectifs	F	**103**	**3,6**	**121**	**4,2**	**164**	**5,4**	**174**	**5,7**	**190**	**6,5**
	H	**2765**	**96,4**	**2769**	**95,8**	**2876**	**94,6**	**2858**	**94,3**	**2740**	**93,5**
	T	**2868**	**100,0**	**2890**	**100,0**	**3040**	**100,0**	**3032**	**100,0**	**2930**	**100,0**

Tableau 5

Évolution des effectifs réguliers « professionnels » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Affaires culturelles	F	160	37,5	154	35,8	151	35,5	148	35,1	139	34,8
	H	267	62,5	276	64,2	274	64,5	274	64,9	260	65,2
	T	**427**	**3,7**	**430**	**3,6**	**425**	**3,6**	**422**	**3,5**	**399**	**3,3**
Affaires intergouvernementales	F	31	19,7	35	22,4	37	24,2	36	24,0	—	—
	H	126	80,3	121	77,6	116	75,8	114	76,0	—	—
	T	**157**	**1,4**	**156**	**1,3**	**153**	**1,3**	**150**	**1,3**	**—**	**—**
Affaires municipales	F	22	11,1	23	11,7	22	11,6	22	12,2	24	12,9
	H	177	88,9	174	88,3	168	88,4	158	87,8	162	87,1
	T	**199**	**1,7**	**197**	**1,7**	**190**	**1,6**	**180**	**1,5**	**186**	**1,5**
Affaires sociales	F	150	22,2	143	23,7	121	22,7	129	24,3	121	24,1
	H	527	77,8	460	76,3	411	77,3	402	75,7	382	75,9
	T	**677**	**5,9**	**603**	**5,1**	**532**	**4,5**	**531**	**4,5**	**503**	**4,2**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	F	71	8,3	61	7,6	60	7,7	58	7,4	56	7,3
	H	786	91,7	741	92,4	724	92,3	725	92,6	708	92,7
	T	**857**	**7,4**	**802**	**6,8**	**784**	**6,6**	**783**	**6,6**	**764**	**6,3**
Assemblée nationale	F	35	23,2	35	22,2	24	30,4	27	29,0	23	24,0
	H	116	76,8	123	77,8	55	69,6	66	71,0	73	76,0
	T	**151**	**1,3**	**158**	**1,3**	**79**	**0,7**	**93**	**0,8**	**96**	**0,8**
Bureau du vérificateur général du Québec	F	—	—	—	—	18	18,0	20	19,4	22	19,1
	H	—	—	—	—	82	82,0	83	80,6	93	80,9
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**100**	**0,8**	**103**	**0,9**	**115**	**1,0**
Commerce extérieur	F	—	—	—	—	10	14,7	16	15,8	16	15,5
	H	—	—	—	—	58	85,3	85	84,2	87	84,5
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**68**	**0,6**	**101**	**0,8**	**103**	**0,9**
Commission administrative des régimes de retraite	F	13	16,7	18	23,4	16	20,8	15	21,1	14	20,3
	H	65	83,3	59	76,6	61	79,2	56	78,9	55	79,7
	T	**78**	**0,7**	**77**	**0,6**	**77**	**0,6**	**71**	**0,6**	**69**	**0,6**
Commission d'accès à l'information	F	—	—	—	—	—	—	2	33,3	3	33,3
	H	—	—	—	—	—	—	4	66,7	6	66,7
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**6**	**0,1**	**9**	**0,1**
Commission d'appel de francisation des entreprises	F	1	100,0	1	100,0	1	100,0	1	100,0	1	100,0
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	T	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**	**1**	**0,0**
Commission de la fonction publique	F	2	14,3	4	26,7	3	23,1	3	20,0	2	15,4
	H	12	85,7	11	73,3	10	76,9	12	80,0	11	84,6
	T	**14**	**0,1**	**15**	**0,1**	**13**	**0,1**	**15**	**0,1**	**13**	**0,1**
Commission de la représentation électorale	F	—	—	1	16,7	—	—	—	—	—	—
	H	—	—	5	83,3	—	—	—	—	—	—
	T	**—**	**—**	**6**	**0,1**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
Commission de la santé et de la sécurité du travail	F	74	17,1	120	20,3	164	23,3	168	23,1	174	22,1
	H	358	82,9	470	79,7	539	76,7	559	76,9	615	77,9
	T	**432**	**3,8**	**590**	**5,0**	**703**	**5,9**	**727**	**6,1**	**789**	**6,5**
Commission de protection du territoire agricole	F	—	—	5	20,8	7	21,2	6	17,1	7	21,2
	H	—	—	19	79,2	26	78,8	29	82,9	26	78,8
	T	**—**	**—**	**24**	**0,2**	**33**	**0,3**	**35**	**0,3**	**33**	**0,3**

Tableau 5 (suite)

Évolution des effectifs réguliers « professionnels » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Commission de surveillance de la langue française	F	2	20,0	2	20,0	4	36,4	3	27,3	1	10,0
	H	8	80,0	8	80,0	7	63,6	8	72,7	9	90,0
	T	**10**	**0,1**	**10**	**0,1**	**11**	**0,1**	**11**	**0,1**	**10**	**0,1**
Commission des affaires sociales	F	—	—	—	—	—	—	—	—	3	37,5
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	5	62,5
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**8**	**0,1**
Commission des normes du travail	F	2	6,9	4	11,4	8	19,5	8	17,4	9	19,6
	H	27	93,1	31	88,6	33	80,5	38	82,6	37	80,4
	T	**29**	**0,3**	**35**	**0,3**	**41**	**0,3**	**46**	**0,4**	**46**	**0,4**
Commission des transports	F	5	14,7	5	13,9	5	12,8	4	10,8	5	14,3
	H	29	85,3	31	86,1	34	87,2	33	89,2	30	85,7
	T	**34**	**0,3**	**36**	**0,3**	**39**	**0,3**	**37**	**0,3**	**35**	**0,3**
Commission des valeurs mobilières du Québec	F	—	—	—	—	2	8,3	6	18,8	8	22,9
	H	—	—	—	—	22	91,7	26	81,2	27	77,1
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**24**	**0,2**	**32**	**0,3**	**35**	**0,3**
Communautés culturelles et Immigration	F	—	—	—	—	—	—	98	41,5	100	42,2
	H	—	—	—	—	—	—	138	58,5	137	57,8
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**236**	**2,0**	**237**	**2,0**
Communications	F	79	22,8	73	21,2	67	20,4	66	20,5	80	24,2
	H	267	77,2	272	78,8	261	79,6	256	79,5	250	75,8
	T	**346**	**3,0**	**345**	**2,9**	**328**	**2,8**	**322**	**2,7**	**330**	**2,7**
Conseil de la langue française	F	4	26,7	6	35,3	6	37,5	5	35,7	5	29,4
	H	11	73,3	11	64,7	10	62,5	9	64,3	12	70,6
	T	**15**	**0,1**	**17**	**0,1**	**16**	**0,1**	**14**	**0,1**	**17**	**0,1**
Conseil du statut de la femme	F	29	96,7	27	96,4	30	96,8	28	96,6	26	96,3
	H	1	3,3	1	3,6	1	3,2	1	3,4	1	3,7
	T	**30**	**0,3**	**28**	**0,2**	**31**	**0,3**	**29**	**0,2**	**27**	**0,2**
Conseil du trésor	F	11	13,6	17	18,9	16	21,1	14	20,0	26	22,2
	H	70	86,4	73	81,1	60	78,9	56	80,0	91	77,8
	T	**81**	**0,7**	**90**	**0,8**	**76**	**0,6**	**70**	**0,6**	**117**	**1,0**
Conseil exécutif	F	17	28,3	34	21,8	36	20,9	20	28,6	18	24,7
	H	43	71,7	122	78,2	136	79,1	50	71,4	55	75,3
	T	**60**	**0,5**	**156**	**1,3**	**172**	**1,4**	**70**	**0,6**	**73**	**0,6**
Consommateur, Coopératives et Institutions financières	F	36	16,7	12	7,8	11	8,4	—	—	—	—
	H	179	83,3	142	92,2	120	91,6	—	—	—	—
	T	**215**	**1,9**	**154**	**1,3**	**131**	**1,1**	**—**	**—**	**—**	**—**
Curatelle publique du Québec	F	—	—	—	—	—	—	4	26,7	5	33,3
	H	—	—	—	—	—	—	11	73,3	10	66,7
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**15**	**0,1**	**15**	**0,1**
Directeur général des élections	F	5	20,0	3	16,7	5	18,5	8	21,6	9	20,5
	H	20	80,0	15	83,3	22	81,5	29	78,4	35	79,5
	T	**25**	**0,2**	**18**	**0,2**	**27**	**0,2**	**37**	**0,3**	**44**	**0,4**
Éducation	F	141	16,1	160	18,2	162	18,5	161	18,9	151	18,3
	H	737	83,9	721	81,8	716	81,5	693	81,1	673	81,7
	T	**878**	**7,6**	**881**	**7,4**	**878**	**7,4**	**854**	**7,2**	**824**	**6,8**

Tableau 5 (suite)

Évolution des effectifs réguliers « professionnels » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Énergie et Ressources	F	24	4,0	31	5,0	33	5,4	30	5,0	40	6,3
	H	582	96,0	589	95,0	581	94,6	574	95,0	598	93,7
	T	**606**	**5,3**	**620**	**5,2**	**614**	**5,2**	**604**	**5,1**	**638**	**5,3**
Environnement	F	22	7,0	27	8,4	29	8,7	29	8,5	31	9,2
	H	291	93,0	296	91,6	306	91,3	312	91,5	305	90,8
	T	**313**	**2,7**	**323**	**2,7**	**335**	**2,8**	**341**	**2,9**	**336**	**2,8**
Financement forestier O.C.A.Q.	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	13	100,0	13	100,0	13	100,0	13	100,0	13	100,0
	T	**13**	**0,1**	**13**	**0,1**	**13**	**0,1**	**13**	**0,1**	**13**	**0,1**
Finances	F	20	9,0	19	9,1	16	8,1	35	11,6	39	12,0
	H	203	91,0	189	90,9	182	91,9	266	88,4	287	88,0
	T	**223**	**1,9**	**208**	**1,8**	**198**	**1,7**	**301**	**2,5**	**326**	**2,7**
Fonction publique	F	38	23,6	46	29,3	48	30,0	46	32,6	—	—
	H	123	76,4	111	70,7	112	70,0	95	67,4	—	—
	T	**161**	**1,4**	**157**	**1,3**	**160**	**1,3**	**141**	**1,2**	**—**	**—**
Habitation et Protection du consommateur	F	—	—	1	50,0	3	42,9	13	15,1	15	16,7
	H	—	—	1	50,0	4	57,1	73	84,9	75	83,3
	T	**—**	**—**	**2**	**0,0**	**7**	**0,1**	**86**	**0,7**	**90**	**0,7**
Immigration	F	101	39,9	102	40,5	101	41,6	—	—	—	—
	H	152	60,1	150	59,5	142	58,4	—	—	—	—
	T	**253**	**2,2**	**252**	**2,1**	**243**	**2,0**	**—**	**—**	**—**	**—**
Industrie, Commerce et Tourisme	F	62	9,7	43	7,7	33	7,1	42	8,7	54	9,6
	H	578	90,3	516	92,3	434	92,9	441	91,3	511	90,4
	T	**640**	**5,6**	**559**	**4,7**	**467**	**3,9**	**483**	**4,1**	**565**	**4,7**
Inspecteur général des institutions financières	F	—	—	—	—	—	—	12	8,6	20	13,3
	H	—	—	—	—	—	—	127	91,4	130	86,7
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**139**	**1,2**	**150**	**1,2**
Justice	F	224	27,0	228	27,2	235	27,8	228	27,0	235	26,9
	H	606	73,0	609	72,8	611	72,2	618	73,0	638	73,1
	T	**830**	**7,2**	**837**	**7,1**	**846**	**7,1**	**846**	**7,1**	**873**	**7,2**
Loisir, Chasse et Pêche	F	25	6,8	28	7,4	31	7,5	39	9,1	43	9,6
	H	343	93,2	351	92,6	380	92,5	390	90,9	405	90,4
	T	**368**	**3,2**	**379**	**3,2**	**411**	**3,5**	**429**	**3,6**	**448**	**3,7**
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	F	—	—	—	—	—	—	52	14,2	65	18,2
	H	—	—	—	—	—	—	315	85,8	293	81,8
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**367**	**3,1**	**358**	**3,0**
Office de la langue française	F	80	38,5	77	38,1	72	38,1	72	40,0	72	43,1
	H	128	61,5	125	61,9	117	61,9	108	60,0	95	56,9
	T	**208**	**1,8**	**202**	**1,7**	**189**	**1,6**	**180**	**1,5**	**167**	**1,4**
Office de la protection du consommateur	F	—	—	23	30,3	21	26,3	19	25,3	21	28,2
	H	—	—	53	69,7	59	73,8	56	74,7	52	71,2
	T	**—**	**—**	**76**	**0,6**	**80**	**0,7**	**75**	**0,6**	**73**	**0,6**
Office de planification et de développement	F	8	11,1	8	11,1	8	13,8	6	10,3	5	9,1
	H	64	88,9	64	88,9	50	86,2	52	89,7	50	90,9
	T	**72**	**0,6**	**72**	**0,6**	**58**	**0,5**	**58**	**0,5**	**55**	**0,5**

Tableau 5 (suite)

Évolution des effectifs réguliers « professionnels » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Office des autoroutes du Québec	F	1	8,3	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	11	91,7	11	100,0	—	—	—	—	—	—
	T	**12**	**0,1**	**11**	**0,1**	—	—	—	—	—	—
Office des personnes handicapées du Québec	F	7	31,8	9	36,0	17	40,5	14	35,9	22	44,9
	H	15	68,2	16	64,0	25	59,5	25	64,1	27	55,1
	T	**22**	**0,2**	**25**	**0,2**	**42**	**0,4**	**39**	**0,3**	**49**	**0,4**
Office des professions du Québec	F	5	33,3	4	36,4	9	56,3	5	31,3	7	41,2
	H	10	66,7	7	63,6	7	43,8	11	68,8	10	58,8
	T	**15**	**0,1**	**11**	**0,1**	**16**	**0,1**	**16**	**0,1**	**17**	**0,1**
Office des ressources humaines	F	—	—	—	—	—	—	—	—	64	41,6
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	90	58,4
	T	—	—	—	—	—	—	—	—	**154**	**1,3**
Office des services de garde à l'enfance	F	—	—	9	75,0	8	50,0	7	41,2	11	47,8
	H	—	—	3	25,0	8	50,0	10	58,8	12	52,2
	T	—	—	**12**	**0,1**	**16**	**0,1**	**17**	**0,1**	**23**	**0,2**
Office du crédit agricole du Québec	F	6	6,2	14	12,7	14	13,6	14	14,3	18	15,1
	H	91	93,8	96	87,3	89	90,4	84	85,7	101	84,9
	T	**97**	**0,8**	**110**	**0,9**	**103**	**0,9**	**98**	**0,8**	**119**	**1,0**
Office du recrutement et de la sélection du personnel	F	18	24,0	25	32,1	21	33,9	19	33,3	—	—
	H	57	76,0	53	67,9	41	66,1	38	66,7	—	—
	T	**75**	**0,7**	**78**	**0,7**	**62**	**0,5**	**57**	**0,5**	—	—
Régie de l'assurance automobile du Québec	F	27	14,5	43	17,8	60	20,9	70	22,4	73	22,3
	H	159	85,5	199	82,2	227	79,1	242	77,6	255	77,7
	T	**186**	**1,6**	**242**	**2,0**	**287**	**2,4**	**312**	**2,6**	**328**	**2,7**
Régie de l'assurance-maladie du Québec	F	44	20,4	56	23,7	52	25,0	50	24,3	47	22,8
	H	172	79,6	180	76,3	156	75,0	156	75,7	159	77,2
	T	**216**	**1,9**	**236**	**2,0**	**208**	**1,7**	**206**	**1,7**	**202**	**1,7**
Régie des assurances agricoles du Québec	F	—	—	1	4,2	1	4,2	1	4,5	1	4,0
	H	10	100,0	23	95,8	23	95,8	21	95,5	24	96,0
	T	**10**	**0,1**	**24**	**0,2**	**24**	**0,2**	**22**	**0,2**	**25**	**0,2**
Régie des entreprises de construction du Québec	F	—	—	3	18,8	3	18,8	2	12,5	5	25,0
	H	—	—	13	81,3	13	81,3	14	87,5	15	75,0
	T	—	—	**16**	**0,1**	**16**	**0,1**	**16**	**0,1**	**20**	**0,2**
Régie des grains	F	—	—	—	—	—	—	—	—	1	33,3
	H	—	—	—	—	—	—	5	100,0	2	66,7
	T	—	—	—	—	—	—	**5**	**0,0**	**3**	**0,0**
Régie des rentes du Québec	F	17	12,9	23	15,2	22	14,5	24	15,5	29	18,7
	H	115	87,1	128	94,8	130	85,5	131	84,5	126	81,3
	T	**132**	**1,1**	**151**	**1,3**	**152**	**1,3**	**155**	**1,3**	**155**	**1,3**
Régie des services publics	F	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	H	10	100,0	9	100,0	10	100,0	10	100,0	7	100,0
	T	**10**	**0,1**	**9**	**0,1**	**10**	**0,1**	**10**	**0,1**	**7**	**0,1**
Régie du logement	F	18	31,0	21	35,6	16	34,0	16	35,6	14	36,8
	H	40	69,0	38	64,4	31	66,0	29	64,4	24	63,2
	T	**58**	**0,5**	**59**	**0,5**	**47**	**0,4**	**45**	**0,4**	**38**	**0,3**

Tableau 5 (suite)

Évolution des effectifs réguliers « professionnels » selon le ministère ou l'organisme et selon le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Relations internationales	F	—	—	—	—	—	—	—	—	41	25,8
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	118	74,2
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**159**	**1,3**
Revenu	F	65	9,3	75	10,7	79	11,9	85	13,4	107	15,2
	H	632	90,7	624	89,3	583	88,1	549	86,6	596	84,8
	T	**697**	**6,1**	**699**	**5,9**	**662**	**5,6**	**634**	**5,3**	**703**	**5,8**
Science et Technologie	F	—	—	—	—	—	—	2	13,3	3	10,7
	H	—	—	—	—	—	—	13	86,7	25	89,3
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**15**	**0,1**	**28**	**0,2**
Service des achats du gouvernement	F	—	—	—	—	—	—	—	—	4	7,7
	H	—	—	—	—	—	—	—	—	48	92,3
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**52**	**0,4**
Société d'habitation du Québec	F	18	10,7	16	9,2	14	8,5	16	9,8	14	8,5
	H	150	89,3	157	90,8	150	91,5	147	90,2	151	91,5
	T	**168**	**1,5**	**173**	**1,5**	**164**	**1,4**	**163**	**1,4**	**165**	**1,4**
Sûreté du Québec	F	7	12,7	7	14,0	5	10,6	6	11,8	7	13,0
	H	48	87,3	43	86,0	42	89,4	45	88,2	47	87,0
	T	**55**	**0,5**	**50**	**0,4**	**47**	**0,4**	**51**	**0,4**	**54**	**0,4**
Transports	F	35	5,6	31	4,9	30	4,6	29	4,6	31	4,6
	H	592	94,4	605	95,1	616	95,4	603	95,4	639	95,4
	T	**627**	**5,4**	**636**	**5,4**	**646**	**5,4**	**632**	**5,3**	**670**	**5,5**
Travail	F	—	—	—	—	—	—	20	18,2	22	18,2
	H	—	—	—	—	—	—	90	81,8	99	81,8
	T	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**110**	**0,9**	**121**	**1,0**
Travail et Main-d'oeuvre	F	42	10,3	58	12,0	80	15,0	—	—	—	—
	H	367	89,7	425	88,0	452	85,0	—	—	—	—
	T	**409**	**3,6**	**483**	**4,1**	**532**	**4,5**	**—**	**—**	**—**	**—**
Travaux publics et Approvisionnement	F	21	6,6	18	5,7	16	5,3	13	4,9	—	—
	H	299	93,4	296	94,3	287	94,7	255	95,1	4	100,0
	T	**320**	**2,8**	**314**	**2,6**	**303**	**2,5**	**268**	**2,2**	**4**	**0,0**
Ensemble des effectifs	**F**	**1 825**	**15,9**	**1 989**	**16,8**	**2 063**	**17,4**	**2 092**	**17,5**	**2 209**	**18,3**
	H	**9 687**	**84,1**	**9 879**	**83,2**	**9 827**	**82,6**	**9 833**	**82,5**	**9 881**	**81,7**
	T	**11 512**	**100,0**	**11 868**	**100,0**	**11 890**	**100,0**	**11 925**	**100,0**	**12 090**	**100,0**

Tableau 6

Évolution des effectifs réguliers selon le traitement et le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
10 000 et moins	F	52	88,1	32	91,4	30	88,2	23	92,0	18	81,8
	H	7	11,9	3	8,6	4	11,8	2	8,0	4	18,2
	T	**59**	**0,1**	**35**	**0,1**	**34**	**0,1**	**25**	**0,0**	**22**	**0,0**
10 001 à 15 000	F	7 796	63,9	3 521	80,6	779	57,8	73	92,4	98	90,7
	H	4 408	36,1	845	19,4	569	42,2	6	7,6	10	9,3
	T	**12 204**	**21,0**	**4 366**	**7,6**	**1 348**	**2,4**	**79**	**0,1**	**108**	**0,2**
15 001 à 20 000	F	9 000	43,6	11 434	53,4	15 383	54,6	7 444	64,0	6 300	79,4
	H	11 622	56,4	9 985	47,6	12 778	45,4	4 191	36,0	1 639	20,6
	T	**20 622**	**35,5**	**21 430**	**37,1**	**28 161**	**49,4**	**11 635**	**20,7**	**7 939**	**14,7**
20 001 à 25 000	F	1 951	18,5	3 207	24,0	2 031	20,9	9 014	48,2	9 022	48,4
	H	8 595	81,5	10 146	76,0	7 699	79,1	9 701	51,8	9 610	51,6
	T	**10 546**	**18,2**	**13 353**	**23,1**	**9 730**	**17,1**	**18 715**	**33,3**	**18 632**	**34,4**
25 001 à 30 000	F	841	16,6	922	17,7	913	18,7	1 526	17,6	2 084	21,5
	H	4 233	83,4	4 292	82,3	3 957	81,3	7 121	82,4	7 604	78,5
	T	**5 074**	**8,7**	**5 214**	**9,0**	**4 870**	**8,5**	**8 647**	**15,4**	**9 688**	**17,9**
30 001 à 35 000	F	362	14,6	663	16,5	727	16,4	977	19,1	860	19,1
	H	2 120	85,4	3 355	83,5	3 714	83,6	4 140	80,9	3 646	80,9
	T	**2 482**	**4,3**	**4 016**	**7,0**	**4 441**	**7,8**	**5 117**	**9,1**	**4 506**	**8,3**
35 001 à 40 000	F	247	5,3	341	15,2	356	7,2	592	15,5	796	17,9
	H	4 392	94,7	1 897	84,8	4 612	92,8	3 234	84,5	3 651	82,1
	T	**4 639**	**8,0**	**2 238**	**3,9**	**4 968**	**8,7**	**3 826**	**6,8**	**4 447**	**8,2**
40 001 et plus	F	81	3,4	380	5,3	180	5,2	543	6,7	702	8,0
	H	2 308	96,6	6 734	94,7	3 281	94,8	7 573	93,3	8 048	92,0
	T	**2 389**	**4,1**	**7 114**	**12,3**	**3 461**	**6,1**	**8 116**	**14,5**	**8 750**	**16,2**
Ensemble des effectifs	**F**	**20 330**	**35,0**	**20 500**	**35,5**	**20 399**	**35,8**	**20 192**	**36,0**	**19 880**	**36,8**
	H	**37 685**	**65,0**	**37 268**	**64,5**	**36 614**	**64,2**	**35 968**	**64,0**	**34 212**	**63,2**
	T	**58 015**	**100,0**	**57 768**	**100,0**	**57 013**	**100,0**	**56 160**	**100,0**	**54 092**	**100,0**

Tableau 7

Évolution des entrées en fonction selon la catégorie d'emploi et le sexe, 1980-1985

Ministère ou organisme	Sexe	1980-1981 Nombre	%	1981-1982 Nombre	%	1982-1983 Nombre	%	1983-1984 Nombre	%	1984-1985 Nombre	%
Personnel hors-cadres	F	7	15,6	6	26,1	3	18,8	3	23,1	3	16,7
	H	38	84,4	17	73,9	13	81,3	10	76,9	15	83,3
	T	**45**	**2,1**	**23**	**1,3**	**16**	**1,7**	**13**	**1,9**	**18**	**1,7**
Cadres supérieurs	F	8	9,2	5	10,6	4	12,1	3	25,0	2	15,4
	H	79	90,8	42	89,4	29	87,9	9	75,0	11	84,6
	T	87	4,1	47	2,6	33	3,4	12	1,7	13	1,3
Personnel de maîtrise	F	—	—	1	8,3	2	40,0	—	—	—	—
	H	8	100,0	11	91,7	3	60,0	1	100,0	1	100,0
	T	**8**	**0,4**	**12**	**0,7**	**5**	**0,5**	**1**	**0,1**	**1**	**0,1**
Professionnels	F	160	26,4	165	24,7	98	27,1	65	23,1	112	26,0
	H	446	73,6	503	75,3	264	72,9	216	76,9	318	74,0
	T	**606**	**28,7**	**668**	**36,3**	**362**	**37,4**	**281**	**40,7**	**430**	**41,4**
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	F	749	63,3	620	66,2	277	61,4	172	61,9	287	57,1
	H	435	36,7	317	33,8	174	38,6	106	38,1	216	42,9
	T	**1 184**	**56,0**	**937**	**51,0**	**451**	**46,5**	**278**	**40,2**	**503**	**48,3**
Agents de la paix	F	16	30,2	16	32,7	12	31,6	11	17,5	8	38,1
	H	37	69,8	33	67,3	26	68,4	52	82,5	13	61,9
	T	**53**	**2,5**	**49**	**2,7**	**38**	**3,9**	**63**	**9,1**	**21**	**2,0**
Ouvriers	F	2	1,8	3	3,3	—	—	—	—	1	3,4
	H	112	98,2	88	96,7	45	100,0	28	100,0	28	96,6
	T	**114**	**5,4**	**91**	**5,0**	**45**	**4,6**	**28**	**4,1**	**29**	**2,8**
Autres	F	3	18,8	2	18,2	8	42,1	3	20,0	5	21,7
	H	13	81,3	9	81,8	11	57,9	12	80,0	18	78,3
	T	**16**	**0,8**	**11**	**0,6**	**19**	**2,0**	**15**	**2,2**	**23**	**2,2**
Ensemble des effectifs	F	**945**	**44,7**	**818**	**44,5**	**404**	**41,7**	**257**	**37,2**	**418**	**40,3**
	H	**1 168**	**55,3**	**1 020**	**55,5**	**565**	**58,3**	**434**	**62,8**	**620**	**59,7**
	T	**2 113**	**100,0**	**1 838**	**100,0**	**969**	**100,0**	**691**	**100,0**	**1 038**	**100,0**

Entrées en fonction: nombre d'employés nouvellement recrutés dans la fonction publique.

Tableau 8

Répartition des départs par catégorie d'emploi, sexe et raison du départ, 1984-1985

Catégorie d'emploi	Sexe	Retraite Nombre	%	Décès Nombre	%	Démission Nombre	%	Congédiement Nombre	%	Autre Nombre	%	Total Nombre	%
001 Personnel hors-cadres	Femmes	0	0,0	0	0,0	2	25,0	0	0,0	1	33,3	3	16,7
	Hommes	6	100,0	1	100,0	6	75,0	0	0,0	2	66,7	15	83,3
	Total	**6**	**0,6**	**1**	**0,7**	**8**	**1,7**	**0**	**0,0**	**3**	**33,3**	**18**	**0,9**
002 Cadres supérieurs	Femmes	0	0,0	1	25,0	4	20,0	2	22,2	0	0,0	7	7,1
	Hommes	65	100,0	3	75,0	16	80,0	7	77,8	0	0,0	91	92,9
	Total	**65**	**6,6**	**4**	**2,9**	**20**	**4,3**	**9**	**2,7**	**0**	**0,0**	**98**	**5,1**
003 Personnel de maîtrise	Femmes	12	16,7	2	14,3	0	0,0	1	25,0	0	0,0	15	16,0
	Hommes	60	83,3	12	85,7	4	100,0	3	75,0	0	0,0	79	84,0
	Total	**72**	**7,4**	**14**	**10,1**	**4**	**0,9**	**4**	**1,2**	**0**	**0,0**	**94**	**4,9**
004 Professionnels	Femmes	14	11,6	3	13,6	30	23,8	17	17,9	0	0,0	64	17,5
	Hommes	107	88,4	19	86,4	96	76,2	78	82,1	1	100,0	301	82,5
	Total	**121**	**12,4**	**22**	**15,8**	**126**	**26,9**	**95**	**28,9**	**1**	**11,1**	**365**	**19,0**
005 Personnel bureau, techniciens et assimilés	Femmes	164	36,9	11	17,7	175	67,3	135	73,0	2	66,7	487	51,0
	Hommes	281	63,1	51	82,3	85	32,7	50	27,0	1	33,3	468	49,0
	Total	**445**	**45,5**	**62**	**44,6**	**260**	**55,4**	**185**	**56,2**	**3**	**33,3**	**955**	**49,6**
006 Agents de la paix	Femmes	2	5,3	0	0,0	2	9,5	0	0,0	0	0,0	4	5,1
	Hommes	36	94,7	5	100,0	19	90,5	13	100,0	1	100,0	74	94,9
	Total	**38**	**3,9**	**5**	**3,6**	**21**	**4,5**	**13**	**4,0**	**1**	**11,1**	**78**	**4,1**
007 Ouvriers	Femmes	5	2,2	0	0,0	4	15,4	1	4,3	0	0,0	10	3,2
	Hommes	226	97,8	31	100,0	22	84,6	22	95,7	0	0,0	301	96,8
	Total	**231**	**23,6**	**31**	**22,3**	**26**	**5,5**	**23**	**7,0**	**0**	**0,0**	**311**	**16,2**
008 Autres	Hommes	0	0,0	0	0,0	4	100,0	0	0,0	1	100,0	5	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**0**	**0,0**	**1**	**11,1**	**5**	**0,3**
099 Ensemble des effectifs	**Femmes**	**197**	**20,1**	**17**	**12,2**	**217**	**46,3**	**156**	**47,4**	**3**	**33,3**	**590**	**30,7**
	Hommes	**781**	**79,9**	**122**	**87,8**	**252**	**53,7**	**173**	**52,6**	**6**	**66,7**	**1 334**	**69,3**
	Total	**978**	**50,8**	**139**	**7,2**	**469**	**24,4**	**329**	**17,1**	**9**	**0,5**	**1 924**	**100,0**

Tableau 9

Répartition des effectifs par catégorie d'emploi, sexe et région administrative

Partie 1

31 mars 1985

Catégorie d'emploi	Sexe	01 Nombre	%	02 Nombre	%	03 Nombre	%	04 Nombre	%	05 Nombre	%	06 Nombre	%
001 Personnel hors-cadres	Femmes	0	0,0	0	0,0	27	11,0	0	0,0	0	0,0	22	19,0
	Hommes	0	0,0	0	0,0	218	89,0	0	0,0	0	0,0	91	80,5
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**245**	**1,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**113**	**0,8**
002 Cadres supérieurs	Femmes	2	5,0	0	0,0	78	4,8	1	2,9	0	0,0	32	7,1
	Hommes	38	95,0	25	100,0	1 539	95,2	33	97,1	24	100,0	420	92,9
	Total	**40**	**2,6**	**25**	**2,5**	**1 617**	**6,8**	**34**	**2,4**	**24**	**2,4**	**452**	**3,2**
003 Personnel de maîtrise	Femmes	8	7,0	7	10,3	129	16,0	6	6,7	6	8,8	111	14,6
	Hommes	106	93,0	61	89,7	675	84,0	83	93,3	62	91,2	648	85,4
	Total	**114**	**7,5**	**68**	**6,8**	**804**	**3,4**	**89**	**6,3**	**68**	**6,8**	**759**	**5,4**
004 Professionnels	Femmes	21	11,5	14	11,4	1 122	16,9	15	6,6	15	12,1	627	22,9
	Hommes	161	88,5	109	88,6	5 530	83,1	212	93,4	109	87,9	2 112	77,1
	Total	**182**	**11,9**	**123**	**12,3**	**6 652**	**27,9**	**227**	**16,0**	**124**	**12,5**	**2 739**	**19,3**
005 Personnel bureau, techniciens et assimilés	Femmes	366	46,9	233	48,2	7 307	58,5	366	47,3	240	46,9	4 616	62,0
	Hommes	414	53,1	250	51,8	5 181	41,5	407	52,7	272	53,1	2 828	38,0
	Total	**780**	**51,0**	**483**	**48,1**	**12 488**	**52,4**	**773**	**54,5**	**512**	**51,5**	**7 444**	**52,5**
006 Agents de la paix	Femmes	0	0,0	0	0,0	19	2,8	0	0,0	1	1,9	89	8,7
	Hommes	133	100,0	84	100,0	651	97,2	71	100,0	52	98,1	934	91,3
	Total	**133**	**8,7**	**84**	**8,4**	**670**	**2,8**	**71**	**5,0**	**53**	**5,3**	**1 023**	**7,2**
007 Ouvriers	Femmes	1	0,4	0	0,0	18	1,4	0	0,0	0	0,0	18	1,2
	Hommes	272	99,6	216	100,0	1 298	98,6	214	100,0	207	100,0	1 505	98,8
	Total	**273**	**17,9**	**216**	**21,5**	**1 316**	**5,5**	**214**	**15,1**	**207**	**20,8**	**1 523**	**10,8**
008 Autres	Femmes	0	0,0	0	0,0	7	15,6	0	0,0	1	14,3	23	20,4
	Hommes	7	100,0	5	100,0	38	84,4	10	100,0	6	85,7	90	79,6
	Total	**7**	**0,5**	**5**	**0,5**	**45**	**0,2**	**10**	**0,7**	**7**	**0,7**	**113**	**0,8**
099 Ensemble des effectifs	**Femmes**	**398**	**26,0**	**254**	**25,3**	**8 707**	**36,5**	**388**	**27,4**	**263**	**26,4**	**5 538**	**39,1**
	Hommes	**1 131**	**74,0**	**750**	**74,7**	**15 130**	**63,5**	**1 030**	**72,6**	**732**	**73,6**	**8 628**	**60,9**
	Total	**1 529**	**2,8**	**1 004**	**1,9**	**23 837**	**44,1**	**1 418**	**2,6**	**995**	**1,8**	**14 166**	**26,2**

Tableau 9 (suite)

Répartition des effectifs par catégorie d'emploi, sexe et région administrative

Partie 2

31 mars 1985

Catégorie d'emploi	Sexe	07 Nombre	%	08 Nombre	%	09 Nombre	%	10 Nombre	%	90 Nombre	%	Inconnu Nombre	%	Total Nombre	%
001 Personnel hors-cadres	Femmes	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	14,3	51	13,6
	Hommes	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	12	85,7	323	86,4
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**14**	**0,2**	**374**	**0,7**
002 Cadres supérieurs	Femmes	2	7,7	2	9,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	22	7,1	139	5,4
	Hommes	24	92,3	19	90,5	5	100,0	0	0,0	0	0,0	290	92,9	2 417	94,6
	Total	**26**	**2,4**	**21**	**2,3**	**5**	**1,4**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**312**	**3,6**	**2 556**	**4,7**
003 Personnel de maîtrise	Femmes	1	1,6	9	14,1	1	2,7	0	0,0	0	0,0	78	17,3	356	14,1
	Hommes	62	98,4	55	85,9	36	97,3	0	0,0	0	0,0	373	82,7	2 161	85,9
	Total	**63**	**5,7**	**64**	**7,0**	**37**	**10,4**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**451**	**5,1**	**2 517**	**4,7**
004 Professionnels	Femmes	27	19,6	15	15,8	4	9,8	0	0,0	0	0,0	349	19,7	2 209	18,3
	Hommes	111	80,4	80	84,2	37	90,2	0	0,0	0	0,0	1 420	80,3	9 881	81,7
	Total	**138**	**12,5**	**95**	**10,4**	**41**	**11,5**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1 769**	**20,2**	**12 090**	**22,4**
005 Personnel de bureau, techniciens et assimilés	Femmes	316	58,5	226	51,0	87	56,1	0	0,0	0	0,0	3 176	57,4	16 933	58,1
	Hommes	224	41,5	217	49,0	68	43,9	0	0,0	0	0,0	2 355	42,6	12 216	41,9
	Total	**540**	**49,0**	**443**	**48,6**	**155**	**43,7**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**5 531**	**63,0**	**29 149**	**53,9**
006 Agents de la paix	Femmes	0	0,0	1	1,4	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	110	4,6
	Hommes	85	100,0	71	98,6	42	100,0	0	0,0	0	0,0	156	100,0	2 279	95,4
	Total	**85**	**7,7**	**72**	**7,9**	**42**	**11,8**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**156**	**1.8**	**2 389**	**4,4**
007 Ouvriers	Femmes	4	1,7	4	1,9	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,4	47	1,0
	Hommes	234	98,3	205	98,1	70	100,0	0	0,0	0	0,0	528	99,6	4 749	99,0
	Total	**238**	**21,6**	**209**	**22,9**	**70**	**19,7**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**530**	**6,0**	**4 796**	**8,9**
008 Autres	Femmes	2	18,2	1	12,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	9,1	35	15,8
	Hommes	9	81,8	7	87,5	4	100,0	0	0,0	0	0,0	10	90,9	186	84,2
	Total	**11**	**1,0**	**8**	**0,9**	**4**	**1,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**11**	**0,1**	**221**	**0,4**
099 Ensemble des effectifs	**Femmes**	**352**	**31,9**	**258**	**28,3**	**92**	**25,9**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**3 630**	**41,4**	**19 880**	**36,8**
	Hommes	**750**	**68,1**	**654**	**71,7**	**263**	**71,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**5 144**	**58,6**	**34 212**	**63,2**
	Total	**1 102**	**2,0**	**912**	**1,7**	**355**	**0,7**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**8 774**	**16,2**	**54 092**	**100,0**

• Les régions administratives ne sont pas identifiées pour les organismes dont la paie est décentralisée. Le personnel de ces organismes est donc inclus dans la région 99 (inconnu).

• Régions: 01 Bas-St-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac St-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais; 08 Abitibi; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec; 90 Hors-Québec; 99 région indéterminée.

Tableau 10

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 1

31 mars 1985

Ministère	01 Nombre	%	02 Nombre	%	03 Nombre	%	04 Nombre	%	05 Nombre	%	06 Nombre	%
Affaires culturelles	20	1,3	22	2,2	439	1,8	28	2,0	11	1,1	285	2,0
Affaires municipales	3	0,2	1	0,1	439	1,8	2	0,1	2	0,2	72	0,5
Affaires sociales	1	0,1	0	0,0	1 071	4,5	3	0,2	2	0,2	66	0,5
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	224	14,7	70	7,0	970	4,1	148	10,4	50	5,0	429	3,0
Assemblée nationale	0	0,0	0	0,0	441	1,9	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Bureau du vérificateur général	0	0,0	0	0,0	145	0,6	0	0,0	0	0,0	26	0,2
Commerce extérieur	0	0,0	0	0,0	60	0,3	0	0,0	0	0,0	119	0,8
Commission administrative des régimes de retraite	0	0,0	0	0,0	368	1,5	0	0,0	0	0,0	1	0,0
Commission d'accès à l'information	0	0,0	0	0,0	19	0,1	0	0,0	0	0,0	3	0,0
Commission d'appel de francisation	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,0
Commission de la fonction publique	0	0,0	0	0,0	33	0,1	0	0,0	0	0,0	2	0,0
Commission de la santé et de la sécurité du travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Commission de protection du territoire agricole	0	0,0	0	0,0	49	0,2	0	0,0	0	0,0	36	0,3
Commission de surveillance de la langue française	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	32	0,2
Commission des affaires sociales	0	0,0	0	0,0	34	0,1	0	0,0	0	0,0	54	0,4
Commission des normes du travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Commission des transports	0	0,0	0	0,0	124	0,5	0	0,0	0	0,0	140	1,0
Commission des valeurs mobilières	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	88	0,6
Communautés culturelles et Immigration	0	0,0	0	0,0	21	0,1	0	0,0	5	0,5	363	2,6
Communications	15	1,0	13	1,3	1 001	4,2	11	0,8	12	1,2	150	1,1
Conseil de la langue française	0	0,0	0	0,0	32	0,1	0	0,0	0	0,0	2	0,0
Conseil du statut de la femme	2	0,1	2	0,2	41	0,2	1	0,1	2	0,2	14	0,1
Conseil du trésor	0	0,0	0	0,0	261	1,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Tableau 10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 1

31 mars 1985

Ministère	01 Nombre	%	02 Nombre	%	03 Nombre	%	04 Nombre	%	05 Nombre	%	06 Nombre	%
Conseil exécutif	0	0,0	0	0,0	289	1,2	0	0,0	0	0,0	19	0,1
Curatelle publique du Québec	0	0,0	0	0,0	3	0,0	0	0,0	0	0,0	121	0,9
Directeur général des élections	0	0,0	0	0,0	138	0,6	0	0,0	0	0,0	9	0,1
Éducation	20	1,3	22	2,2	1 415	5,9	24	1,7	22	2,2	391	2,8
Énergie et Ressources	147	9,6	64	6,4	1 461	6,1	63	4,4	21	2,1	166	1,2
Environnement	22	1,4	2	0,2	723	3,0	24	1,7	21	2,1	216	1,5
Financement forestier O.C.A.Q.	2	0,1	0	0,0	14	0,1	2	0,1	3	0,3	2	0,0
Finances	0	0,0	0	0,0	1 115	4,7	0	0,0	0	0,0	33	0,2
Habitation et Protection du consommateur	20	1,3	22	2,2	296	1,2	31	2,2	18	1,8	335	2,4
Industrie, Commerce et Tourisme	12	0,8	8	0,8	539	2,3	34	2,4	9	0,9	518	3,7
Inspecteur général des institutions financières	0	0,0	0	0,0	341	1,4	0	0,0	0	0,0	64	0,5
Justice	181	11,8	117	11,7	2 254	9,5	229	16,1	152	15,3	3 410	24,1
Loisir, Chasse et Pêche	152	9,9	84	8,4	957	4,0	143	10,1	56	5,6	247	1,7
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	184	12,0	166	16,5	1 053	4,4	201	14,2	129	13,0	884	6,2
Office de la langue française	3	0,2	3	0,3	129	0,5	3	0,2	3	0,3	185	1,3
Office de la protection du consommateur	4	0,3	2	0,2	87	0,4	3	0,2	5	0,5	91	0,6
Office de planification et de développement du Québec	6	0,4	5	0,5	71	0,3	4	0,3	5	0,5	27	0,2
Office des personnes handicapées	2	0,1	1	0,1	4	0,0	1	0,1	1	0,1	7	0,0
Office des professions du Québec	0	0,0	0	0,0	41	0,2	0	0,0	0	0,0	1	0,0
Office des ressources humaines	2	0,1	1	0,1	363	1,5	3	0,2	2	0,2	17	0,1
Office des services de garde à l'enfance	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	49	0,3
Office du crédit agricole du Québec	6	0,4	2	0,2	224	0,9	16	1,1	7	0,7	37	0,3
Régie de l'assurance automobile du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0

Tableau 10 (suite)
Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 1
31 mars 1985

Ministère	01 Nombre	%	02 Nombre	%	03 Nombre	%	04 Nombre	%	05 Nombre	%	06 Nombre	%
Régie de l'assurance-maladie du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Régie des assurances agricoles	5	0,3	0	0,0	61	0,3	4	0,3	2	0,2	13	0,1
Régie des entreprises de construction	0	0,0	0	0,0	10	0,0	0	0,0	0	0,0	95	0,7
Régie des grains	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Régie des rentes du Québec	3	0,2	3	0,3	593	2,5	3	0,2	3	0,3	67	0,5
Régie des services publics	0	0,0	0	0,0	40	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0
Régie du logement	8	0,5	12	1,2	24	0,1	12	0,8	3	0,3	186	1,3
Relations internationales	0	0,0	0	0,0	393	1,6	0	0,0	0	0,0	5	0,0
Revenu	14	0,9	20	2,0	2 094	8,8	22	1,6	31	3,1	2 003	14,1
Science et Technologie	0	0,0	0	0,0	70	0,3	0	0,0	0	0,0	2	0,0
Service des achats du gouvernement	0	0,0	0	0,0	165	0,7	0	0,0	0	0,0	1	0,0
Société d'habitation du Québec	0	0,0	0	0,0	299	1,3	0	0,0	0	0,0	81	0,6
Sûreté du Québec	49	3,2	34	3,4	215	0,9	48	3,4	33	3,3	590	4,2
Transports	422	27,6	328	32,7	2 647	11,1	355	25,0	385	38,7	2 245	15,8
Travail	0	0,0	0	0,0	146	0,6	0	0,0	0	0,0	159	1,1
Travaux publics et Approvisionnement	0	0,0	0	0,0	15	0,1	0	0,0	0	0,0	6	0,0
Total	**1 529**	**2,8**	**1 004**	**1,9**	**23 837**	**44,1**	**1 418**	**2,6**	**995**	**1,8**	**14 166**	**26,2**

Tableau 10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 2

Ministère	07 Nombre	%	08 Nombre	%	09 Nombre	%	10 Nombre	%	90 Nombre	%	Inconnu Nombre	%	Total Nombre	%
Affaires culturelles	23	2,1	12	1,3	2	0,6	0	0,0	0	0,0	10	0,1	852	1,6
Affaires municipales	3	0,3	2	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0	527	1,0
Affaires sociales	2	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	7	0,1	1 152	2,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	39	3,5	48	5,3	42	11,8	0	0,0	0	0,0	613	7,0	2 633	4,9
Assemblée nationale	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	442	0,8
Bureau du vérificateur général	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	171	0,3
Commerce extérieur	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	19	0,2	198	0,4
Commission administrative des régimes de retraite	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0	372	0,7
Commission d'accès à l'information	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	22	0,0
Commission d'appel de francisation	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,0
Commission de la fonction publique	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	35	0,1
Commission de la santé et de la sécurité du travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2 592	29,5	2 592	4,8
Commission de protection du territoire agricole	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,0	87	0,2
Commission de surveillance de la langue française	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	32	0,1
Commission des affaires sociales	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0	91	0,2
Commission des normes du travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	376	4,3	376	0,7
Commission des transports	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	265	0,5
Commission des valeurs mobilières	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	88	0,2
Communautés culturelles et Immigration	5	0,5	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	19	0,2	413	0,8
Communications	11	1,0	15	1,6	7	2,0	0	0,0	0	0,0	32	0,4	1 267	2,3
Conseil de la langue française	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	34	0,1
Conseil du statut de la femme	2	0,2	2	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	66	0,1
Conseil du trésor	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	0,0	265	0,5
Conseil exécutif	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	7	0,1	315	0,6

Tableau ,10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 2

Ministère	07 Nombre	%	08 Nombre	%	09 Nombre	%	10 Nombre	%	99 Nombre	%	Inconnu Nombre	%	Total Nombre	%
Curatelle publique du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	124	0,2
Directeur général des élections	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	147	0,3
Éducation	22	2,0	20	2,2	5	1,4	0	0,0	0	0,0	13	0,1	1954	3,6
Énergie et Ressources	70	6,4	137	15,0	32	9,0	0	0,0	0	0,0	255	2,9	2416	4,5
Environnement	18	1,6	9	1,0	9	2,5	0	0,0	0	0,0	12	0,1	1056	2,0
Financement forestier O.C.A.Q.	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	24	0,0
Finances	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	22	0,3	1170	2,2
Habitation et Protection du consommateur	17	1,5	14	1,5	6	1,7	0	0,0	0	0,0	0	0,0	759	1,4
Industrie, Commerce et Tourisme	4	0,4	7	0,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0	22	0,3	1153	2,1
Inspecteur général des institutions financières	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	405	0,7
Justice	215	19,5	128	14,0	41	11,5	0	0,0	0	0,0	286	3,3	7013	13,0
Loisir, Chasse et Pêche	115	10,4	57	6,3	95	26,8	0	0,0	0	0,0	301	3,4	2207	4,1
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	115	10,4	74	8,1	33	9,3	0	0,0	0	0,0	230	2,6	3069	5,7
Office de la langue française	3	0,3	2	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	0,0	333	0,6
Office de la protection du consommateur	5	0,5	4	0,4	3	0,8	0	0,0	0	0,0	9	0,1	213	0,4
Office de planification et de développement du Québec	5	0,5	3	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0	129	0,2
Office des personnes handicapées	1	0,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	78	0,9	95	0,2
Office des professions du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	0,0	46	0,1
Office des ressources humaines	2	0,2	2	0,2	3	0,8	0	0,0	0	0,0	0	0,0	395	0,7
Office des services de garde à l'enfance	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	49	0,1
Office du crédit agricole du Québec	1	0,1	1	0,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	12	0,1	306	0,6
Régie de l'assurance automobile du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1768	20,2	1768	3,3
Régie de l'assurance-maladie du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1235	14,1	1235	2,3
Régie des assurances agricoles	1	0,1	3	0,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	5	0,1	94	0,2

Tableau 10 (suite)

Répartition des effectifs par ministère et région administrative

Partie 2

Ministère	07 Nombre	%	08 Nombre	%	09 Nombre	%	10 Nombre	%	90 Nombre	%	Inconnu Nombre	%	Total Nombre	%
Régie des entreprises de construction	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	106	0,2
Régie des grains	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	22	0,3	22	0,0
Régie des rentes du Québec	3	0,3	2	0,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	0,0	680	1,3
Régie des services publics	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	40	0,1
Régie du logement	4	0,4	4	0,4	2	0,6	0	0,0	0	0,0	4	0,0	259	0,5
Relations internationales	1	0,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	40	0,5	439	0,8
Revenu	15	1,4	10	1,1	8	2,3	0	0,0	0	0,0	11	0,1	4 228	7,8
Science et Technologie	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	72	0,1
Service des achats du gouvernement	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	166	0,3
Société d'habitation du Québec	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	380	0,7
Sûreté du Québec	42	3,8	37	4,1	4	1,1	0	0,0	0	0,0	70	0,8	1 122	2,1
Transports	358	32,5	319	35,0	63	17,7	0	0,0	0	0,0	673	7,7	7 795	14,4
Travail	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	305	0,6
Travaux publics et Approvisionnement	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	21	0,0
Total	**1 102**	**2,0**	**912**	**1,7**	**355**	**0,7**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**8 774**	**16,2**	**54 092**	**100,0**

- Régions: 01 Bas-St-Laurent — Gaspésie; 02 Saguenay — Lac St-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06 Montréal; 07 Outaouais, 08 Abitibi; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec; 90 Hors-Québec; 99 région indéterminée.
- Les régions administratives ne sont pas identifiées pour les organismes dont la paie est décentralisée. Le personnel de ces organismes est donc inclus dans la région 99 (inconnu).

Tableau 11

Répartition des effectifs selon l'unité syndicale et le statut (syndiqués, non-syndicables)[1], 31 mars 1985

Unité syndicale	Syndiqués Nombre	%	Non syndicables Nombre	%	Total Nombre	%
001 Professionnels	9 125	87,6	1 289	12,4	10 414	22,1
002 Chirurgiens — dentistes	18	90,0	2	10,0	20	0,0
003 Médecins	95	81,2	22	18,8	117	0,2
004 Enseignants	437	99,8	1	0,2	438	0,9
005 Agents de conservation de la faune	415	99,0	4	1,0	419	0,9
006 Agents de la paix	67	97,1	2	2,9	69	0,1
007 Constables spéciaux du gouvernement du Québec	133	98,5	2	1,5	135	0,3
008 Agents de la paix en institutions pénales	1 406	99,2	12	0,8	1 418	3,0
009 Gardiens — constables	299	100,0	0	0,0	299	0,6
010 Gardes du corps	49	100,0	0	0,0	49	0,1
011 Personnel de bureau, techniciens et assimilés	26 443	91,6	2 417	8,4	28 860	61,4
012 Ouvriers	4 750	99,0	46	1,0	4 796	10,2
099 Total	**43 237**	**91,9**	**3 797**	**8,1**	**47 034**	**100,0**

1 Employés non syndicables : ceux exclus des unités syndicales en vertu de l'article 1 du Code du travail, tels les membres du personnel du Conseil du trésor, de l'Office des ressources humaines, des directions de personnel, des cabinets des ministres et des sous-ministres.

Les corps d'emplois non syndicables n'ont pas été considérés dans ce tableau, tels les agents de la gestion du personnel, les conciliateurs et les commissaires — enquêteurs.

Tableau 12

Répartition des effectifs selon la catégorie d'emploi, le sexe et l'âge, 31 mars 1985

Catégorie d'emploi	Sexe	Moins de 25		25-34		35-44		45-54		55 et plus		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001 Personnel hors-cadres	Femmes	0	0,0	0	0,0	25	6,7	16	4,3	10	2,7	51	13,6
	Hommes	0	0,0	1	0,3	96	25,7	144	38,5	82	21,9	323	86,4
	Total	**0**	**0,0**	**1**	**0,3**	**121**	**32,4**	**160**	**42,8**	**92**	**24,6**	**374**	**0,7**
002 Cadres supérieurs	Femmes	0	0,0	20	0,8	86	3,4	25	1,0	8	0,3	139	5,4
	Hommes	0	0,0	72	2,8	1 013	39,6	936	36,6	396	15,5	2 417	94,6
	Total	**0**	**0,0**	**92**	**3,6**	**1 099**	**43,0**	**961**	**37,6**	**404**	**15,8**	**2 556**	**4,7**
003 Personnel de maîtrise	Femmes	0	0,0	29	1,2	163	6,5	115	4,6	49	1,9	356	14,1
	Hommes	0	0,0	94	3,7	805	32,0	782	31,1	480	19,1	2 161	85,9
	Total	**0**	**0,0**	**123**	**4,9**	**968**	**38,5**	**897**	**35,6**	**529**	**21,0**	**2 517**	**4,7**
004 Professionnels	Femmes	18	0,1	980	8,1	846	7,0	242	2,0	123	1,0	2 209	18,3
	Hommes	33	0,3	2 369	19,6	4 312	35,7	1 903	15,7	1 264	10,5	9 881	81,7
	Total	**51**	**0,4**	**3 349**	**27,7**	**5 158**	**42,7**	**2 145**	**17,7**	**1 387**	**11,5**	**12 090**	**22,4**
005 Personnel bureau, techniciens et assimilés	Femmes	624	2,1	9 316	32,0	3 868	13,3	1 791	6,1	1 334	4,6	16 933	58,1
	Hommes	87	0,3	3 546	12,2	4 242	14,6	2 458	8,4	1 883	6,5	12 216	41,9
	Total	**711**	**2,4**	**12 862**	**44,1**	**8 110**	**27,8**	**4 249**	**14,6**	**3 217**	**11,0**	**29 149**	**53,9**
006 Agents de la paix	Femmes	3	0,1	47	2,0	27	1,1	20	0,8	13	0,5	110	4,6
	Hommes	6	0,3	625	26,2	946	39,6	455	19,0	247	10,3	2 279	95,4
	Total	**9**	**0,4**	**672**	**28,1**	**973**	**40,7**	**475**	**19,9**	**260**	**10,9**	**2 389**	**4,4**
007 Ouvriers	Femmes	1	0,0	11	0,2	9	0,2	12	0,3	14	0,3	47	1,0
	Hommes	5	0,1	634	13,2	1 233	25,7	1 317	27,5	1 560	32,5	4 749	99,0
	Total	**6**	**0,1**	**645**	**13,4**	**1 242**	**25,9**	**1 329**	**27,7**	**1 574**	**32,8**	**4 796**	**8,9**
008 Autres	Femmes	2	0,9	24	10,9	9	4,1	0	0,0	0	0,0	35	15,8
	Hommes	4	1,8	63	28,5	95	43,0	19	8,6	5	2,3	186	84,2
	Total	**6**	**2,7**	**87**	**39,4**	**104**	**47,1**	**19**	**8,6**	**5**	**2,3**	**221**	**0,4**
099 Ensemble des effectifs	**Femmes**	**648**	**1,2**	**10 427**	**19,3**	**5 033**	**9,3**	**2 221**	**4,1**	**1 551**	**2,9**	**19 880**	**36,8**
	Hommes	**135**	**0,2**	**7 404**	**13,7**	**12 742**	**23,6**	**8 014**	**14,8**	**5 917**	**10,9**	**34 212**	**63,2**
	Total	**783**	**1,4**	**17 831**	**33,0**	**17 775**	**32,9**	**10 235**	**18,9**	**7 468**	**13,8**	**54 092**	**100,0**

Tableau 13

Répartition des effectifs selon la catégorie d'emploi, le sexe et le nombre d'années de service, 31 mars 1985

Catégorie d'emploi	Sexe	Moins de 3 Nombre	%	3-6 Nombre	%	7-10 Nombre	%	11-14 Nombre	%	15 et plus Nombre	%	Total Nombre	%
001 Personnel hors-cadres	Femmes	8	2,1	22	5,9	11	2,9	4	1,1	6	1,6	51	13,6
	Hommes	27	7,2	79	21,1	58	15,5	49	13,1	110	29,4	323	86,4
	Total	**35**	**9,4**	**101**	**27,0**	**69**	**18,4**	**53**	**14,2**	**116**	**31,0**	**374**	**0,7**
002 Cadres supérieurs	Femmes	6	0,2	31	1,2	52	2,0	32	1,3	18	0,7	139	5,4
	Hommes	25	1,0	258	10,1	462	18,1	500	19,6	1 172	45,9	2 417	94,6
	Total	**31**	**1,2**	**289**	**11,3**	**514**	**20,1**	**532**	**20,8**	**1 190**	**46,6**	**2 556**	**4,7**
003 Personnel de maîtrise	Femmes	0	0,0	4	0,2	30	1,2	72	2,9	250	9,9	356	14,1
	Hommes	4	0,2	64	2,5	170	6,8	320	12,7	1 603	63,7	2 161	85,9
	Total	**4**	**0,2**	**68**	**2,7**	**200**	**7,9**	**392**	**15,6**	**1 853**	**73,6**	**2 517**	**4,7**
004 Professionnels	Femmes	237	2,0	678	5,6	746	6,2	301	2,5	247	2,0	2 209	18,3
	Hommes	669	5,5	1 960	16,2	2 818	23,3	1 834	15,2	2 600	21,5	9 881	81,7
	Total	**906**	**7,5**	**2 638**	**21,8**	**3 564**	**29,5**	**2 135**	**17,7**	**2 847**	**23,5**	**12 090**	**22,4**
005 Personnel bureau, techniciens et assimilés	Femmes	520	1,8	2 898	9,9	6 309	21,6	3 648	12,5	3 558	12,2	16 933	58,1
	Hommes	361	1,2	1 454	5,0	3 183	10,9	2 293	7,9	4 925	16,9	12 216	41,9
	Total	**881**	**3,0**	**4 352**	**14,9**	**9 492**	**32,6**	**5 941**	**20,4**	**8 483**	**29,1**	**29 149**	**53,9**
006 Agents de la paix	Femmes	26	1,1	27	1,1	22	0,9	2	0,1	33	1,4	110	4,6
	Hommes	85	3,6	158	6,6	628	26,3	550	23,0	858	35,9	2 279	95,4
	Total	**111**	**4,6**	**185**	**7,7**	**650**	**27,2**	**552**	**23,1**	**891**	**37,3**	**2 389**	**4,4**
007 Ouvriers	Femmes	1	0,0	10	0,2	17	0,4	7	0,1	12	0,3	47	1,0
	Hommes	60	1,3	344	7,2	1 151	24,0	809	16,9	2 385	49,7	4 749	99,0
	Total	**61**	**1,3**	**354**	**7,4**	**1 168**	**24,4**	**816**	**17,0**	**2 397**	**50,0**	**4 796**	**8,9**
008 Autres	Femmes	11	5,0	14	6,3	9	4,1	0	0,0	1	0,5	35	15,8
	Hommes	32	14,5	48	21,7	61	27,6	33	14,9	12	5,4	186	84,2
	Total	**43**	**19,5**	**62**	**28,1**	**70**	**31,7**	**33**	**14,9**	**13**	**5,9**	**221**	**0,4**
099 Ensemble des effectifs	**Femmes**	**809**	**1,5**	**3 684**	**6,8**	**7 196**	**13,3**	**4 066**	**7,5**	**4 125**	**7,6**	**19 880**	**36,8**
	Hommes	**1 263**	**2,3**	**4 365**	**8,1**	**8 531**	**15,8**	**6 388**	**11,8**	**13 665**	**25,3**	**34 212**	**63,2**
	Total	**2 072**	**3,8**	**8 049**	**14,9**	**15 727**	**29,1**	**10 454**	**19,3**	**17 790**	**32,9**	**54 092**	**100,0**

Tableau 14

Répartition des effectifs du personnel hors-cadres et cadres supérieurs selon le corps et le sexe, 31 mars 1985

Corps d'emploi	Femmes Nombre	%	Hommes Nombre	%	Total Nombre	%
001 Sous-ministres	3	1,6	24	0,9	27	0,9
002 Dirigeants et membres	37	19,5	194	7,1	231	7,9
003 Sous-ministres adjoints et associés	11	5,8	105	3,8	116	4,0
004 Administrateurs classe 1	2	1,1	54	2,0	56	1,9
005 Administrateurs classe 2	4	2,1	253	9,2	257	8,8
006 Administrateurs classe 3	17	8,9	480	17,5	497	17,0
007 Administrateurs classe 4	69	36,3	1 059	38,6	1 128	38,5
008 Administrateurs classe 5	47	24,7	571	20,8	618	21,1
099 Total	**190**	**6,5**	**2 740**	**93,5**	**2 930**	**100,0**

Tableau 15

Répartition des effectifs professionnels selon le corps et le sexe, 31 mars 1985

Corps d'emploi	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Actuaires	5	0,2	36	0,4	41	0,3
Agents culturels	93	4,2	111	1,1	204	1,7
Agents d'information	192	8,7	299	3,0	491	4,1
Agents de développement industriel	29	1,3	400	4,0	429	3,5
Agents de l'approvisionnement	5	0,2	70	0,7	75	0,6
Agents de la gestion du personnel	124	5,6	406	4,1	530	4,4
Agents de la gestion financière	98	4,4	1 084	11,0	1 182	9,8
Agents de recherche et de planification socio-économique	416	18,8	1 371	13,9	1 787	14,8
Agents du vérificateur général	24	1,1	83	0,8	107	0,9
Agronomes	30	1,4	332	3,4	362	3,0
Analystes de l'informatique et des procédés administratifs	316	14,3	1 322	13,4	1 638	13,5
Architectes	4	0,2	60	0,6	64	0,5
Arpenteurs-géomètres	1	0,0	83	0,8	84	0,7
Attachés d'administration	324	14,7	1 365	13,8	1 689	14,0
Attachés judiciaires	24	1,1	21	0,2	45	0,4
Avocats et notaires	109	4,9	310	3,1	419	3,5
Bibliothécaires	41	1,9	48	0,5	89	0,7
Biologistes	15	0,7	157	1,6	172	1,4
Commissaires du travail	2	0,1	21	0,2	23	0,2
Conciliateurs	2	0,1	20	0,2	22	0,2
Conseillers d'orientation professionnelle	15	0,7	28	0,3	43	0,4
Dentistes	0	0,0	20	0,2	20	0,2
Diététistes	2	0,1	0	0,0	2	0,0
Ingénieurs	23	1,0	856	8,7	879	7,3
Ingénieurs forestiers	6	0,3	284	2,9	290	2,4
Médecins	17	0,8	100	1,0	117	1,0
Médecins vétérinaires	4	0,2	67	0,7	71	0,6
Professeurs d'école normale	130	5,9	308	3,1	438	3,6
Psychologues	2	0,1	11	0,1	13	0,1
Spécialistes en sciences de l'éducation	90	4,1	371	3,8	461	3,8
Spécialistes en sciences physiques	20	0,9	207	2,1	227	1,9
Traducteurs	36	1,6	24	0,2	60	0,5
Travailleurs sociaux	10	0,5	6	0,1	16	0,1
Total	**2 209**	**18,3**	**9 881**	**81,7**	**12 090**	**100,0**

Tableau 16

Répartition des effectifs professionnels selon le grade et le sexe, 31 mars 1985

Corps d'emploi	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001 Grade 5, 6, 7	25	1,1	49	0,5	74	0,6
002 Grade 4	17	0,8	25	0,3	42	0,3
003 Grade 3	303	13,7	589	6,0	892	7,4
004 Grade 2	892	40,4	2 727	27,6	3 619	29,9
005 Grade 1	852	38,6	6 085	61,6	6 937	57,4
006 Autres	120	5,4	406	4,1	526	4,4
099 Total	**2 209**	**18,3**	**9 881**	**81,7**	**12 090**	**100,0**

Les grades 4, 5, 6 et 7 comprennent uniquement du personnel enseignant.

Tableau 17

Répartition des effectifs techniciens et assimilés selon le corps et le sexe, 31 mars 1985

Corps d'emploi	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Agents d'accréditation	1	0,0	5	0,1	6	0,1
Agents d'indemnisation	164	5,5	209	3,0	373	3,7
Agents de l'aide sociale	552	18,6	670	9,5	1 222	12,2
Agents de la main-d'oeuvre	105	3,5	185	2,6	290	2,9
Agents de la prévention des incendies	1	0,0	34	0,5	35	0,4
Agents de recouvrement fiscal	59	2,0	160	2,3	219	2,2
Agents vérificateurs	172	5,8	479	6,8	651	6,5
Bibliotechniciens	166	5,6	50	0,7	216	2,2
Infirmières et infirmiers	33	1,1	3	0,0	36	0,4
Insp. établ. industriels commerciaux et édif. publics	0	0,0	196	2,8	196	2,0
Inspecteurs d'ascenseurs	0	0,0	18	0,3	18	0,2
Inspecteurs d'établissements hôteliers et touristiques	1	0,0	35	0,5	36	0,4
Inspecteurs de produits agricoles et d'aliments	40	1,3	169	2,4	209	2,1
Inspecteurs des appareils à pression	0	0,0	34	0,5	34	0,3
Inspecteurs en électricité	0	0,0	170	2,4	170	1,7
Inspecteurs en gaz	0	0,0	27	0,4	27	0,3
Inspecteurs en hygiène publique	5	0,2	73	1,0	78	0,8
Inspecteurs en produits pétroliers	0	0,0	13	0,2	13	0,1
Inspecteurs en tuyauterie	0	0,0	35	0,5	35	0,4
Instructeurs au simulateur	0	0,0	1	0,0	1	0,0
Pilotes d'aéronefs	0	0,0	67	1,0	67	0,7
Techniciens agricoles	18	0,6	160	2,3	178	1,8
Techniciens de l'entretien des aéronefs	0	0,0	31	0,4	31	0,3
Techniciens de l'équipement motorisé	0	0,0	33	0,5	33	0,3
Techniciens de la faune	14	0,5	121	1,7	135	1,4

Tableau 17 (suite)

Répartition des effectifs techniciens et assimilés selon le corps et le sexe, 31 mars 1985

Corps d'emploi	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Techniciens de laboratoire	92	3,1	205	2,9	297	3,0
Techniciens des travaux publics	11	0,4	1 166	16,6	1 177	11,8
Techniciens en administration	611	20,6	621	8,8	1 232	12,3
Techniciens en arts appliqués et graphiques	49	1,7	247	3,5	296	3,0
Techniciens en criminalistique	0	0,0	2	0,0	2	0,0
Techniciens en droit	239	8,1	162	2,3	401	4,0
Techniciens en eau et assainissement	23	0,8	155	2,2	178	1,8
Techniciens en économie domestique	12	0,4	0	0,0	12	0,1
Techniciens en électronique	0	0,0	120	1,7	120	1,2
Techniciens en évaluation foncière	1	0,0	46	0,7	47	0,5
Techniciens en foresterie	9	0,3	315	4,5	324	3,2
Techniciens en génie industriel	0	0,0	6	0,1	6	0,1
Techniciens en information	104	3,5	71	1,0	175	1,8
Techniciens en informatique	262	8,8	375	5,3	637	6,4
Techniciens en mécanique du bâtiment	0	0,0	1	0,0	1	0,0
Techniciens en radiologie médicale	4	0,1	0	0,0	4	0,0
Techniciens en ressources minérales	0	0,0	31	0,4	31	0,3
Techniciens en vérification fiscale	219	7,4	516	7,4	735	7,4
Techniciens judiciaires	1	0,0	0	0,0	1	0,0
Total	**2 968**	**29,7**	**7 017**	**70,3**	**9 985**	**100,0**

Tableau 18

Répartition des effectifs techniciens et assimilés selon la classe et le sexe, 31 mars 1985

Corps d'emploi	Femmes		Hommes		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
001 Classe principale	146	4,9	1 137	16,2	1 283	12,8
002 Autres classes	2 822	95,1	5 880	83,8	8 702	87,2
003 Total	**2 968**	**29,7**	**7 017**	**70,3**	**9 985**	**100,0**

Tableau 19

Répartition des effectifs réguliers autorisés au 1er avril 1984 et au 31 mars 1985, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1985, selon le ministère ou l'organisme

Ministère/organisme	Effectifs autorisés 1984-04-01	Effectifs autorisés 1985-03-31	Effectifs en place 1985-03-31
Affaires culturelles	907	936	852
Affaires municipales	570	556	527
Affaires sociales	1 281	1 229	1 152
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 785	2 729	2 633
Assemblée nationale	550	549	442
Bureau du vérificateur général du Québec	182	182	171
Commerce extérieur	201	220	198
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	386	380	372
Commission d'accès à l'information	—	29	22
Commission d'appel de francisation des entreprises	2	2	2
Commission de la fonction publique	44	43	35
Commission de la santé et la sécurité au travail	2 703	2 703	2 592
Commission de protection du territoire agricole du Québec	98	97	87
Commission de surveillance de la langue française	33	33	32
Commission des affaires sociales	87	101	91
Commission des normes du travail	414	412	376
Commission des transports	286	274	265
Commission des valeurs mobilières du Québec	88	91	88
Communautés culturelles et Immigration	442	475	413
Communications	1 337	1 292	1 267
Conseil de la langue française	36	35	34
Conseil du statut de la femme	73	72	66
Conseil du trésor	314	296	265
Conseil exécutif	317	396	315
Curatelle publique du Québec	137	127	124
Directeur général des élections	171	180	147
Éducation	2 086	2 019	1 954
Énergie et Ressources	2 474	2 484	2 416
Environnement	1 068	1 100	1 056
Financement forestier	24	24	24
Finances	1 213	1 231	1 170
Habitation et Protection du consommateur	789	775	759
Industrie, Commerce et Tourisme	1 198	1 197	1 153
Inspecteur général des institutions financières	453	429	405
Justice	8 681	7 663	7 013
Loisir, Chasse et Pêche	2 266	2 234	2 207
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	3 094	3 332	3 069

Tableau 19 (suite)

Répartition des effectifs réguliers autorisés au 1er avril 1984 et au 31 mars 1985, et des effectifs réguliers en place au 31 mars 1985, selon le ministère ou l'organisme

Ministère/organisme	Effectifs autorisés 1984-04-01	Effectifs autorisés 1985-03-31	Effectifs en place 1985-03-31
Office de la langue française	375	333	333
Office de la protection du consommateur	225	224	213
Office de planification et de développement du Québec	148	133	129
Office des personnes handicapées du Québec	85	131	95
Office des professions du Québec	49	48	46
Office des ressources humaines	470	458	395
Office des services de garde à l'enfance	40	72	49
Office du crédit agricole du Québec	323	323	306
Régie de l'assurance automobile du Québec	1 913	1 912	1 768
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 398	1 390	1 235
Régie des assurances-agricoles du Québec	99	97	94
Régie des entreprises de construction du Québec	108	109	106
Régie des grains	24	25	22
Régie des rentes du Québec	725	724	680
Régie des services publics	60	51	40
Régie du logement	339	329	259
Relations internationales	440	389	439
Revenu	4 518	4 459	4 228
Science et Technologie	66	78	72
Service des achats du gouvernement	200	196	166
Société d'habitation du Québec	388	383	380
Sûreté du Québec	[1]	1 031	1 122
Transports	8 354	8 213	7 795
Travail	340	343	305
Travaux publics et Approvisionnement	1 509	—	21
Total	**58 986**	**57 378**	**54 092**

1 Données intégrées à celles du ministère de la Justice

Les données sur la Sûreté du Québec n'incluent pas celles concernant les policiers. Ces données sont les suivantes: effectifs réguliers autorisés au 84-04-01: 4549; effectifs réguliers autorisés au 85-03-31; 4395; effectifs en place au 85-03-31; 4395.

Tableau 20
Répartition des départs par ministère, sexe et raison du départ, 1984-1985

Ministère	Sexe	Retraite		Décès		Démission		Congédiement		Autre		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Affaires culturelles	Femme	7	50,0	1	50,0	10	71,4	11	55,0	0	0,0	29	58,0
	Homme	7	50,0	1	50,0	4	28,6	9	45,0	0	0,0	21	42,0
	Total	**14**	**1,4**	**2**	**1,4**	**14**	**3,0**	**20**	**6,1**	**0**	**0,0**	**50**	**2,6**
Affaires municipales	Femme	0	0,0	0	0,0	5	45,5	1	50,0	0	0,0	6	28,6
	Homme	7	100,0	1	100,0	6	54,5	1	50,0	0	0,0	15	71,4
	Total	**7**	**0,7**	**1**	**0,7**	**11**	**2,3**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**21**	**1,1**
Affaires sociales	Femme	13	40,6	2	40,0	7	38,9	2	66,7	0	0,0	24	40,7
	Homme	19	59,4	3	60,0	11	61,1	1	33,3	1	100,0	35	59,3
	Total	**32**	**3,3**	**5**	**3,6**	**18**	**3,8**	**3**	**0,9**	**1**	**11,1**	**59**	**3,1**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	Femme	4	5,4	1	8,3	15	48,4	5	27,8	0	0,0	25	18,4
	Homme	70	94,6	11	91,7	16	51,6	13	72,2	1	100,0	111	81,6
	Total	**74**	**7,6**	**12**	**8,6**	**31**	**6,6**	**18**	**5,5**	**1**	**11,1**	**136**	**7,1**
Assemblée nationale	Femme	3	27,3	0	0,0	4	80,0	1	33,3	0	0,0	8	42,1
	Homme	8	72,7	0	0,0	1	20,0	2	66,7	0	0,0	11	57,9
	Total	**11**	**1,1**	**0**	**0,0**	**5**	**1,1**	**3**	**0,9**	**0**	**0,0**	**19**	**1,0**
Bureau du vérificateur général du Québec	Femme	0	0,0	0	0,0	1	33,3	0	0,0	0	0,0	1	20,0
	Homme	2	100,0	0	0,0	2	66,7	0	0,0	0	0,0	4	80,0
	Total	**2**	**0,2**	**0**	**0,0**	**3**	**0,6**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**5**	**0,3**
Commerce extérieur	Femme	0	0,0	0	0,0	2	40,0	1	33,3	0	0,0	3	37,5
	Homme	0	0,0	0	0,0	3	60,0	2	66,7	0	0,0	5	62,5
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**5**	**1,1**	**3**	**0,9**	**0**	**0,0**	**8**	**0,4**
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	Femme	5	62,5	0	0,0	2	50,0	5	50,0	0	0,0	12	54,5
	Homme	3	37,5	0	0,0	2	50,0	5	50,0	0	0,0	10	45,5
	Total	**8**	**0,8**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**10**	**3,0**	**0**	**0,0**	**22**	**1,1**
Commission d'accès à l'information	Femme	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Commission d'appel de francisation	Homme	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Commission de la fonction publique	Homme	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	2	100,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Commission de protection du territoire agricole	Femme	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	100,0	0	0,0	3	60,0
	Homme	1	100,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	2	40,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**3**	**0,9**	**0**	**0,0**	**5**	**0,3**
Commission des affaires sociales	Femme	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Commission des transports	Femme	0	0,0	0	0,0	2	100,0	4	100,0	0	0,0	6	54,5
	Homme	4	100,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	5	45,5
	Total	**4**	**0,4**	**1**	**0,7**	**2**	**0,4**	**4**	**1,2**	**0**	**0,0**	**11**	**0,6**
Commission des valeurs mobilières	Femme	1	33,3	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	2	40,0
	Homme	2	66,7	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	3	60,0
	Total	**3**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,4**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**5**	**0,3**
Communautés culturelles et Immigration	Femme	1	50,0	0	0,0	0	0,0	6	100,0	0	0,0	7	63,6
	Homme	1	50,0	0	0,0	3	100,0	0	0,0	0	0,0	4	36,4
	Total	**2**	**0,2**	**0**	**0,0**	**3**	**0,6**	**6**	**1,8**	**0**	**0,0**	**11**	**0,6**

Tableau 20 (suite)

Répartition des départs par ministère, sexe et raison du départ, 1984-1985

Ministère	Sexe	Retraite		Décès		Démission		Congédiement		Autre		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Communications	Femme	3	20,0	1	100,0	5	33,3	5	38,5	0	0,0	14	31,8
	Homme	12	80,0	0	0,0	10	66,7	8	61,5	0	0,0	30	68,2
	Total	**15**	**1,5**	**1**	**0,7**	**15**	**3,2**	**13**	**4,0**	**0**	**0,0**	**44**	**2,3**
Conseil de la langue française	Femme	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Conseil du statut de la femme	Femme	0	0,0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	2	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Conseil du trésor	Femme	1	50,0	0	0,0	1	50,0	2	40,0	0	0,0	4	44,4
	Homme	1	50,0	0	0,0	1	50,0	3	60,0	0	0,0	5	55,6
	Total	**2**	**0,2**	**0**	**0,0**	**2**	**0,4**	**5**	**1,5**	**0**	**0,0**	**9**	**0,5**
Conseil exécutif	Femme	2	50,0	0	0,0	2	33,3	1	50,0	0	0,0	5	41,7
	Homme	2	50,0	0	0,0	4	66,7	1	50,0	0	0,0	7	58,3
	Total	**4**	**0,4**	**0**	**0,0**	**6**	**1,3**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**12**	**0,6**
Curatelle publique du Québec	Femme	1	100,0	0	0,0	5	71,4	2	100,0	0	0,0	8	72,7
	Homme	0	0,0	1	100,0	2	28,6	0	0,0	0	0,0	3	27,3
	Total	**1**	**0,1**	**1**	**0,7**	**7**	**1,5**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**11**	**0,6**
Directeur général des élections	Homme	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Éducation	Femme	19	33,3	1	33,3	16	57,1	6	46,2	0	0,0	42	41,6
	Homme	38	66,7	2	66,7	12	42,9	7	53,8	0	0,0	59	58,4
	Total	**57**	**5,8**	**3**	**2,2**	**28**	**6,0**	**13**	**4,0**	**0**	**0,0**	**101**	**5,2**
Énergie et Ressources	Femme	4	6,3	1	12,5	5	27,8	4	40,0	0	0,0	14	14,1
	Homme	59	93,7	7	87,5	13	72,2	6	60,0	0	0,0	85	85,9
	Total	**63**	**6,4**	**8**	**5,8**	**18**	**3,8**	**10**	**3,0**	**0**	**0,0**	**99**	**5,1**
Environnement	Femme	1	10,0	0	0,0	3	42,9	2	40,0	0	0,0	6	21,4
	Homme	9	90,0	5	100,0	4	57,1	3	60,0	1	100,0	22	78,6
	Total	**10**	**1,0**	**5**	**3,6**	**7**	**1,5**	**5**	**1,5**	**1**	**11,1**	**28**	**1,5**
Finances	Femme	6	33,3	0	0,0	6	46,2	9	56,3	0	0,0	21	42,9
	Homme	12	66,7	2	100,0	7	53,8	7	43,8	0	0,0	28	57,1
	Total	**18**	**1,8**	**2**	**1,4**	**13**	**2,8**	**16**	**4,9**	**0**	**0,0**	**49**	**2,5**
Habitation et Protection du consommateur	Femme	1	5,6	0	0,0	1	20,0	1	20,0	0	0,0	3	9,4
	Homme	17	94,4	4	100,0	4	80,0	4	80,0	0	0,0	29	90,6
	Total	**18**	**1,8**	**4**	**2,9**	**5**	**1,1**	**5**	**1,5**	**0**	**0,0**	**32**	**1,7**
Industrie, Commerce et Tourisme	Femme	3	33,3	0	0,0	3	33,3	2	100,0	0	0,0	8	36,4
	Homme	6	66,7	2	100,0	6	66,7	0	0,0	0	0,0	14	63,6
	Total	**9**	**0,9**	**2**	**1,4**	**9**	**1,9**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**22**	**1,1**
Inspecteur général des institutions financières	Femme	3	75,0	0	0,0	1	25,0	2	40,0	0	0,0	6	46,2
	Homme	1	25,0	0	0,0	3	75,0	3	60,0	0	0,0	7	53,8
	Total	**4**	**0,4**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**5**	**1,5**	**0**	**0,0**	**13**	**0,7**
Justice	Femme	40	36,7	5	21,7	24	37,5	13	29,5	2	50,0	84	34,4
	Homme	69	63,3	18	78,3	40	62,5	31	70,5	2	50,0	160	65,6
	Total	**109**	**11,1**	**23**	**16,5**	**64**	**13,6**	**44**	**13,4**	**4**	**44,4**	**244**	**12,7**
Loisir, Chasse et Pêche	Femme	3	10,0	1	20,0	12	48,0	2	33,3	0	0,0	18	27,3
	Homme	27	90,0	4	80,0	13	52,0	4	66,7	0	0,0	48	72,7
	Total	**30**	**3,1**	**5**	**3,6**	**25**	**5,3**	**6**	**1,8**	**0**	**0,0**	**66**	**3,4**

Tableau 20 (suite)

Répartition des départs par ministère, sexe et raison du départ, 1984-1985

Ministère	Sexe	Retraite		Décès		Démission		Congédiement		Autre		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	Femme	12	24,0	0	0,0	20	55,6	15	62,5	0	0,0	47	41,6
	Homme	38	76,0	2	100,0	16	44,4	9	37,5	1	100,0	66	58,4
	Total	**50**	**5,1**	**2**	**1,4**	**36**	**7,7**	**24**	**7,3**	**1**	**11,1**	**113**	**5,9**
Office de la langue française	Femme	1	33,3	0	0,0	3	75,0	4	57,1	0	0,0	8	53,3
	Homme	2	66,7	1	100,0	1	25,0	3	42,9	0	0,0	7	46,7
	Total	**3**	**0,3**	**1**	**0,7**	**4**	**0,9**	**7**	**2,1**	**0**	**0,0**	**15**	**0,8**
Office de la protection du consommateur	Femme	0	0,0	0	0,0	3	75,0	3	50,0	0	0,0	6	54,5
	Homme	1	100,0	0	0,0	1	25,0	3	50,0	0	0,0	5	45,5
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**6**	**1,8**	**0**	**0,0**	**11**	**0,6**
Office de planification et de développement	Homme	2	100,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	100,0
	Total	**2**	**0,2**	**1**	**0,7**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**3**	**0,2**
Office des personnes handicapées	Femme	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	1	33,3
	Homme	0	0,0	0	0,0	1	100,0	1	50,0	0	0,0	2	66,7
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**3**	**0,2**
Office des professions du Québec	Femme	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	50,0
	Homme	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	1	50,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Office des ressources humaines	Femme	0	0,0	0	0,0	2	100,0	2	50,0	0	0,0	4	36,4
	Homme	5	100,0	0	0,0	0	0,0	2	50,0	0	0,0	7	63,6
	Total	**5**	**0,5**	**0**	**0,0**	**2**	**0,4**	**4**	**1,2**	**0**	**0,0**	**11**	**0,6**
Office des services de garde à l'enfance	Femme	0	0,0	0	0,0	2	100,0	0	0,0	0	0,0	2	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,4**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Office du crédit agricole du Québec	Homme	4	100,0	1	100,0	3	100,0	0	0,0	0	0,0	8	100,0
	Total	**4**	**0,4**	**1**	**0,7**	**3**	**0,6**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**8**	**0,4**
Régie des assurances agricoles du Québec	Homme	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	2	100,0
	Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Régie des entreprises de construction	Femme	0	0,0	0	0,0	1	50,0	0	0,0	0	0,0	1	16,7
	Homme	2	100,0	1	100,0	1	50,0	1	100,0	0	0,0	5	83,3
	Total	**2**	**0,2**	**1**	**0,7**	**2**	**0,4**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**6**	**0,3**
Régie des grains	Homme	0	0,0	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**
Régie des rentes du Québec	Femme	5	71,4	0	0,0	2	40,0	0	0,0	1	100,0	8	50,0
	Homme	2	28,6	0	0,0	3	60,0	3	100,0	0	0,0	8	50,0
	Total	**7**	**0,7**	**0**	**0,0**	**5**	**1,1**	**3**	**0,9**	**1**	**11,1**	**16**	**0,8**
Régie des services publics	Homme	0	0,0	0	0,0	1	100,0	1	100,0	0	0,0	2	100,0
	Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**
Régie du logement	Femme	0	0,0	0	0,0	5	83,3	5	83,3	0	0,0	10	71,4
	Homme	2	100,0	0	0,0	1	16,7	1	16,7	0	0,0	4	28,6
	Total	**2**	**0,2**	**0**	**0,0**	**6**	**1,3**	**6**	**1,8**	**0**	**0,0**	**14**	**0,7**
Relations internationales	Femme	3	42,9	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	50,0
	Homme	4	57,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	50,0
	Total	**7**	**0,7**	**1**	**0,7**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**8**	**0,4**
Revenu	Femme	31	33,3	1	7,7	21	46,7	23	69,7	0	0,0	76	41,3
	Homme	62	66,7	12	92,3	24	53,3	10	30,3	0	0,0	108	58,7
	Total	**93**	**9,5**	**13**	**9,4**	**45**	**9,6**	**33**	**10,0**	**0**	**0,0**	**184**	**9,6**

Tableau 20 (suite)

Répartition des départs par ministère, sexe et raison du départ, 1984-1985

Ministère	Sexe	Retraite		Décès		Démission		Congédiement		Autre		Total	
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Service des achats du gouvernement	Femme	2	40,0	0	0,0	1	100,0	1	100,0		0,0	4	50,0
	Homme	3	60,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	50,0
	Total	**5**	**0,5**	**1**	**0,7**	**1**	**0,2**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**8**	**0,4**
Société d'habitation	Femme	1	20,0	0	0,0	2	50,0	1	100,0	0	0,0	4	40,0
	Homme	4	80,0	0	0,0	2	50,0	0	0,0	0	0,0	6	60,0
	Total	**5**	**0,5**	**0**	**0,0**	**4**	**0,9**	**1**	**0,3**	**0**	**0,0**	**10**	**0,5**
Sureté du Québec	Femme	0	0,0	0	0,0	4	57,1	3	60,0	0	0,0	7	31,8
	Homme	9	100,0	1	100,0	3	42,9	2	40,0	0	0,0	15	68,2
	Total	**9**	**0,9**	**1**	**0,7**	**7**	**1,5**	**5**	**1,5**	**0**	**0,0**	**22**	**1,1**
Transports	Femme	15	6,0	2	5,0	8	26,7	5	21,7	0	0,0	30	8,7
	Homme	237	94,0	38	95,0	22	73,3	18	78,3	0	0,0	315	91,3
	Total	**252**	**25,8**	**40**	**28,8**	**30**	**6,4**	**23**	**7,0**	**0**	**0,0**	**345**	**17,9**
Travail	Femme	1	33,3	0	0,0	2	66,7	1	50,0	0	0,0	4	50,0
	Homme	2	66,7	0	0,0	1	33,3	1	50,0	0	0,0	4	50,0
	Total	**3**	**0,3**	**0**	**0,0**	**3**	**0,6**	**2**	**0,6**	**0**	**0,0**	**8**	**0,4**
Travaux publics et et approvisionnement	Femme	4	16,0	0	0,0	4	66,7	1	16,7	0	0,0	9	23,1
	Homme	21	84,0	2	100,0	2	33,3	5	83,3	0	0,0	30	76,9
	Total	**25**	**2,6**	**2**	**1,4**	**6**	**1,3**	**6**	**1,8**	**0**	**0,0**	**39**	**2,0**
Total	**Femme**	**197**	**20,1**	**17**	**12,2**	**217**	**46,3**	**156**	**47,4**	**3**	**33,3**	**590**	**30,7**
	Homme	**781**	**79,9**	**122**	**87,8**	**252**	**53,7**	**173**	**52,6**	**6**	**66,7**	**1 334**	**69,3**
	Total	**978**	**50,8**	**139**	**7,2**	**469**	**24,4**	**329**	**17,1**	**9**	**0,5**	**1 924**	**100,0**

Tableau 21

Distribution des mouvements par ministère et sexe, 1984-1985

			Mutation-arrivées				Mutation-départs							
			Ministères		Org. déc.		Ministères		Org. déc.		Promotions		Total	
Ministère		Sexe	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Affaires culturelles	010	Femme	36	56,3	3	75,0	25	59,5	11	55,0	0	0,0	75	56,8
		Homme	28	43,8	1	25,0	17	40,5	9	45,0	2	100,0	57	43,2
		Total	**64**	**3,6**	**4**	**1,5**	**42**	**2,4**	**20**	**8,0**	**2**	**0,4**	**132**	**2,9**
Affaires municipales	050	Femme	15	46,9	0	0,0	16	43,2	1	100,0	0	0,0	32	43,2
		Homme	17	53,1	1	100,0	21	56,8	0	0,0	3	100,0	42	56,8
		Total	**32**	**1,8**	**1**	**0,4**	**37**	**2,1**	**1**	**0,4**	**3**	**0,6**	**74**	**1,6**
Affaires sociales	060	Femme	10	35,7	3	33,3	29	48,3	2	66,7	3	37,5	47	43,5
		Homme	18	64,3	6	66,7	31	51,7	1	33,3	5	62,5	61	56,5
		Total	**28**	**1,6**	**9**	**3,4**	**60**	**3,4**	**3**	**1,2**	**8**	**1,6**	**108**	**2,4**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	080	Femme	20	43,5	0	0,0	21	58,3	5	62,5	2	8,7	48	42,5
		Homme	26	56,5	0	0,0	15	41,7	3	37,5	21	91,3	65	57,5
		Total	**46**	**2,6**	**0**	**0,0**	**36**	**2,0**	**8**	**3,2**	**23**	**4,5**	**113**	**2,5**
Assemblée nationale	370	Femme	8	32,0	1	100,0	13	65,0	2	66,7	2	100,0	26	51,0
		Homme	17	68,0	0	0,0	7	35,0	1	33,3	0	0,0	25	49,0
		Total	**25**	**1,4**	**1**	**0,4**	**20**	**1,1**	**3**	**1,2**	**2**	**0,4**	**51**	**1,1**
Bureau du vérificateur général du Québec	374	Femme	3	75,0	0	0,0	4	50,0	0	0,0	0	0,0	7	46,7
		Homme	1	25,0	0	0,0	4	50,0	0	0,0	3	100,0	8	53,3
		Total	**4**	**0,2**	**0**	**0,0**	**8**	**0,5**	**0**	**0,0**	**3**	**0,6**	**15**	**0,3**

Tableau 21 (suite)

Distribution des mouvements par ministère et sexe, 1984-1985

Ministère		Sexe	Mutation-arrivées Ministères Nombre	%	Mutation-arrivées Org. déc. Nombre	%	Mutation-départs Ministères Nombre	%	Mutation-départs Org. déc. Nombre	%	Promotions Nombre	%	Total Nombre	%
Commerce extérieur	920	Femme	9	47,4	0	0,0	8	53,3	1	50,0	0	0,0	18	48,6
		Homme	10	52,6	0	0,0	7	46,7	1	50,0	1	100,0	19	51,4
		Total	**19**	**1,1**	**0**	**0,0**	**15**	**0,9**	**2**	**0,8**	**1**	**0,2**	**37**	**0,8**
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	240	Femme	5	27,8	0	0,0	8	57,1	4	44,4	0	0,0	17	35,4
		Homme	13	72,2	3	100,0	6	42,9	5	55,6	4	100,0	31	64,6
		Total	**18**	**1,0**	**3**	**1,1**	**14**	**0,8**	**9**	**3,6**	**4**	**0,8**	**48**	**1,1**
Commission d'accès à l'information	408	Femme	6	75,0	2	66,7	2	100,0	0	0,0	1	50,0	11	73,3
		Homme	2	25,0	1	33,3	0	0,0	0	0,0	1	50,0	4	26,7
		Total	**8**	**0,5**	**3**	**1,1**	**2**	**0,1**	**0**	**0,0**	**2**	**0,4**	**15**	**0,3**
Commission de la fonction publique	430	Femme	3	60,0	0	0,0	3	75,0	0	0,0	0	0,0	6	60,0
		Homme	2	40,0	0	0,0	1	25,0	1	100,0	0	0,0	4	40,0
		Total	**5**	**0,3**	**0**	**0,0**	**4**	**0,2**	**1**	**0,4**	**0**	**0,0**	**10**	**0,2**
Commission de protection du territoire agricole	328	Femme	14	82,4	2	100,0	11	73,3	3	100,0	5	100,0	35	83,3
		Homme	3	17,6	0	0,0	4	26,7	0	0,0	0	0,0	7	16,7
		Total	**17**	**1,0**	**2**	**0,7**	**15**	**0,9**	**3**	**1,2**	**5**	**1,0**	**42**	**0,9**
Commission de surveillance de la langue française	680	Femme	2	66,7	0	0,0	4	100,0	0	0,0	0	0,0	6	85,7
		Homme	1	33,3	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	14,3
		Total	**3**	**0,2**	**0**	**0,0**	**4**	**0,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**7**	**0,2**
Commission des affaires sociales	423	Femme	7	77,8	0	0,0	1	100,0	0	0,0	0	0,0	8	80,0
		Homme	2	22,2	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	2	20,0
		Total	**9**	**0,5**	**0**	**0,0**	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**10**	**0,2**
Commission des transports	830	Femme	5	100,0	1	100,0	8	80,0	3	100,0	2	66,7	19	86,4
		Homme	0	0,0	0	0,0	2	20,0	0	0,0	1	33,3	3	13,6
		Total	**5**	**0,3**	**1**	**0,4**	**10**	**0,6**	**3**	**1,2**	**3**	**0,6**	**22**	**0,5**
Commission des valeurs mobilières du Québec	404	Femme	4	66,7	0	0,0	3	50,0	0	0,0	1	25,0	8	50,0
		Homme	2	33,3	0	0,0	3	50,0	0	0,0	3	75,0	8	50,0
		Total	**6**	**0,3**	**0**	**0,0**	**6**	**0,3**	**0**	**0,0**	**4**	**0,8**	**16**	**0,4**
Communautés culturelles et Immigration	300	Femme	14	66,7	3	100,0	7	63,6	6	100,0	0	0,0	30	73,2
		Homme	7	33,3	0	0,0	4	36,4	0	0,0	0	0,0	11	26,8
		Total	**21**	**1,2**	**3**	**1,1**	**11**	**0,6**	**6**	**2,4**	**0**	**0,0**	**41**	**0,9**
Communications	150	Femme	38	44,7	17	63,0	43	55,8	5	45,5	4	40,0	107	51,0
		Homme	47	55,3	10	37,0	34	44,2	6	54,5	6	60,0	103	49,0
		Total	**85**	**4,8**	**27**	**10,1**	**77**	**4,4**	**11**	**4,4**	**10**	**2,0**	**210**	**4,6**
Conseil de la langue française	690	Homme	3	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	3	100,0
		Total	**3**	**0,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**3**	**0,1**
Conseil du statut de la femme	660	Femme	7	100,0	2	100,0	9	100,0	1	100,0	1	100,0	20	100,0
		Total	**7**	**0,4**	**2**	**0,7**	**9**	**0,5**	**1**	**0,4**	**1**	**0,2**	**20**	**0,4**
Conseil du trésor	160	Femme	14	37,8	3	50,0	8	25,8	2	40,0	0	0,0	27	32,9
		Homme	23	62,2	3	50,0	23	74,2	3	60,0	3	100,0	55	67,1
		Total	**37**	**2,1**	**6**	**2,2**	**31**	**1,8**	**5**	**2,0**	**3**	**0,6**	**82**	**1,8**
Conseil exécutif	140	Femme	16	39,0	1	33,3	19	50,0	1	50,0	1	16,7	38	42,2
		Homme	25	61,0	2	66,7	19	50,0	1	50,0	5	83,3	52	57,8
		Total	**41**	**2,3**	**3**	**1,1**	**38**	**2,2**	**2**	**0,8**	**6**	**1,2**	**90**	**2,0**
Curatelle publique du Québec	560	Femme	7	70,0	2	100,0	7	87,5	2	100,0	0	0,0	18	75,0
		Homme	3	30,0	0	0,0	1	12,5	0	0,0	2	100,0	6	25,0
		Total	**10**	**0,6**	**2**	**0,7**	**8**	**0,5**	**2**	**0,8**	**2**	**0,4**	**24**	**0,5**

Tableau 21 (suite)

Distribution des mouvements par ministère et sexe, 1984-1985

Ministère		Sexe	Mutation-arrivées: Ministères Nombre	%	Mutation-arrivées: Org. déc. Nombre	%	Mutation-départs: Ministères Nombre	%	Mutation-départs: Org. déc. Nombre	%	Promotions Nombre	%	Total Nombre	%
Directeur général des élections	630	Femme	7	41,2	1	100,0	8	72,7	0	0,0	1	100,0	17	56,7
		Homme	10	58,8	0	0,0	3	27,3	0	0,0	0	0,0	13	43,3
		Total	**17**	**1,0**	**1**	**0,4**	**11**	**0,6**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**30**	**0,7**
Éducation	350	Femme	24	47,1	3	30,0	69	57,0	5	50,0	2	14,3	103	50,0
		Homme	27	52,9	7	70,0	52	43,0	5	50,0	12	85,7	103	50,0
		Total	**51**	**2,9**	**10**	**3,7**	**121**	**6,9**	**10**	**4,0**	**14**	**2,8**	**206**	**4,5**
Énergie et Ressources	600	Femme	29	47,5	1	25,0	26	49,1	4	40,0	2	25,0	62	45,6
		Homme	32	52,5	3	75,0	27	50,9	6	60,0	6	75,0	74	54,4
		Total	**61**	**3,5**	**4**	**1,5**	**53**	**3,0**	**10**	**4,0**	**8**	**1,6**	**136**	**3,0**
Environnement	380	Femme	10	58,8	2	33,3	9	25,0	2	50,0	2	40,0	25	36,8
		Homme	7	41,2	4	66,7	27	75,0	2	50,0	3	60,0	43	63,2
		Total	**17**	**1,0**	**6**	**2,2**	**36**	**2,0**	**4**	**1,6**	**5**	**1,0**	**68**	**1,5**
Finances	210	Femme	16	33,3	4	36,4	25	40,3	8	53,3	3	13,6	56	35,4
		Homme	32	66,7	7	63,6	37	59,7	7	46,7	19	86,4	102	64,6
		Total	**48**	**2,7**	**11**	**4,1**	**62**	**3,5**	**15**	**6,0**	**22**	**4,3**	**158**	**3,5**
Habitation et Protection du consommateur	061	Femme	16	55,2	3	100,0	15	78,9	0	0,0	0	0,0	34	63,0
		Homme	13	44,8	0	0,0	4	21,1	3	100,0	0	0,0	20	37,0
		Total	**29**	**1,6**	**3**	**1,1**	**19**	**1,1**	**3**	**1,2**	**0**	**0,0**	**54**	**1,2**
Industrie, Commerce et Tourisme	280	Femme	49	62,0	11	61,1	15	46,9	1	100,0	2	40,0	78	57,8
		Homme	30	38,0	7	38,9	17	53,1	0	0,0	3	60,0	57	42,2
		Total	**79**	**4,5**	**18**	**6,7**	**32**	**1,8**	**1**	**0,4**	**5**	**1,0**	**135**	**3,0**
Inspecteur général des institutions financières	369	Femme	12	48,0	3	75,0	11	34,4	1	25,0	0	0,0	27	41,5
		Homme	13	52,0	1	25,0	21	65,6	3	75,0	0	0,0	38	58,5
		Total	**25**	**1,4**	**4**	**1,5**	**32**	**1,8**	**4**	**1,6**	**0**	**0,0**	**65**	**1,4**
Justice	400	Femme	80	48,5	11	50,0	73	58,9	12	44,4	15	48,4	191	51,8
		Homme	85	51,5	11	50,0	51	41,1	15	55,6	16	51,6	178	48,2
		Total	**165**	**9,4**	**22**	**8,2**	**124**	**7,0**	**27**	**10,8**	**31**	**6,1**	**369**	**8,1**
Loisir, Chasse et Pêche	120	Femme	26	38,8	1	33,3	27	56,3	2	50,0	3	20,0	59	43,1
		Homme	41	61,2	2	66,7	21	43,8	2	50,0	12	80,0	78	56,9
		Total	**67**	**3,8**	**3**	**1,1**	**48**	**2,7**	**4**	**1,6**	**15**	**2,9**	**137**	**3,0**
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	700	Femme	101	62,7	14	37,8	77	65,8	13	65,0	54	71,1	259	63,0
		Homme	60	37,3	23	62,2	40	34,2	7	35,0	22	28,9	152	37,0
		Total	**161**	**9,2**	**37**	**13,8**	**117**	**6,7**	**20**	**8,0**	**76**	**14,9**	**411**	**9,0**
Office de la langue française	710	Femme	16	66,7	2	100,0	18	52,9	3	50,0	2	100,0	41	60,3
		Homme	8	33,3	0	0,0	16	47,1	3	50,0	0	0,0	27	39,7
		Total	**24**	**1,4**	**2**	**0,7**	**34**	**1,9**	**6**	**2,4**	**2**	**0,4**	**68**	**1,5**
Office de la protection du consommateur	344	Femme	19	67,9	2	100,0	18	60,0	2	50,0	6	66,7	47	64,4
		Homme	9	32,1	0	0,0	12	40,0	2	50,0	3	33,3	26	35,6
		Total	**28**	**1,6**	**2**	**0,7**	**30**	**1,7**	**4**	**1,6**	**9**	**1,8**	**73**	**1,6**
Office de planification et de développement	640	Femme	2	28,6	0	0,0	7	36,8	0	0,0	1	100,0	10	35,7
		Homme	5	71,4	1	100,0	12	63,2	0	0,0	0	0,0	18	64,3
		Total	**7**	**0,4**	**1**	**0,4**	**19**	**1,1**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**28**	**0,6**
Office des personnes handicapées du Québec	538	Femme	7	70,0	2	100,0	1	25,0	1	50,0	3	100,0	14	66,7
		Homme	3	30,0	0	0,0	3	75,0	1	50,0	0	0,0	7	33,3
		Total	**10**	**0,6**	**2**	**0,7**	**4**	**0,2**	**2**	**0,8**	**3**	**0,6**	**21**	**0,5**

Tableau 21 (suite)

Distribution des mouvements par ministère et sexe, 1984-1985

Ministère		Sexe	Mutation-arrivées Ministères Nombre	%	Org. déc. Nombre	%	Mutation-départs Ministères Nombre	%	Org. déc. Nombre	%	Promotions Nombre	%	Total Nombre	%
Office des professions du Québec	360	Femme	2	33,3	2	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	4	30,8
		Homme	4	66,7	0	0,0	3	100,0	1	100,0	1	100,0	9	69,2
		Total	**6**	**0,3**	**2**	**0,7**	**3**	**0,2**	**1**	**0,4**	**1**	**0,2**	**13**	**0,3**
Office des ressources humaines	342	Femme	25	55,6	2	25,0	22	36,1	2	50,0	1	25,0	52	42,6
		Homme	20	44,4	6	75,0	39	63,9	2	50,0	3	75,0	70	57,4
		Total	**45**	**2,6**	**8**	**3,0**	**61**	**3,5**	**4**	**1,6**	**4**	**0,8**	**122**	**2,7**
Office des services de garde à l'enfance	431	Femme	5	62,5	5	83,3	1	50,0	0	0,0	0	0,0	11	64,7
		Homme	3	37,5	1	16,7	1	50,0	0	0,0	1	100,0	6	35,3
		Total	**8**	**0,5**	**6**	**2,2**	**2**	**0,1**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**17**	**0,4**
Office du crédit agricole du Québec	100	Femme	1	25,0	0	0,0	1	33,3	0	0,0	0	0,0	2	25,0
		Homme	3	75,0	1	100,0	2	66,7	0	0,0	0	0,0	6	75,0
		Total	**4**	**0,2**	**1**	**0,4**	**3**	**0,2**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**8**	**0,2**
Office du recrutement et de la sélection du personnel	450	Femme	0	0,0	0	0,0	2	25,0	0	0,0	0	0,0	2	25,0
		Homme	0	0,0	0	0,0	6	75,0	0	0,0	0	0,0	6	75,0
		Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**8**	**0,5**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**8**	**0,2**
Protecteur du citoyen	295	Homme	1	100,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	100,0
		Total	**1**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**1**	**0,0**
Régie des assurances agricoles du Québec	090	Femme	6	85,7	1	33,3	8	80,0	0	0,0	0	0,0	15	62,5
		Homme	1	14,3	2	66,7	2	20,0	1	100,0	3	100,0	9	37,5
		Total	**7**	**0,4**	**3**	**1,1**	**10**	**0,6**	**1**	**0,4**	**3**	**0,6**	**24**	**0,5**
Régie des entreprises de construction du Québec	366	Femme	7	53,8	2	100,0	4	50,0	0	0,0	1	50,0	14	53,8
		Homme	6	46,2	0	0,0	4	50,0	1	100,0	1	50,0	12	46,2
		Total	**13**	**0,7**	**2**	**0,7**	**8**	**0,5**	**1**	**0,4**	**2**	**0,4**	**26**	**0,6**
Régie des grains	384	Homme	0	0,0	0	0,0	2	100,0	0	0,0	0	0,0	2	100,0
		Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,1**	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**2**	**0,0**
Régie des services publics	130	Femme	0	0,0	0	0,0	10	76,9	0	0,0	0	0,0	10	71,4
		Homme	0	0,0	0	0,0	3	23,1	1	100,0	0	0,0	4	28,6
		Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**13**	**0,7**	**1**	**0,4**	**0**	**0,0**	**14**	**0,3**
Régie du logement	510	Femme	12	63,2	3	100,0	15	57,7	3	75,0	1	100,0	34	64,2
		Homme	7	36,8	0	0,0	11	42,3	1	25,0	0	0,0	19	35,8
		Total	**19**	**1,1**	**3**	**1,1**	**26**	**1,5**	**4**	**1,6**	**1**	**0,2**	**53**	**1,2**
Relations internationales	030	Femme	28	47,5	1	50,0	12	41,4	0	0,0	2	22,2	43	43,4
		Homme	31	52,5	1	50,0	17	58,6	0	0,0	7	77,8	56	56,6
		Total	**59**	**3,4**	**2**	**0,7**	**29**	**1,6**	**0**	**0,0**	**9**	**1,8**	**99**	**2,2**
Revenu	440	Femme	51	52,0	14	60,9	67	56,8	22	73,3	40	30,5	194	48,5
		Homme	47	48,0	9	39,1	51	43,2	8	26,7	91	69,5	206	51,5
		Total	**98**	**5,6**	**23**	**8,6**	**118**	**6,7**	**30**	**12,0**	**131**	**25,7**	**400**	**8,8**
Science et Technologie	068	Femme	15	53,6	0	0,0	4	66,7	0	0,0	0	0,0	19	54,3
		Homme	13	46,4	0	0,0	2	33,3	0	0,0	1	100,0	16	45,7
		Total	**28**	**1,6**	**0**	**0,0**	**6**	**0,3**	**0**	**0,0**	**1**	**0,2**	**35**	**0,8**
Service des achats du gouvernement	348	Femme	8	61,5	0	0,0	3	50,0	1	100,0	0	0,0	12	60,0
		Homme	5	38,5	0	0,0	3	50,0	0	0,0	0	0,0	8	40,0
		Total	**13**	**0,7**	**0**	**0,0**	**6**	**0,3**	**1**	**0,4**	**0**	**0,0**	**20**	**0,4**
Société d'habitation du Québec	730	Femme	9	36,0	0	0,0	8	50,0	1	100,0	0	0,0	18	40,9
		Homme	16	64,0	0	0,0	8	50,0	0	0,0	2	100,0	26	59,1
		Total	**25**	**1,4**	**0**	**0,0**	**16**	**0,9**	**1**	**0,4**	**2**	**0,4**	**44**	**1,0**

Tableau 21 (suite)

Distribution des mouvements par ministère et sexe, 1984-1985

Ministère		Sexe	Mutation-arrivées Ministères Nombre	%	Mutation-arrivées Org. déc. Nombre	%	Mutation-départs Ministères Nombre	%	Mutation-départs Org. déc. Nombre	%	Promotions Nombre	%	Total Nombre	%
	390	Femme	30	83,3	3	60,0	19	79,2	3	60,0	2	50,0	57	77,0
Sûreté du Québec		Homme	6	16,7	2	40,0	5	20,8	2	40,0	2	50,0	17	23,0
		Total	**36**	**2,0**	**5**	**1,9**	**24**	**1,4**	**5**	**2,0**	**4**	**0,8**	**74**	**1,6**
	850	Femme	45	49,5	4	36,4	41	52,6	5	71,4	12	17,1	107	41,6
Transports		Homme	46	50,5	7	63,6	37	47,4	2	28,6	58	82,9	150	58,4
		Total	**91**	**5,2**	**11**	**4,1**	**78**	**4,4**	**7**	**2,8**	**70**	**13,8**	**257**	**5,7**
	075	Femme	9	37,5	4	44,4	7	53,8	1	50,0	1	16,7	22	40,7
Travail		Homme	15	62,5	5	55,6	6	46,2	1	50,0	5	83,3	32	59,3
		Total	**24**	**1,4**	**9**	**3,4**	**13**	**0,7**	**2**	**0,8**	**6**	**1,2**	**54**	**1,2**
Travaux publics et	750	Femme	0	0,0	0	0,0	38	26,6	1	100,0	0	0,0	39	27,1
Approvisionnement		Homme	0	0,0	0	0,0	105	73,4	0	0,0	0	0,0	105	72,9
		Total	**0**	**0,0**	**0**	**0,0**	**143**	**8,1**	**1**	**0,4**	**0**	**0,0**	**144**	**3,2**
	999	**Femme**	**910**	**51,7**	**141**	**52,6**	**910**	**51,7**	**142**	**57,0**	**178**	**35,0**	**2 281**	**50,2**
Total		**Homme**	**849**	**48,3**	**127**	**47,4**	**849**	**48,3**	**107**	**43,0**	**331**	**65,0**	**2 263**	**49,8**
		Total	**1 759**	**100,0**	**268**	**100,0**	**1 759**	**100,0**	**249**	**100,0**	**509**	**100,0**	**4 544**	**100,0**

Tableau 22

Distribution des mouvements par catégorie d'emploi et sexe, 1984-1985

Catégorie d'emploi	Sexe	Mutation-arrivées Ministères Nombre	%	Mutation-arrivées Org. déc. Nombre	%	Mutation-départs Ministères Nombre	%	Mutation-départs Org. déc. Nombre	%	Promotions Nombre	%	Total Nombre	%
	Femme	2	8,3	0	0,0	2	8,3	0	0,0	1	10,0	5	8,5
001 Personnel hors-cadres	Homme	22	91,7	1	100,0	22	91,7	0	0,0	9	90,0	54	91,5
	Total	**24**	**1,4**	**1**	**0,4**	**24**	**1,4**	**0**	**0,0**	**10**	**2,0**	**59**	**1,3**
	Femme	13	11,0	1	7,7	13	11,0	2	25,0	12	8,6	41	10,4
002 Cadres supérieurs	Homme	105	89,0	12	92,3	105	89,0	6	75,0	127	91,4	355	89,6
	Total	**118**	**6,7**	**13**	**4,9**	**118**	**6,7**	**8**	**3,2**	**139**	**27,3**	**396**	**8,7**
	Femme	6	33,3	1	20,0	6	33,3	1	50,0	4	12,1	18	23,7
003 Personnel de maîtrise	Homme	12	66,7	4	80,0	12	66,7	1	50,0	29	87,9	58	76,3
	Total	**18**	**1,0**	**5**	**1,9**	**18**	**1,0**	**2**	**0,8**	**33**	**6,7**	**76**	**1,7**
	Femme	174	27,8	36	34,0	174	27,8	15	19,5	46	32,4	445	28,2
004 Professionnels	Homme	452	72,2	70	66,0	451	72,2	62	80,5	96	67,6	1 131	71,8
	Total	**626**	**35,6**	**106**	**39,6**	**625**	**35,5**	**77**	**30,9**	**142**	**27,9**	**1 576**	**34,7**
005 Personnel bureau,	Femme	715	79,5	103	72,0	715	79,4	124	78,5	115	71,4	1 772	78,4
techniciens et assimilés	Homme	184	20,5	40	28,0	185	20,6	34	21,5	46	28,6	489	21,6
	Total	**899**	**51,1**	**143**	**53,4**	**900**	**51,2**	**158**	**63,5**	**161**	**31,6**	**2 261**	**49,8**
006 Agents de la paix	Homme	38	100,0	0	0,0	38	100,0	1	100,0	0	0,0	77	100,0
	Total	**38**	**2,2**	**0**	**0,0**	**38**	**2,2**	**1**	**0,4**	**0**	**0,0**	**77**	**1,7**
007 Ouvriers	Homme	36	100,0	0	0,0	36	100,0	3	100,0	24	100,0	99	100,0
	Total	**36**	**2,0**	**0**	**0,0**	**36**	**2,0**	**3**	**1,2**	**24**	**4,7**	**99**	**2,2**
	Femme	**910**	**51,7**	**141**	**52,6**	**910**	**51,7**	**142**	**57,0**	**178**	**35,0**	**2 281**	**50,2**
099 Ensemble des effectifs	**Homme**	**849**	**48,3**	**127**	**47,4**	**849**	**48,3**	**107**	**43,0**	**331**	**65,0**	**2 263**	**49,8**
	Total	**1 759**	**100,0**	**268**	**100,0**	**1 759**	**100,0**	**249**	**100,0**	**509**	**100,0**	**4 544**	**100,0**

Tableau 23

Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel selon la catégorie et le sexe, 1984-1985

Catégorie d'emploi	Femmes Nombre	%	Hommes Nombre	%	Total Nombre	%
004 Professionnels	1 255	8,1	1 527	8,0	2 782	8,0
005 Personnel bureau, techniciens et assimilés	10 344	66,7	5 005	26,1	15 349	44,2
006 Agents de la paix	83	0,5	448	2,3	531	1,5
007 Ouvriers	1 357	8,8	9 578	49,9	10 935	31,5
008 Autres	2 459	15,9	2 649	13,8	5 108	14,7
099 Ensemble des effectifs	**15 498**	**44,7**	**19 207**	**55,3**	**34 705**	**100,0**

• Entrées en fonction: nombre d'employés nouvellement recrutés.

Tableau 24

Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel selon le ministère, 1984-1985

Ministère	Avec droit rappel Nombre	%	Sans droit rappel Nombre	%	Total Nombre	%
Affaires culturelles	34	0,3	761	3,1	795	2,3
Affaires municipales	2	0,0	148	0,6	150	0,4
Affaires sociales	0	0,0	203	0,8	203	0,6
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	641	6,2	1 255	5,1	1 896	5,5
Assemblée nationale	0	0,0	359	1,5	359	1,0
Bureau du vérificateur général du Québec	0	0,0	12	0,0	12	0,0
Commerce extérieur	0	0,0	17	0,1	17	0,0
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	0	0,0	77	0,3	77	0,2
Commission d'accès à l'information	0	0,0	11	0,0	11	0,0
Commission de la fonction publique	0	0,0	3	0,0	3	0,0
Commission de la santé et de la sécurité du travail	0	0,0	193	0,8	193	0,6
Commission de protection du territoire agricole du Québec	0	0,0	77	0,3	77	0,2
Commission de surveillance de la langue française	0	0,0	6	0,0	6	0,0
Commission des affaires sociales	0	0,0	66	0,3	66	0,2
Commission des normes du travail	6	0,1	37	0,2	43	0,1
Commission des transports	0	0,0	17	0,1	17	0,0
Commission des valeurs mobilières du Québec	0	0,0	23	0,1	23	0,1
Communautés culturelles et Immigration	0	0,0	571	2,3	571	1,6
Communications	4	0,0	343	1,4	347	1,0
Conseil de la langue française	0	0,0	7	0,0	7	0,0
Conseil du statut de la femme	0	0,0	40	0,2	40	0,1
Conseil du trésor	0	0,0	36	0,1	36	0,1
Conseil exécutif	48	0,5	361	1,5	409	1,2
Curatelle publique du Québec	2	0,0	47	0,2	49	0,1
Directeur général des élections	0	0,0	196	0,8	196	0,6
Éducation	190	1,9	652	2,7	842	2,4
Énergie et Ressources	1 080	10,5	4 487	18,4	5 567	16,0

Tableau 24 (suite)

Répartition des entrées en fonction du personnel occasionnel selon le ministère, 1984-1985

Ministère	Avec droit rappel Nombre	%	Sans droit rappel Nombre	%	Total Nombre	%
Environnement	48	0,5	588	2,4	636	1,8
Financement forestier O.C.A.Q.	0	0,0	2	0,0	2	0,0
Finances	12	0,1	102	0,4	114	0,3
Habitation et Protection du consommateur	0	0,0	150	0,6	150	0,4
Industrie, Commerce et Tourisme	74	0,7	662	2,7	736	2,1
Inspecteur général des institutions financières	13	0,1	48	0,2	61	0,2
Justice	1	0,0	2 011	8,2	2 012	5,8
Loisir, Chasse et Pêche	1 783	17,4	2 025	8,3	3 808	11,0
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	84	0,8	2 702	11,1	2 786	8,0
Office de la langue française	21	0,2	63	0,3	84	0,2
Office de la protection du consommateur	0	0,0	43	0,2	43	0,1
Office de planification et de développement du Québec	0	0,0	94	0,4	94	0,3
Office des personnes handicapées du Québec	2	0,0	164	0,7	166	0,5
Office des professions du Québec	0	0,0	15	0,1	15	0,0
Office des ressources humaines	1	0,0	47	0,2	48	0,1
Office des services de garde à l'enfance	1	0,0	13	0,1	14	0,0
Office du crédit agricole du Québec	0	0,0	67	0,3	67	0,2
Régie de l'assurance automobile du Québec	403	3,9	212	0,9	615	1,8
Régie de l'assurance-maladie du Québec	0	0,0	70	0,3	70	0,2
Régie des assurances agricoles du Québec	26	0,3	39	0,2	65	0,2
Régie des entreprises de construction du Québec	0	0,0	75	0,3	75	0,2
Régie des grains	2	0,0	10	0,0	12	0,0
Régie des rentes du Québec	1	0,0	135	0,6	136	0,4
Régie des services publics	0	0,0	5	0,0	5	0,0
Régie du logement	50	0,5	31	0,1	81	0,2
Relations internationales	0	0,0	141	0,6	141	0,4
Revenu	1 599	15,6	1 834	7,5	3 433	9,9
Science et Technologie	3	0,0	52	0,2	55	0,2
Service des achats du gouvernement	0	0,0	25	0,1	25	0,1
Société d'habitation du Québec	0	0,0	184	0,8	184	0,5
Sûreté du Québec	0	0,0	225	0,9	225	0,6
Transports	4 123	40,2	2 406	9,8	6 529	18,8
Travail	0	0,0	87	0,4	87	0,3
Travaux publics et Approvisionnement	8	0,1	111	0,5	119	0,3
Total	**10 262**	**29,6**	**24 443**	**70,4**	**34 705**	**100,0**

- Entrées en fonction: Nombre d'employés nouvellement recrutés dans la fonction publique.

- Personnel occasionnel avec droit de rappel: celui qui, après un premier engagement dans un emploi de nature cyclique de trois mois ou plus, est inscrit sur une liste de rappel et est susceptible d'être réembauché l'année suivante pour le même emploi et ce, selon un ordre déterminé par la durée de service antérieur.

Tableau 25

Utilisation du personnel occasionnel selon le ministère ou l'organisme, 1984-1985

Ministère/organisme	Années-personnes utilisées
Affaires culturelles	248,86
Affaires municipales	82,13
Affaires sociales	46,54
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	643,00
Assemblée nationale	129,42
Bureau du vérificateur général du Québec	2,37
Commerce extérieur	9,21
Commission administrative des régimes de retraire et d'assurances	24,33
Commission d'accès à l'information	7,12
Commission d'appel de francisation des entreprises	—
Commission de la fonction publique	1,62
Commission de la santé et la sécurité au travail	163,16
Commission de protection du territoire agricole du Québec	37,00
Commission de surveillance de la langue française	3,50
Commission des affaires sociales	19,18
Commission des normes du travail	43,44
Commission des transports	12,28
Commission des valeurs mobilières du Québec	11,60
Communautés culturelles et Immigration	164,88
Communications	127,60
Conseil de la langue française	3,00
Conseil du statut de la femme	12,70
Conseil du trésor	14,25
Conseil exécutif	126,70
Curatelle publique du Québec	15,16
Directeur général des élections	28,00
Éducation	318,42
Énergie et Ressources	1 450,60
Environnement	191,00
Financement forestier	1,00
Finances	62,91
Habitation et Protection du consommateur	67,10
Industrie, Commerce et Tourisme	247,92
Inspecteur général des institutions financières	30,90
Justice	853,00
Loisir, Chasse et Pêche	1 168,45
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	1 375,04
Office de la langue française	31,67
Office de la protection du consommateur	27,17

Tableau 25 (suite)

Utilisation du personnel occasionnel selon le ministère ou l'organisme, 1984-1985

Ministère/organisme	Années-personnes utilisées
Office de planification et de développement du Québec	106,94
Office des personnes handicapées du Québec	56,04
Office des professions du Québec	3,75
Office des ressources humaines	25,00
Office des services de garde à l'enfance	10,40
Office du crédit agricole du Québec	31,30
Régie de l'assurance-automobile du Québec	478,97
Régie de l'assurance-maladie du Québec	76,92
Régie des assurances agricoles du Québec	29,51
Régie des entreprises de construction du Québec	25,82
Régie des grains	1,00
Régie des rentes du Québec	104,08
Régie des services publics	1,77
Régie du logement	47,38
Relations internationales	39,10
Revenu	1 147,22
Science et Technologie	28,08
Service des achats du gouvernement	6,30
Société d'habitation du Québec	149,07
Sûreté du Québec	97,89
Transports	2 659,51
Travail	18,20
Travaux publics et Approvisionnement	—
Total	**12 946,48**

Tableau 26

Répartition des effectifs du personnel saisonnier selon le ministère et la catégorie, 31 mars 1985

Ministère	Agents paix		Ouvriers		Autres		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	0	0,0	16	6,9	0	0,0	16	6,8
Énergie et Ressources	0	0,0	41	17,6	0	0,0	41	17,4
Loisir, Chasse et Pêche	3	100,0	47	20,2	0	0,0	50	21,2
Transports	0	0,0	129	55,4	0	0,0	129	54,7
Total	**3**	**1,3**	**233**	**98,7**	**0**	**0,0**	**236**	**100,0**

Annexe 1

Décret 2658-84, 5 décembre 1984

Loi sur la fonction publique
(1983, c. 85)

Regroupement par niveau des personnes aptes à un concours

Concernant le Règlement sur le regroupement par niveau des personnes déclarées aptes à un concours

Attendu qu'en vertu du paragraphe 5 de l'article 103 de la Loi sur la fonction publique (1983, c. 55), l'Office des ressources humaines détermine par règlement les normes relatives au regroupement par niveau des candidats déclarés aptes à un concours;

Attendu que, conformément au premier alinéa de l'article 104 de cette loi, l'Office des ressources humaines a fait publier à la Gazette officielle du Québec, le 19 septembre 1984, le Règlement sur le regroupement par niveau des candidats déclarés aptes à un concours, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivants cet avis il pourra l'adopter avec ou sans modification puis le soumettre pour approbation au Gouvernement.

Attendu que l'Office des ressources humaines a adopté, avec modifications, le Règlement sur le regroupement par niveau des personnes déclarées aptes à un concours;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver ce règlement tel qu'il apparaît en annexe du présent décret.

Il est ordonné, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des dispositions de la Loi sur la fonction publique relatives à l'Office des ressources humaines:

Que le règlement en annexe du présent décret soit approuvé sous le titre: Règlement sur le regroupement par niveau des personnes déclarées aptes à un concours.

Le greffier du Conseil exécutif,
Louis Bernard

Règlement sur le regroupement par niveau des personnes déclarées aptes à un concours

Loi sur la fonction publique
(1983, c. 55, a. 103, par. 5°)

Section I

Champ d'application

1. Le présent règlement s'applique aux concours tenus en vertu de la Loi sur la fonction publique (1983, c. 55).

Section II

Constitution des niveaux

2. Les personnes aptes sont regroupées par niveau dans une liste de déclaration d'aptitudes selon les résultats obtenus à la suite de leur évaluation.

3. Chaque niveau regroupe les personnes dont le résultat se situe dans un écart de 10 % de la valeur totale de la procédure d'évaluation sans toutefois regrouper plus de dix personnes. Cependant, une personne qui a obtenu un résultat égal au résultat le moins élevé d'un niveau est regroupée dans celui-ci.

Le premier niveau s'établit à partir du meilleur résultat obtenu par une personne à la procédure d'évaluation. Le niveau inférieur s'établit à partir du résultat le plus élevé qui ne se situe pas dans le niveau précédent.

4. La personne est informée par écrit du niveau dans lequel elle se situe.

Section III

Dispositions finales

5. Le présent règlement remplace la Section IX comprenant les articles 42 à 44 du Règlement concernant la tenue de concours en vue du recrutement et de la promotion dans la fonction publique approuvé par le C.T. 137607 du 23 février 1982.

6. Le présent règlement entre en vigueur le 1er février 1985.

Annexe 2

Décret 2659-84, 5 décembre 1984

Loi sur la fonction publique
(1983, c. 55)

Promotion sans concours

Concernant le Règlement sur la promotion sans concours

Attendu qu'en vertu du paragraphe 7 de l'article 103 de la Loi sur la fonction publique (1983, c. 55), l'Office des ressources humaines détermine par règlement les conditions, les cas ou les catégories de cas où la réévaluation d'un emploi à un niveau supérieur peut permettre la promotion sans concours;

Attendu que conformément au premier alinéa de l'article 104 de cette loi, l'Office des ressources humaines a fait publier à la Gazette officielle du Québec, le 19 septembre 1984, le Règlement sur la promotion sans concours d'un fonctionnaire, avec avis qu'à l'expiration des trente jours suivant cet avis il pourra l'adopter avec ou sans modification puis le soumettre pour approbation au Gouvernement;

Attendu que l'Office des ressources humaines a adopté, avec modifications, le Règlement sur la promotion sans concours;

Attendu qu'il y a lieu d'approuver ce règlement tel qu'il apparaît en annexe du présent décret:

Il est ordonné, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des dispositions de la Loi sur la fonction publique relatives à l'Office des ressources humaines:

Que le règlement en annexe du présent décret soit approuvé sous le titre: Règlement sur la promotion sans concours.

Le greffier du Conseil exécutif,
Louis Bernard

Règlement sur la promotion sans concours

Loi sur la fonction publique
(1983, c. 55, a. 103, par. 7°)

1. Le présent règlement s'applique à toute promotion sans concours d'une personne à la suite de la réévaluation à un niveau supérieur de son emploi.

2. La réévaluation d'un emploi à un niveau supérieur peut permettre la promotion sans concours d'une personne lorsque toutes les conditions suivantes sont remplies:

1° la réévaluation de l'emploi de cette personne est en tout ou en partie le résultat d'un enrichissement des tâches principales et habituelles de l'emploi;

2° l'emploi réévalué nécessite de façon prépondérante le même type de compétence qui était requis dans le domaine d'activités professionnelles où cette personne exerçait l'emploi avant sa réévaluation;

3° le classement de cette personne est conforme au niveau de l'emploi avant sa réévaluation;

4° cette personne occupe l'emploi ayant fait l'objet de la réévaluation depuis au moins un an avant la date de cette réévaluation;

5° des responsabilités de direction de personnel n'ont pas été introduites pour une première fois dans les tâches de cette personne lors de la réévaluation de l'emploi;

6° cette personne n'a pas, dans le cadre d'une promotion sans concours, déjà fait l'objet d'une vérification d'aptitudes en regard de l'emploi réévalué.

3. Le présent règlement entre en vigueur le 1er février 1985.